

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

par

Cécile MAZEL

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. ANTONELLI, prof. *Président*.
BOSC, professeur.
COURTIN, Professeur.

Assesseurs

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, RUE DES SAUVAGES

1938

L'ORGANISATION
DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

par

Cécile MAZEL

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. ANTONELLI, prof. *Président*.
BOSC, professeur.
COURTIN, Professeur.

Assesseurs

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, RUE DES SAUVAGES

1938

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MORE, Doyen honoraire, professeur de Droit International
Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit Criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie Politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire de Droit.

DIJOL, chargé de cours de Capacité.

ELLUL, Chargé de Cours.

MORINI-COMBY, chargé de cours

BABY, secrétaire.

DUBOIS, secrétaire honoraire.



Jury

MM. ANTONELLI, Prof. *Président*.

BOSC, Professeur.

COURTIN, Professeur.

Assesseurs

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

En témoignage de ma profonde reconnaissance

A MON FRÈRE

INTRODUCTION

Si le terme d'orientation professionnelle est nouveau, si l'organisation scientifique de l'orientation professionnelle est relativement récente, la chose ne l'est guère : de tous temps on s'est préoccupé d'adapter le travail au travailleur et vice-versa. Peut-être, peut-on dire que la répartition du travail entre l'homme et la femme, celle-ci restant au foyer pendant que son époux allait à la chasse ou à la guerre, est un premier essai d'une orientation des individus suivant leurs aptitudes.

Les préoccupations d'un Platon, sur l'organisation de la « République » ne répondaient-elles pas au désir de classer les sujets suivant ce qu'ils devaient accomplir avec le plus de facilité ?

L'économiste Fourier ne pensait-il pas que les tendances des hommes étaient si variées qu'il se trouverait toujours quelque habitant de son « phalénstère » pour accomplir les besognes les plus basses et les plus rudes ?

Les dissertations d'un Montaigne, sur la difficulté qu'il y a à connaître les propensions naturelles des enfants, ce qui a pour conséquence qu'on emploie « beaucoup d'âge à dresser des enfants aux choses auxquelles ils ne peuvent

prendre pied » (1) ; les regrets d'un Pascal qui disait : « La chose la plus importante à toute la vie est le choix d'un métier et le hasard seul en décide », ne sont-ils pas autant de témoignages qui prouvent que, de tous temps, l'attention des philosophes et des écrivains a été attirée par ce problème ? Néanmoins, le début du mouvement en faveur de l'orientation professionnelle proprement dite remonte à peine aux dernières années du XIX^e siècle.

Nous aurons souvent l'occasion de parler, au cours de cet ouvrage, des débuts de l'orientation professionnelle en France et à l'étranger, mais nous pouvons signaler dès maintenant que les premières études ont été faites aux Etats-Unis par Franck Parson qui, quelques années avant la guerre, donnait, à l'Institut des Services civiques de Boston, plusieurs cours et conférences sur l'orientation professionnelle.

En Belgique, le mouvement était inauguré vers 1909, par l'Association Belge de Pédotechnie qui s'occupait de la préparation sociale de la jeunesse, de la protection des apprentis, et du placement des jeunes ouvriers.

En France, c'est en fonction de l'œuvre du pré-apprentissage, inaugurée par la Corporation du Bâtiment, qu'a surgi l'idée d'orientation professionnelle. En 1905, un groupe d'entrepreneurs créait une école pour les enfants qui, à la sortie de l'école primaire ne peuvent pas entrer immédiatement à l'atelier. En 1906, grâce à M. Kula, une autre école du même genre était créée destinée à initier les enfants, par le travail du fer blanc, à tous les métiers manuels du même ordre que la ferblanterie. Cette école a été reprise en 1921 par la Chambre de Commerce de Paris. Elle est connue aujourd'hui sous le nom d'ateliers-écoles de la même organisation, dans lesquels on oriente les élèves vers de nombreuses professions (2).

(1) MONTAIGNE: *L'institution des enfants*, chapitre XXV.

(2) B. I. N. O. P., mars 1929.

Les Pouvoirs publics, de leurs côtés, ne restaient pas indifférents à la question :

Le 20 juillet 1914, une circulaire du Ministre du Travail attirait l'attention des Préfets sur l'importance que présente l'adaptation judicieuse des adolescents à l'emploi qu'ils vont choisir ou exercer.

En Ecosse, dès 1908, une loi encourageant l'orientation professionnelle était votée; elle prévoyait la collaboration entre les autorités municipales et les comités scolaires. En 1909, la loi sur les Bureaux de placement autorisait la création de Conseils Consultatifs pour les adolescents qui devaient fournir aide et conseils aux représentants de la main-d'œuvre juvénile.

Dès le début du xx^e siècle, l'orientation professionnelle prenait donc une extension mondiale. La guerre n'a fait qu'accélérer certains efforts dont l'orientation devait bénéficier : les examens des aptitudes pour les diverses carrières militaires, allaient obliger à faire une sélection psychotechnique des aviateurs; un laboratoire est organisé au Grand Palais en 1916.

La même année, on réorganise en Allemagne, l'Office d'Orientation professionnelle de Munich; une ordonnance ministérielle oblige les communes de plus de 10.000 habitants, à avoir un Office de placement public comportant une section d'orientation professionnelle et, l'année suivante, l'Office central est créé à Berlin.

A la fin de la guerre, on assiste en Angleterre, à une augmentation du nombre des Conseils Consultatifs pour la jeunesse. Dès l'année 1919, l'orientation professionnelle est au premier plan des préoccupations sociales de tous les milieux intéressés.

Des lois et des décrets sont promulgués non seulement dans les pays où l'orientation professionnelle existait déjà, mais dans beaucoup d'autres où on va l'organiser.

L'activité s'est manifestée un peu partout en Autriche, en Espagne, en Hongrie, en Pologne, au Portugal, en Tchécoslovaquie. En dehors des pays européens, elle n'existait qu'aux Etats-Unis. Elle gagne le Japon, l'Union Sud-Africaine, l'Amérique et l'Australie. Nous la voyons devenir un mouvement mondial.

Devant ce mouvement brusquement généralisé, plusieurs questions se posent.

Pourquoi l'orientation professionnelle est-elle une science tellement récente? Pourquoi a-t-elle pris naissance seulement au début de ce siècle puisque, de tout temps, on a senti la nécessité d'une communion entre l'homme et son travail? Pourquoi, enfin, a-t-elle connu un essor particulier ces dernières années?

C'est que l'orientation professionnelle correspond à un certain stade de développement de l'industrie. Elle n'avait pas de place dans le régime corporatif du Moyen Age; toutes les professions n'étaient pas ouvertes à tous, les règles strictes auxquelles était soumis l'apprenti, l'obligation pour le compagnon qui aspirait à la maîtrise, de composer un chef-d'œuvre, étaient une garantie suffisante de la qualité de la main-d'œuvre.

Plus tard, le développement des doctrines libérales empêche les économistes de mesurer toute l'utilité de l'orientation professionnelle: il faut laisser jouer librement les lois naturelles, la libre concurrence contribue à l'harmonie économique. Même les économistes comme Malthus ou Ricardo, qui tirent des conclusions pessimistes de ce libéralisme, pensent qu'il serait vain d'essayer d'enrayer les lois de la sélection naturelle. Les ouvriers inaptes seront forcément écartés du travail comme le producteur insuffisant est exclu du marché. Il ne faut, par aucun moyen, enrayer cette libre concurrence qui est un facteur du progrès.

Cependant, le développement des doctrines sociales et parallèlement, le développement du machinisme, allaient peu à peu faire apparaître le besoin d'adapter l'individu à sa tâche et de ne choisir que des individus facilement adaptables à telle ou telle profession.

Au début, cette nécessité ne se fait pas sentir impérieusement, on a besoin de main-d'œuvre, on recrute des ouvriers partout: en Angleterre, les jeunes gens sont recrutés dans les rues. Mais les conséquences fâcheuses du machinisme, au point de vue social et physiologique, allaient faire sentir impérieusement la nécessité d'une organisation meilleure de la main-d'œuvre. L'augmentation du nombre des prolétaires, le besoin de diminuer les accidents du travail, les maladies contractées dans l'atmosphère viciée des usines, l'augmentation de la concurrence dans tous les corps de métiers, et le besoin d'obtenir un meilleur rendement, allaient entraîner la naissance et l'essor d'une science nouvelle, l'organisation du travail suivant des bases scientifiques dont l'orientation professionnelle deviendra une branche.

L'Américain Taylor, à la fin du xix^e siècle, a été le premier à reconnaître l'importance de l'organisation du travail suivant des bases rationnelles. Son attention a été portée surtout sur les moyens de régler les mouvements de l'ouvrier, de l'entraîner, de le stimuler; il a laissé complètement de côté la question de l'orientation professionnelle. Pour lui, comme pour ses émules, Gilbreth et Thomson, la sélection est plutôt négative: c'est l'exclusion des individus non aptes, plutôt qu'une recherche systématique permettant de déterminer à quoi chacun est le plus approprié.

Il n'en reste pas moins, que le Taylorisme, en mettant au devant de la scène le facteur humain dans le travail

industriel, a largement contribué à poser le problème de l'orientation professionnelle (3).

L'orientation professionnelle va se développer sous l'influence d'une autre cause: l'organisation du placement. Les premières mesures législatives sur le placement des travailleurs, datent de la fin du xix^e siècle. On allait bientôt après, sentir la nécessité de créer des bureaux spéciaux pour la jeunesse (Etats-Unis et Angleterre), s'occuper du placement des jeunes gens, et, essayer de le faire rationnellement, c'est obligatoirement faire de l'orientation professionnelle.

Nous verrons, enfin, en étudiant les méthodes employées en orientation professionnelle, qu'au même moment, la psychologie expérimentale progressait. A la fin du xix^e siècle et au début du xx^e, on pose plus nettement que jamais le problème de la connaissance des aptitudes et on essaie d'en poursuivre l'étude par la méthode expérimentale.

Sous l'influence de toutes ces causes, l'orientation professionnelle cesse d'être empirique pour devenir une véritable science.

Enfin, il faut citer ces dernières années, les idées nouvelles répandues dans les méthodes d'éducation. La pédagogie moderne allait introduire l'orientation professionnelle dans un système nouveau d'enseignement. La place qu'elle a prise à l'école, nous aurons l'occasion de la déterminer au cours de cet ouvrage, mais dès maintenant, nous pouvons signaler qu'aussitôt après la guerre, l'importance de l'enseignement professionnel, n'est plus discutée: « Une profession, déclare John Dewey, le grand pédagogue américain, est une activité continue en vue d'une fin déterminée. L'éducation par l'enseignement professionnel

(3) A. FOURGEAUD: *L'Homme devant le Capitalisme*. Cours d'Economie politique, Bordeaux, 1935.

est par conséquent plus riche en facteurs utiles à la formation de l'esprit qu'aucune autre méthode » (4).

Il est facile de comprendre, après ce bref historique qui montre que l'évolution de l'orientation professionnelle a été parallèle à celui d'autres sciences voisines, les difficultés que peut avoir l'orientation professionnelle pour devenir une science distincte. Il est cependant nécessaire d'arriver à cette différenciation. Il importe de distinguer les offices d'orientation des services psychotechniques que l'industrie organise pour sélectionner son personnel lors de l'embauchage; il importe de distinguer l'orientation professionnelle d'une science qui paraît être très voisine: la sélection professionnelle.

La sélection part du métier, l'orientation de l'individu. La première cherche les hommes qui conviennent le mieux pour accomplir un certain travail, la seconde choisit parmi les divers travaux, la catégorie qui convient le mieux à un sujet déterminé. L'une ne voit que le métier et ses exigences, l'autre voit l'individu et doit considérer ses succès futurs dans la vie professionnelle, l'activité qui convient le mieux à ses aptitudes.

Il est évident que dans une société rationnellement organisée, la sélection doit perdre grandement de son importance. Les individus doivent d'abord être orientés, et c'est préparer un avenir de désordre que de choisir un travailleur pour un métier ou une profession donnés sans s'occuper s'il ne serait pas encore mieux doué pour une autre, sans le laisser errer à l'aventure des usines, des bureaux, et des administrations.

Si la sélection peut se contenter de mesures spéciales et très précises, l'orientation ne peut remplir son rôle qu'en étudiant l'individu dans sa totalité. Elle ne doit rien igno-

(4) D'après CLAPARÈDE: *L'Orientation professionnelle, ses problèmes, ses méthodes*. B. I. T., octobre 1922, p. 13.

rer de ses capacités, de ses faiblesses physiques ou intellectuelles, de son tempérament, de son milieu, de ses tendances. Il est alors évident que ces méthodes de recherches et d'études doivent être infiniment plus diverses et plus complètes que celles de la sélection. En fait, l'orientation doit se servir de toutes les mesures existant dans les laboratoires psychotechniques de sélection et leur apporter ses propres indications et renseignements, ne laissant pas plus de côté les capacités physiologiques et physiques que l'état de caractère, du goût, et des ambitions, la compréhension du milieu de celui qu'elle veut éclairer et guider, la qualité des efforts qu'elle peut lui demander.

Ainsi définie, l'orientation professionnelle poursuit des fins individuelles, sociales et économiques que nous allons brièvement examiner.

A. — Fins individuelles

L'orientation professionnelle s'efforce de faciliter le passage de l'école à la vie du travail. L'enfant, autrefois, était mieux renseigné sur les métiers dont le système de l'artisanat mettait au cours de sa vie familiale et de ses amitiés, de nombreux exemples sous les yeux. Aujourd'hui, il connaît mal ou il ignore les exigences et les conditions des diverses professions. Il importe de guider son choix. Bien souvent il n'a pas d'idées bien arrêtées, il accueille sans même les discuter les suggestions de sa famille. Les parents se laissent guider alors par la tradition et la routine, ils veulent que les enfants adoptent le métier de leur père, ou bien ils considèrent la place que la profession occupe dans l'échelle sociale, ou encore, obéissant à leur intérêt, les avantages pécuniaires qu'on peut en retirer. Ils se nourrissent de rêves ambitieux et souhaitent pour leurs enfants une situation meilleure que la leur. « Un

métier à mon fils ! Mon fils artisan ! Monsieur, y pensez-vous » (5).

C'est ainsi que l'enfant sera poussé vers une profession pour laquelle il n'était pas fait. Ce sera l'expérience de la vie qui lui apprendra, au prix de déboires personnels, l'erreur qu'il a commise.

La vie moderne développe l'esprit d'initiative, et l'enfant peut, à 14 ans, ne pas vouloir accepter ce que ses parents ont décidé pour lui. Mais le jeune homme ou la jeune fille subit alors l'influence de ses camarades, ou de ses lectures, il obéit à la mode, ou rêve d'une vie d'aventures, ou bien encore, jeune esprit indépendant, il veut bientôt se suffire et gagner un salaire élevé.

Les œuvres d'orientation professionnelle, en partant de la connaissance de l'enfant et des exigences de la profession, veulent éviter aux jeunes adolescents des changements de métier, des tâtonnements et des erreurs funestes à leur bonheur ; elles poursuivent un but désintéressé, la stabilité sociale de l'individu, le contentement moral qu'il retirera de l'exercice d'une profession qui correspond à ses aptitudes.

Dans un discours prononcé en 1928, lors de l'inauguration de l'Institut national d'Orientation professionnelle, M. Labbé faisait remarquer : « Les traditions domestiques ont perdu leur pouvoir, toutes les barrières sont tombées et la faculté de choisir qui est aussi la faculté d'erreur, a un domaine illimité ». C'est contre cette faculté d'erreur qu'il faut réagir, et cela, non seulement dans l'intérêt de chacun, mais encore dans celui de la vie économique et de la société. Les bienfaits collectifs qu'on peut attendre de l'orientation professionnelle dépassent les conséquences du perfectionnement individuel. L'individu n'est pas la seule fin de cette institution, elle poursuit des buts économiques et sociaux qui lui sont propres.

(5) J.-J. ROUSSEAU : *L'Emile*, livre III.

B. — Fins sociales

En 1907, au XIV^e Congrès international d'Hygiène et de Démagogie, tenu à Berlin, le Docteur Roth, de Potsdam, attire l'attention sur les accidents dus au surmenage des ouvriers, il propose une sélection « grâce à laquelle chaque ouvrier pourrait être affecté à un travail en rapport avec ses qualités professionnelles » (6).

M. Fontègne, au I^{er} Congrès de Psychologie appliquée, citait des statistiques d'après lesquel les, sur 100 accidents du travail, 43 sont dus à une mauvaise adaptation de l'ouvrier à sa tâche (pour des causes physiologiques, dans la proportion de 15 % et pour des raisons psychologiques, 18 %), alors que 25 % des accidents seulement, seraient dus à une protection insuffisante du travailleur et le reste à des causes fortuites (7).

Le développement continu du machinisme, si on pousse le raisonnement à l'extrême, peut aboutir à demander à chaque travailleur l'accomplissement de gestes identiques. La force et l'habileté manuelle du travailleur n'entrent plus seules en ligne de compte, ce qui intéresse alors principalement, ce sont les qualités psychologiques de l'individu, les qualités exigées se différenciant suivant le type de profession que l'on considère; on peut demander à l'ouvrier qui dirige sa machine de la dextérité, une grande acuité visuelle, une attention concentrée ou des réflexes rapides.

Le développement des transports sur routes ou sur voies ferrées, les progrès rapides de l'aviation, demandent, dans l'intérêt de la sécurité publique, que les risques d'accidents soient réduits au minimum. Or, très souvent, les

(6) Cité d'après IMBERT: *Le surmenage professionnel*. Année psych., vol. 14, 1908, p. 243.

(7) Cité par M. FONTÈGNE, dans une conférence présentée au I^{er} Congrès de Psychologie appliquée.

défectuosités physiques, les faiblesses des sens, causes de ces accidents, sont ignorées de ceux qui en sont affligés. Les œuvres d'orientation professionnelle conduisent l'enfant vers un métier où ses défaillances ne sont pas à redouter. Elles fournissent aux entreprises des individus aptes à accomplir leur tâche. Elles peuvent aussi diminuer en même temps que le risque accident, les maladies contractées en travaillant. Il est des emplois dangereux en eux-mêmes, qui engendrent certaines maladies, mais tous les ouvriers occupés à ces emplois n'en sont pas victimes. Les professions malsaines sont surtout périlleuses pour ceux qui présentent un point sensible à leur danger. Si l'on peut en écarter tous ceux qui paraissent prédisposés, on diminue évidemment les risques qu'elles font courir. Certaines maladies font de grands ravages dans les milieux ouvriers, la tuberculose par exemple. Quelquefois l'enfant, par ses antécédents ou sa constitution, est un candidat tout préparé. Si les œuvres d'orientation peuvent le diriger utilement vers les emplois agricoles, vers les professions qui s'exercent au grand air et au soleil, elles auront contribué à la santé de l'enfant, mais aussi, elles auront évité un danger pour ses camarades et pour sa famille.

Enfin, nous croyons que l'orientation peut contribuer à la paix sociale.

Dans une profession mal assortie, l'individu ne trouve pas de contentement, la fatigue est plus grande, l'usure physique et nerveuse vient plus tôt, mais l'entreprise dans laquelle cet ouvrier inapte travaille ne peut être satisfaite de son rendement, l'ouvrier se plaint, le patron aussi, le mécontentement des deux parties en présence peut être l'origine de nombreux conflits sociaux. Evidemment, l'orientation ne peut prétendre réaliser une parfaite harmonie entre les intérêts rivaux, mais une entente meilleure peut exister si les ouvriers savent ce qu'on va exiger

d'eux, et si les patrons ont des employés aptes à remplir leur tâche.

C. — Fins économiques

Des statistiques publiées par l'Office du 15^e arrondissement, prouvent que 2 % seulement des travailleurs exercent leur métier d'une façon supérieure, 20 % sont des ouvriers convenables, tandis que tous les autres sont à peine passables. Bien orientés, ces hommes ne seraient pas devenus tous des artisans supérieurs, mais on aurait pu, sans trop s'illusionner sur les résultats que l'on peut atteindre, élever la proportion des bons ouvriers.

L'Office dirigera vers l'apprentissage, les enfants qui gagneront à recevoir un enseignement professionnel. Il engagera les parents à faire les sacrifices nécessaires pour l'avenir de leurs enfants qui possèdent l'étoffe pour être de bons ouvriers, il les orientera vers la profession où son rendement sera le meilleur. Il paraît nécessaire de faire un pas en avant dans la voie de la formation professionnelle de notre main-d'œuvre. Nous manquons d'ouvriers qualifiés.

Depuis quelque temps, on a assisté, en France, à un emploi considérable de main-d'œuvre étrangère. On a même dû prendre des mesures restreignant le droit d'embaucher des étrangers. Il est évident que les patrons trouvaient là un avantage, car l'ouvrier français réclamait des salaires plus élevés et ne fournissait pas un travail supérieur. Le travail, mieux rétribué, n'est pas plus onéreux pour une entreprise, à la condition que la capacité productive de l'ouvrier soit plus grande.

En 1936, il y avait, sur l'ensemble du territoire français, 300.020 chômeurs, et pour le seul département de la Seine, 180.000. Dans l'industrie des métaux, dans ce même dépar

tement, on en comptait 18.000, et pourtant l'insuffisance d'ouvriers capables dans cette branche était manifeste. Même situation dans le bâtiment; dans les industries du vêtement on a pu enregistrer 10.000 chômeurs, et pourtant, le manque d'ouvriers qualifiés rend la situation de cette industrie particulièrement grave (8). Une des causes de ce mal économique est peut-être l'incapacité des ouvriers inemployés, mais il faudrait peut-être préciser si l'on se trouve en présence d'individus absolument incapables d'accomplir tout travail, ou seulement non préparés à embrasser la profession qui manque de main-d'œuvre.

La solution peut être trouvée dans une formation professionnelle meilleure, précédée d'une orientation judicieuse. Guider l'enfant vers la profession en accord avec ses aptitudes, éviter qu'il devienne pour l'entreprise l'ouvrier incapable, le « poids mort » que l'on congédiera à la première occasion, c'est un des buts que l'orientation prétend atteindre.

Nous savons que les économistes libéraux ont pu soutenir, lors des premiers essais de l'orientation professionnelle, qu'en laissant jouer librement les lois économiques, on arrive à l'élimination des médiocres, et qu'une sélection artificielle est inutile. Actuellement surtout, où les besoins de la production sont inférieurs à l'offre de travail, la libre concurrence doit supprimer les incapables. Si un ouvrier est maintenu à son poste, c'est qu'il y est bien à sa place. Pourtant, les chiffres que nous venons de citer prouvent que malgré un grand nombre de chômeurs, le déficit des bons ouvriers est flagrant dans certaines branches de l'industrie.

D'autre part, à l'élimination brutale née de la loi de l'offre et de la demande, ne peut-on pas substituer une répartition plus rationnelle? Ne devons-nous pas craindre

(8) Chiffre publié par l'Office du 15^e arrondissement.

qu'un ouvrier incapable occupe une place au détriment d'un autre qui aurait une production meilleure? La sélection naturelle est-elle parfaite?

En réalité, nous assistons souvent à une adaptation incomplète des travailleurs déficients, qui peuvent persister dans le métier choisi, sans que le jeu de la concurrence puisse les éliminer. Même en supposant que l'ouvrier, après plusieurs tâtonnements, trouve enfin sa véritable voie, devons-nous adopter l'optimisme des physiocrates et considérer les pertes de temps comme un mal nécessaire à l'équilibre économique? Est-ce que le sabotage, la misère, venant des erreurs successives, sont des facteurs utiles à la coordination des offres et des demandes?

« L'emploi des médiocres dans le mode de travail adopté chez nous, écrit Christiaens, en parlant de la Belgique, a pour résultat d'augmenter le prix de revient sans compensation aucune et ce fait peut amener nos exploitations industrielles à leur perte. » (9).

Les lois sociales, l'application de la semaine de 40 heures, sont de lourdes charges pour l'industrie. Plus que jamais, on a besoin d'éviter les pertes de temps. Plus que jamais, il faut des ouvriers qualifiés pour éviter le gaspillage des matières premières.

Le contrat collectif lie l'entrepreneur, celui-ci ne peut pas régler le salaire individuel sur le travail de l'ouvrier; cette organisation du marché du travail ne sera équitable que si les ouvriers qui bénéficient de ce contrat présentent des aptitudes semblables. Or, rien ne permet mieux d'assurer un rendement à peu près équivalent que les œuvres d'orientation professionnelle.

Enfin, l'orientation ne finirait pas son œuvre, si elle se contentait de diriger les enfants vers tel ou tel métier, sans

(9) CHRISTIAENS: D^r de la « Section de Surveillance et de Placement des Apprentis » de Bruxelles.

faciliter leur placement. Nous verrons qu'un grand nombre des offices français sont rattachés aux bureaux de placements; c'est la démonstration par les faits, des liens qui unissent ces deux institutions. Le bureau de placement pourra fournir à l'office, les renseignements nécessaires sur l'état du marché du travail, et sur l'encombrement des professions. L'office se documentera sérieusement sur ces points, et mettra en garde l'enfant et la famille.

A une certaine époque, on assiste quelquefois à une ruée en masse vers une catégorie de professions qui semblent présenter plus de garanties ou qui, tout simplement, sont à la mode. C'est ainsi que ces derniers temps, on a vu augmenter dangereusement le nombre des enfants poussés vers les carrières intellectuelles, peut-être est-ce la crise économique qui faisait rechercher aux parents des emplois plus stables.

« Ouvriers ne suis, apprenti ne daigne, fonctionnaire suis. » (10).

Les parents et les enfants n'ont pas prévu ou n'ont pas voulu prévoir que l'on se trouverait bientôt en face d'un véritable chômage des intellectuels. L'orientation professionnelle essaiera de montrer aux parents que le diplôme, selon l'expression de M. Déat, « n'est pas une créance sur la collectivité », qu'il peut être compatible avec un métier bien choisi, elle n'ira pas à l'encontre d'une formation culturelle, mais elle réhabilitera aux yeux des parents et des enfants obstinés, les professions manuelles. Elle leur fera comprendre l'intérêt qu'il peut y avoir à adopter les professions non encombrées.

L'orientation professionnelle, pour arriver à s'imposer, a eu à lutter contre le sentiment d'omnipotence du père de famille vis-à-vis des siens, contre l'esprit d'indépendance, en un mot, contre un individualisme bien français.

(10) J. AMAR: *Organisation physiologique du travail*, p. 15.

Tant que l'orientation professionnelle n'est pas obligatoire, il faut, pour qu'elle puisse faire une œuvre efficace, que les parents reconnaissent son utilité, qu'elle leur inspire confiance. Il est évident que la façon dont elle pourra le mieux le faire, est en obtenant le résultat pratique que les parents peuvent le plus désirer : le placement de leurs enfants.

Nous avons brièvement passé en revue les principales fins de l'orientation professionnelle, c'est en étudiant son fonctionnement actuel, tant à l'étranger qu'en France, qu'on pourra comparer les résultats obtenus avec ceux qu'elle se propose.

Pour la préparation de cette brève étude, nous avons eu recours à la bonne volonté de quelques offices d'orientation : l'Office de la Caisse de Compensation de la Région parisienne, en particulier, nous a envoyé de nombreuses statistiques et plusieurs rapports, sur le fonctionnement du Centre.

Le *Bulletin de l'Institut national d'Orientation professionnelle* nous a été une source abondante de renseignements. Les nombreux articles du professeur Laugier, de Mme et M. Pieron, de M. Fontégne, tous, pionniers enthousiastes de l'orientation professionnelle, apportent les résultats d'expériences vécues, ou soulignent les tendances actuelles de l'orientation professionnelle. Ils nous ont été très précieux pour notre étude.

Enfin, il convient de signaler la source importante de renseignements qu'a constitué la documentation du Bureau International du Travail, principalement pour la partie consacrée à l'orientation professionnelle à l'étranger ; il est, en effet, très difficile d'avoir une documentation directe sur l'œuvre en dehors de chez nous, sauf pour l'orientation en Suisse (pour laquelle l'Office de Zurich nous a adressé plusieurs documents). Pour la Belgique, nous

avons eu recours à la documentation du Bureau international du Travail.

L'orientation professionnelle est en période d'organisation, aussi, n'avons-nous pas la prétention de faire ici une étude approfondie et de donner un tableau détaillé de ce qui existe actuellement. Elle n'est pas organisée d'une façon assez uniforme; une grande latitude est laissée aux offices particuliers, aux départements et aux communes; leurs initiatives particulières donnent une physionomie quelque peu différente aux divers centres. Nous voulons seulement donner une vue d'ensemble du mouvement, de sa naissance, des grandes lignes de sa réalisation, de ses tendances actuelles.

Dans une première partie, nous verrons ce qui a été fait à l'étranger, en essayant principalement de relever les différences qui caractérisent les divers systèmes qui ont été appliqués.

Dans la deuxième partie, nous étudierons l'organisation française actuelle: le cadre légal de son fonctionnement, la conception pratique de la collaboration des diverses personnalités compétentes, dont l'office a besoin: philosophes, médecins, instituteurs, conseillers de vocation.

Enfin, dans la conclusion, nous dirons ce qu'il y a lieu de penser de ces résultats pratiques des tendances actuelles de son évolution, des limites qu'elle ne devra jamais dépasser.

PREMIÈRE PARTIE

**L'Organisation
de l'Orientation Professionnelle
à l'Etranger et en France**

CHAPITRE PREMIER

Organisation à l'Etranger

Nous n'avons pas la prétention, dans cette partie, de faire un tableau détaillé des réalisations pratiques de cette institution à l'étranger; nous voulons seulement préciser les grandes lignes de son développement, les principales idées qui ont présidé à son organisation et donner une vue d'ensemble très générale de la place qu'elle tient actuellement dans le monde. On aura ainsi quelques éléments de comparaison qui permettront de mieux apprécier le travail qui s'est fait en France.

Etats-Unis (1)

Le promoteur de l'orientation professionnelle aux Etats-Unis, fut Frank Parsons, ancien professeur à la Faculté de Droit de Harvard. Il commença par donner des cours d'orientation professionnelle à l'Institut du Service civique de Boston (Curie Service House), fondé en 1901. Le 23 avril 1908, au même Institut, est créé le premier office d'orientation.

Parsons expose son programme d'orientation professionnelle dans un ouvrage *Choosing of Vocation*, qui parut en 1909.

Son système repose sur trois idées essentielles :

1° Le principe de toute direction de l'individu est la connaissance de lui-même, de ses goûts, de ses ambitions ;

2° Le deuxième élément est la connaissance de la profession vers laquelle on se sent naturellement attiré ;

3° C'est de la comparaison entre ce que l'on se sent capable de faire et ce que l'on désirerait accomplir, que naîtra un choix judicieux.

L'orientation repose entièrement sur l'individu. Dans l'éducation du jeune enfant, on fera une large part à l'esprit d'initiative, et arrivé à l'âge de choisir, l'adolescent aura la maturité nécessaire pour savoir se décider. Parsons n'envisage pas l'intervention de la famille, ni celle du médecin.

(1) R. I. T. : *L'Orientation professionnelle aux Etats-Unis*, janvier 1926, p. 58.

Thèse M. VENARD : *Le rôle de l'Ecole en orientation professionnelle*, Paris, 1929.

Thèse A. CENDRIER : *Organisation de l'orientation professionnelle*, Paris, 1931.

R. I. T. *Etudes et documents*, série J, n° 4, 1935 : *Les problèmes de l'orientation professionnelle*, Genève, 1935.

Le principe était formulé, les idées de Parsons eurent un grand retentissement.

L'année suivante, en 1910, eut lieu la première conférence d'orientation professionnelle à Boston. Une deuxième devait se tenir à New-York en 1913, et depuis, des conférences eurent lieu d'une façon de plus en plus régulière. C'est surtout après la guerre que l'orientation allait connaître un grand essor.

Déjà, en février 1917, la loi sur l'enseignement professionnel ouvre des crédits pour l'institution de programmes variés d'enseignement technique. Peu après, 26 Etats votaient une législation prévoyant la création de cours complémentaires pour les jeunes travailleurs de 14 à 18 ans (2).

L'application, en septembre 1917, de l'amendement relatif au travail des enfants, révéla le faible niveau d'instruction d'un nombre considérable d'enfants ayant quitté l'école, et déclancha une campagne nationale pour le retour à l'école (3).

Le 9 février 1918, une division spéciale pour le classement et l'orientation des jeunes, le « Junior Classement Division » fut enjointe au service du placement du Ministère du Travail à Washington.

La première tâche fut de créer, dans les différents Etats, des offices d'orientation professionnelle pour organiser le placement des jeunes gens. Du 1^{er} juillet 1919 au 30 juin 1920, la « Junior Division » a créé des offices régionaux d'orientation dans seize villes.

Elle s'est efforcée de rester en rapport avec l'école et avec l'industrie. Elle a institué un contrôle des jeunes gens placés par elle. Elle transmet à l'école les résultats des enfants qu'elle a orientés, et elle peut lui suggérer des directives pour ses méthodes d'enseignement.

La « Junior Division » est parfaitement documentée sur l'état du marché du travail, et tâche de répondre d'une façon rationnelle aux demandes de main-d'œuvre. Elle fait des enquêtes et établit des monographies professionnelles. Elle est, en somme, un très précieux auxiliaire pour les écoles et pour les conseillers de vocation. Parallèlement à l'action gouvernementale, des institutions privées s'occupent de l'éducation et du placement des jeunes gens.

L'Office d'Orientation professionnelle de New-York est créé en 1920 par la fusion d'un certain nombre d'organismes privés qui s'intéressaient au travail de la jeunesse.

Il comprend un service de propagande très actif : des causeries sont faites aux enfants, on organise des visites dans les établissements industriels, on réunit les parents qui ont été l'objet d'une propagande spéciale, surtout au début.

Les différents groupes privés fondés aux Etats-Unis pour développer les institutions d'orientation, coordonnent leurs efforts dans la « National Vocational Guidance Association ».

Cette association comprend huit services : New-York, Chicago, Minéapolis, Cincinnati, Philadelphie, Nouvelle-Angleterre, Californie, Kansas-City.

La première assemblée générale fut tenue du 23 au 25 février 1922, en plein accord avec la « Junior Division Placement ». Enfin, il faut mentionner la création, à New-York, en 1923, d'une société de psychologie appliquée aux affaires, « psychological corporation ».

Les promoteurs de cette société estimaient que la fortune nationale pouvait être accrue de 70 millions de dollars par an si on adaptait les hommes, les femmes et les enfants au genre de travail pour lequel ils sont aptes.

L'orientation professionnelle aux Etats-Unis évolue, se perfectionne, mais elle garde toujours l'empreinte des idées de son promoteur, Franck Parsons. Elle repose

entièrement sur l'individu, formé par une éducation qui fera une large part à son esprit d'initiative.

L'enfant, arrivé à l'âge de choisir doit posséder la maturité nécessaire pour fixer librement son choix en tenant compte de ses aptitudes et de ses goûts.

Les éducateurs ont une grande tâche : former ce jeune esprit de façon qu'il puisse exercer un choix judicieux ; ils doivent savoir étudier, et connaître leur sujet pour le développer sciemment.

Dès lors, l'école, principal éducateur de l'enfant, va jouer un rôle primordial dans l'orientation. Dans la plupart des écoles publiques, on établit des fiches scolaires ; une large part est laissée au jugement du jeune homme. La fiche indique les préférences de l'élève et ses projets d'avenir ; les matières où il excelle, les raisons qui motivent son désir de choisir telle ou telle profession.

Le secret professionnel est assuré à la fiche scolaire. Elle permet au maître de donner ses appréciations en toute franchise.

L'école donne aussi certaines notions sur la vie pratique et professionnelle : enseignement oral, lectures, visites de certains établissements et d'expositions, projections de films. Rien n'est négligé par l'instituteur.

Ce sont les membres du corps enseignant qui jouent le rôle d'orienteurs, mais on exige d'eux, de même que des orienteurs attachés à des offices d'orientation extra-scolaire, des connaissances qui présupposent une préparation professionnelle spéciale.

Voici, par exemple, comment est pratiquée cette préparation dans l'état de New-York : la loi sur l'Instruction publique de l'état de New-York, permet aux autorités scolaires de districts d'employer à l'orientation professionnelle des personnes en dehors du corps enseignant ; mais les instituteurs et les personnes qui se consacrent à

cette œuvre, doivent être munies d'un diplôme professionnel (Vocational Or Educational Certificate).

Pour obtenir le certificat, le candidat doit avoir fréquenté avec succès une école supérieure pendant quatre ans. Il doit avoir ensuite deux ans de pratique dans une activité industrielle, commerciale, agricole, ou autre. Enfin, avoir suivi certains cours spéciaux: psychologie, sociologie, pédagogie, histoire de l'industrie, emploi des tests, principes et problèmes de l'éducation professionnelle, méthode d'orientation et de placement, possibilité de formation professionnelle dans l'état de New-York, législation, problème et condition de travail, études des différentes professions, manuelles, semi-intellectuelles, intellectuelles.

Certaines universités organisent pendant le trimestre d'été des cours destinés à la formation des orienteurs. Au début, cette formation fut laissée un peu au hasard. On envisage actuellement une formation plus complète d'après des plans définis.

C'est vers ce but que tendent les efforts d'un Comité, présidé par le Docteur Harry O. Kiston, de l'Université de Colombia.

Le Comité poursuit ses études sur le principe suivant :

1° Le travail de l'orienteur est une profession déterminée à laquelle doit correspondre une formation spéciale ;

2° Cette formation doit avoir un caractère universitaire (Graduate Mark) ;

3° Les matières enseignées dans les cours préparatoires spéciaux doivent être appropriées aux activités qu'implique l'orientation professionnelle ;

4° En plus de ces cours, les étudiants doivent avoir l'expérience d'un travail intellectuel ou professionnel quelconque autre que l'enseignement.

A côté de cette formation théorique, la direction du

« Vocational Service » a élaboré un programme de préparation pratique des orienteurs.

Enfin, pour encourager la formation des « Vocational Consellers », la fondation Rockefeller, a assuré une rente annuelle de 14.000 dollars.

La collaboration du médecin à l'orientation professionnelle est relativement restreinte. Toutefois, dans une étude publiée par le Bureau de l'Enfance et le Service du Placement du Ministère du Travail, sur l'orientation professionnelle et le placement des jeunes gens, on signale particulièrement l'importance de l'aptitude physique des enfants qui travaillent.

Certaines de ses recommandations ont une relation évidente avec l'orientation professionnelle :

« 1° L'âge minimum d'admission au travail des enfants ne devrait pas être inférieur à 16 ans. Etant donné que les modifications physiologiques et psychologiques caractérisant la puberté (qui dans la grande majorité des cas ne sont pas terminées avant la seizième année), détermine épreuve la vitalité de l'enfant. Il est de toute importance que celui-ci soit protégé pendant cette période à cause de l'effort physique sérieux que l'entrée à l'usine comporte nécessairement pour lui.

» 2° Aucun enfant de 16 à 18 ans, ne devrait être autorisé à travailler s'il ne présente le développement normal de son âge, une bonne santé, et une aptitude physique pour la forme d'activité qu'il a choisie.

» 3° L'aptitude physique des enfants admis au travail devrait être déterminée par un examen physique complet fait par un médecin-fonctionnaire nommé à cet effet.

» 4° Chaque changement d'emploi devra donner lieu à un nouvel examen préalable, effectué dans les mêmes conditions que le premier.

» 5° Tous les enfants employés jusqu'à l'âge de 18 ans, devraient être soumis au moins une fois par an à un examen physique fait par un médecin-fonctionnaire nommé à cette fin » (1).

Les Etats-Unis sont, avec le Japon, les pays d'outre-mer où la psychotechnique s'est le plus développée. Mais une publication récente de M. Franck Carle, *The Psychological Examination. Its place in Vocational Guidance* (2), souligne avec quelle prudence on doit employer les tests. L'auteur estime que tout en étant des auxiliaires précieux, ils n'ont pas atteint un degré suffisant de sûreté pour permettre de se passer d'autre source d'orientation.

L'orientation professionnelle garde toujours, aux Etats-Unis, son caractère et ses bases essentiellement scolaires.

Angleterre (6)

En 1909, on s'émeut en Angleterre du nombre des jeunes chômeurs. Des rapports officiels déploraient la négligence avec laquelle on poussait des jeunes gens vers des emplois peu stables qui n'offraient aucune chance d'avenir. Ces considérations aboutirent au vote de la loi de 1909 sur les Bureaux de placement.

Cette loi crée un service distinct pour le placement des jeunes gens (Juvenil Département). En même temps, sur l'initiative du Ministre du Commerce, on institue les Conseils consultatifs locaux, composés de représentants des autorités scolaires de l'industrie, des travailleurs, du

(4) Genève. *Etudes et documents*, série J., n° 4, 1935, p. 73. (D'après Department of Labor): *Vocational Guidance and Junior Placement*. Children's Bureau Publication, n° 149. Employment Service Publication.

(5) *The Vocational Guidance Magazine*, avril, 1934.

(6) Thèse A. CENDRIER, *op. cit.*

Thèse J. CLÉMENT: *Le mouvement d'orientation professionnelle*, Aix-en-Provence, 1924, *op. cit.*

B. I. T., *Etudes et documents*, *op. cit.*

corps enseignant. Ces conseils doivent fournir des avis « sur l'administration de tous les bureaux de placement situés dans le district en s'inspirant des besoins de la main-d'œuvre juvénile ».

L'année suivante, en 1910, est votée la loi sur l'orientation professionnelle (7), qui conférait « aux autorités locales le droit de prendre des mesures, sous réserve de l'approbation du Ministère de l'Instruction publique, en vue d'aider les jeunes gens et les jeunes filles de moins de 17 ans, à choisir un emploi en leur communiquant les renseignements centralisés à cet effet et en leur donnant des conseils » (8).

Les autorités scolaires devaient, pour prendre ces mesures, recevoir l'approbation du Ministère de l'Instruction publique (9). En 1911, le Ministère du Commerce et de l'Industrie publiait une circulaire insistant auprès des autorités locales, pour prendre les mesures préconisées par la loi annonçant que, pendant un an, le Ministère du Commerce s'abstiendrait de créer de nouveaux Conseils consultatifs, à moins que les autorités locales ne renoncent à leur droit.

En 1918, la ville de Birmingham institua un système de conseils locaux, étroitement reliés aux écoles et complétés par des assistants bénévoles qui visitaient les parents des élèves. L'exemple de Birmingham fût bientôt suivi. Plusieurs villes constituèrent des comités de patronage composés de représentants des employeurs, des employés, des membres du Comité de l'Instruction publique, des présidents des Comités divisionnaires de patronage et de direc-

(7) Choice of employment act.

(8) Porté à 18 ans par la loi de 1918, sur l'Instruction publique.

(9) L'Angleterre se trouvait à l'avant-garde du mouvement puisqu'elle était le seul pays possédant une loi sur la question.

teurs du Service médical et du Comité central de l'Instruction publique.

De la collaboration du Ministère du Commerce et de celui de l'Instruction publique, des difficultés surgirent. Une révision s'imposait. Le 23 juillet 1921, Lord Chelmsford présente au Premier Ministre un rapport dans lequel il demande l'abandon du système de collaboration prévu par la circulaire interministérielle de 1911. Les autorités scolaires locales devaient assurer seules toutes les responsabilités. Le Gouvernement se rangea à ces conclusions, et les dispositions législatives furent incorporées dans l'article 6 de la loi de 1923, sur l'assurance chômage.

La loi de 1923 établit une différence entre les jeunes gens de 14 à 16 ans, et les jeunes gens de 16 à 18 ans. Ces derniers sont obligés de s'adresser au bureau de placement pour obtenir en échange leur livret de travail, s'ils se trouvent sans emploi et veulent toucher une indemnité de chômage; ils peuvent même être tenus de fréquenter les cours institués pour eux, alors qu'aucun texte légal n'oblige les jeunes gens de 14 à 16 ans à s'adresser au bureau de placement.

En 1926, une Commission de l'Enseignement et de l'Industrie, nommée par le Ministre de l'Instruction publique, et le Ministre du Travail, publie un rapport connu sous le nom de « Rapport Malcolm ». Cette Commission avait été chargée d'effectuer une enquête sur « le système d'enseignement public en Angleterre et au Pays de Galles, envisagé au point de vue des besoins du commerce et de l'industrie », avec mission d'étudier spécialement la valeur des emplois qu'ils procurent.

En mai 1932, le Ministre du Travail réunit des Comités consultatifs, Angleterre, Ecosse, Pays de Galles, pour effectuer une enquête sur l'orientation professionnelle. De juillet 1933 à mai 1934, la Commission tint six séances au cours desquelles elle examina les aspects récents de la

question et émit plusieurs vœux, notamment en ce qui concerne la formation des conseillers d'orientation: « Seuls, ceux qui sont particulièrement doués pour cette profession doivent pouvoir l'exercer ».

Les orienteurs doivent pouvoir connaître facilement les qualités physiques morales et professionnelles des jeunes gens en quête de travail, ainsi que les possibilités d'emploi qui s'offrent à eux. Ils doivent être en contact avec l'industrie et l'enseignement. La Commission estime qu'il y aurait avantage à instituer des cours et sanctionner par un diplôme les études accomplies; que la meilleure base, pour former les dossiers individuels des jeunes gens, ce sont les notes et rapports de fin d'études, fournis par les autorités scolaires.

Elle se propose d'établir un modèle de fiche unique qui permettra de donner des indications précises sans se perdre dans les détails. Sur la fiche scolaire, sont mentionnés les résultats des visites faites par le médecin scolaire. Le médecin donne au directeur d'école, un rapport. Si celui-ci porte la lettre A, le directeur écrit sur la partie de fiche scolaire réservée aux indications médicales, NO (no, observation). Si le rapport médical est marqué B, la fiche scolaire sera complétée par un examen médical, fait par le médecin de l'école, qui devra préciser les points faibles du sujet. Les renseignements fournis par le médecin sont très appréciés du conseiller d'orientation. Bien souvent, si le premier examen a révélé des déficiences physiques sérieuses, le sujet est soumis à une deuxième visite. Pour les jeunes gens employés dans l'industrie, la Commission a demandé une collaboration plus étroite entre le service d'orientation professionnelle, le médecin et l'inspecteur du travail qui peut leur enjoindre de quitter leur travail.

Les comités, pour développer l'orientation professionnelle et pour conseiller enfants et parents, organisent des conférences, des projections de films, s'adressant surtout

aux élèves qui arrivent à la fin de leurs études. On distribue des documents imprimés et des circulaires aux enfants et aux parents.

Des conseils individuels sont donnés à plus de 250.000 enfants par an. Un peu plus d'un élève sur trois reçoit des conseils, soit au cours des réunions à l'école, soit au cours d'entretiens avec les membres du Comité local du Bureau de placement.

Un Institut national de Psychologie industrielle a été créé à Londres en 1918, sur l'initiative de M. Myers, professeur à l'Université de Cambridge. Son travail est très apprécié aujourd'hui par la classe ouvrière; il étudie: les aptitudes exigées par chaque profession (industrielle ou commerciale), la sélection scientifique des travailleurs; il recherche les meilleures méthodes pour tirer parti de l'énergie humaine, dans les fabriques, les bureaux, notamment l'élimination des mouvements inutiles, la répartition plus judicieuse des moments de repos, l'augmentation de l'intérêt; il organise des conférences pour employeurs et employés, des cours professionnels pour directeurs et contremaîtres.

L'Institut a entrepris une enquête dans toute la Grande-Bretagne, pour déterminer la valeur des méthodes psychologiques d'orientation professionnelle. On a établi deux groupes d'enfants comprenant d'une part les élèves qui auront été soumis à des tests d'expérience et d'autre part, ceux qui auraient reçu seulement un conseil à la fin de leurs études. Les résultats de l'enquête ont fait apparaître la supériorité des nouvelles méthodes d'orientation. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de le signaler quand nous étudierons les différentes méthodes employées, mais toutefois, les offices anglais restent très prudents dans l'emploi des tests. Une place prépondérante est donnée aux avis médicaux, consignés sur la fiche scolaire.

Allemagne (10)

L'Allemagne est le premier pays d'Europe qui a possédé une législation complète sur l'orientation professionnelle.

Les Centres d'orientation sont rattachés aux Offices publics de placement.

La première loi organique, le texte essentiel en la matière, est la loi du 22 juillet 1922 sur le placement, qui déclare: « Les bureaux publics de placement ont le devoir et peuvent être mis dans l'obligation par l'Office fédéral ou par les autorités supérieures des différents « Landers », d'étendre leur activité à l'orientation professionnelle et au placement des apprentis, conformément à des dispositions édictées par l'Office fédéral, d'accord avec son Conseil d'administration ».

A leur tour, les autorités supérieures des « Landers » peuvent imposer ces obligations aux bureaux de placement.

L'Office fédéral est compétent, d'accord avec son Conseil d'administration, pour établir les principes généraux en orientation. Il a un droit de surveillance sur les institutions coopérant à l'orientation professionnelle; il peut en exiger la fermeture d'accord avec son Conseil d'administration, et après avis des organes publics de représentation professionnelle, et des associations économiques, pour les principes généraux en matière d'orientation et de placement des apprentis.

En exécution de ces dispositions de la loi, l'Office fédéral de placement de Berlin a énoncé, dans une ordonnance

(10) B. I. T. *Etudes et documents*.

R. I. T., avril 1925.

Thèses A. CENDRIER, *op. cit*; J. CLÉMENT, *op. cit*.; O. SIMON.

du 12 mai 1923, les principes généraux concernant l'activité des offices publics de placement et des offices de placement des « Landers ».

A) Pour les Offices publics de placement

Leur activité en tant que bureaux d'orientation professionnelle, sera dirigée de manière à assurer aux jeunes gens, la faculté de choisir leur profession, et une propagande active fera connaître au public les questions d'orientation. La Commission administrative de l'Office public de placement réunira un Comité consultatif non rétribué, dont la composition variera selon les lieux; il comprendra des représentants patronaux et ouvriers de l'industrie et de l'artisanat, du commerce et de l'agriculture, des experts en matière d'orientation professionnelle et des représentants de l'Office public de placement de l'école, des Offices d'assistance sociale, d'inspection du travail; enfin, il comprendra des médecins et des psychologues.

Le fonctionnaire, chargé dans l'Office des questions d'orientation professionnelle, devra avoir subi une formation spéciale; il aura dû pratiquer pendant cinq ans, un métier; pour les apprentis, c'est une femme qui remplit les fonctions de conseiller d'orientation.

L'orientation tiendra compte des nécessités économiques et des aptitudes du sujet. L'Office se tiendra en relation avec les membres de l'enseignement, et d'autre part, il tâchera de suivre tous ceux dont il s'est occupé.

B) Les Offices de placement des « Landers »

La deuxième partie de l'ordonnance leur est consacrée. Organismes centraux superposés aux Offices de placement, ils doivent collaborer à l'organisation de l'orientation et du placement des apprentis dans les Offices publics de

leur territoire. Ils doivent aussi assurer le contrôle nécessaire.

La loi de 1922 a été remplacée par la loi du 16 juillet 1927, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1927, sur le placement et l'assurance-chômage. D'après la loi de 1927, il existe un Office central à Berlin, qui comprend quatre sections : section d'orientation, section des services extérieurs qui est en relation avec les écoles et les écoles professionnelles, section littéraire et artistique, section médico-psychologique et le bureau d'administration.

Il existe, en outre, treize offices régionaux du travail, auxquels sont adjoints des cabinets d'orientation. De plus, toute commune doit posséder un Office du travail, mais toutes n'y ont pas adjoint un service d'orientation. Les employeurs et les travailleurs, par leurs versements, couvrent les dépenses prévues par la Reichsantalt. La loi du 16 juillet 1927 a prévu que certains organismes privés pouvaient s'occuper d'orientation professionnelle, telles les Chambres professionnelles artisanales et agricoles. Ces offices sont en très petit nombre et peuvent être supprimés par la Reichsantalt. La loi a aussi rendu obligatoire la collaboration entre l'école et les offices d'orientation. Les « Landers » avaient déjà pris des décrets pour fixer cette collaboration.

Toutes ces prescriptions légales interdisent le monopole de l'école sur l'orientation. Elles fixent le rôle du maître dans ce domaine. Celui-ci établira une fiche scolaire qui recevra les observations de l'orienteur. Il fera de la propagande auprès des parents. Il doit cultiver « l'idéal professionnel ».

Le décret du Wurtemberg prévoit que les écoles professionnelles devront surtout aider les offices d'orientation à suivre les élèves orientés par ces derniers, pour vérifier la justesse des conseils donnés, et la constance des aptitudes décelées.

Certains « Landers » (11) ont posé des directives qui sont à la base de l'action scolaire, et qui peuvent se ramener à trois chefs principaux :

1° Observation psychologique attentive des enfants ;

2° Education en vue d'une conception morale du travail et de la profession et d'une appréciation de la valeur économique, sociale et industrielle de l'activité professionnelle ;

3° Initiation à la vie professionnelle et à la structure économique.

Enfin, en 1931, un décret du Reich a fixé d'une façon précise le rôle de l'école.

Voici quelles en sont les principales dispositions :

1° Instruire et éduquer les élèves, et éclairer leurs parents en vue du choix de la profession ;

2° Se mettre à la disposition de toutes les personnes intéressées à ce choix, et engager les parents et les enfants à consulter un office d'orientation avant de se décider pour une profession ;

3° Collaborer avec les offices d'orientation dans les cas individuels (renseignements à fournir sur tous les élèves), mais s'abstenir de toute orientation professionnelle proprement dite, et surtout du placement des apprentis ; pour remplir cette tâche, l'instituteur doit observer l'enfant pendant toute la vie scolaire, organiser des séances avec causeries et projections, où participeront parents et élèves, à fin de les initier à la vie professionnelle.

La formation des conseillers d'orientation a été fixée par le décret du 12 mai 1923 : l'âge minimum est de 28 ans pour entrer en fonctions ; il faut avoir fait un stage de cinq ans au moins dans une autre profession. Cette prépa-

(11) Term. du Décret de l'Etat libre de Saxe du 23 fév. 1922.

ration a été confiée aux Offices du travail; des cours ont été organisés qui sont plutôt des échanges de vues et des discussions sur des questions se rapportant à l'orientation professionnelle. Un programme d'enseignement uniforme et plus systématique a été établi par l'Office du travail de la province de Brandebourg, comprenant diverses branches : analyse des métiers, géographie économique, hygiène industrielle, pédagogie, psychologie, économie politique et des questions pratiques d'orientation professionnelle.

En pratique, on peut dire que cet enseignement n'est pas au point, et que la plupart des orienteurs se sont formés eux-mêmes. Un effort sérieux se poursuit tout de même : l'Office de Breslau a institué des cours sur le modèle d'enseignement préconisé par la ville de Berlin.

Les lois allemandes ne parlent pas de la collaboration médicale. Mais, d'après une enquête faite en 1922, dans de nombreuses localités, on procède déjà à un examen médical du sujet à orienter. Cet examen est souvent fait par un médecin-fonctionnaire, médecin d'école ou médecin de circonscription. Par exemple, les fiches scolaires de Berlin ont prévu une partie portant sur le développement physique général, sur l'état de santé du sujet, une autre partie étant réservée aux contre-indications.

A Cologne, on fait visiter les jeunes gens et les jeunes filles par le médecin-scolaire. On accorde une grande place à ses indications. Dans presque tous les offices allemands, on soumet le sujet à un examen médical, si la fiche scolaire révèle quelque contre-indication d'ordre médical. On a essayé d'organiser une préparation spéciale pour les médecins-scolaires.

Nous verrons, en étudiant les méthodes en orientation professionnelle, que l'Allemagne est peut-être le pays où la psychotechnique a été le plus étudiée. Une statistique publiée en 1927 nous apprend qu'il y a 103 instituts et labo-

ratoires de psychotechnique qui ont un caractère officiel, et 108 à caractère privé.

Cette étude très sommaire de l'organisation professionnelle en Allemagne montre tout de même que l'Allemagne possède un statut légal très complet sur cette matière; toutefois, l'orientation reste facultative. Peut-être tend-elle cependant à prendre indirectement un caractère obligatoire: c'est ce qui ressort du projet de loi sur la formation professionnelle:

« 1° Ne doit être admis en qualité d'apprenti que celui qui montre les aptitudes physiques et intellectuelles requises pour la profession, et qui possède une instruction scolaire suffisante. »

« 2° Les représentants professionnels autorisés par la loi, peuvent prendre des dispositions détaillées, notamment en prescrivant, pour certaines professions déterminées, des examens médicaux, et des examens d'aptitude. Les examens d'aptitude doivent être faits d'accord avec les organes officiels de l'orientation professionnelle.

» Les décisions devront être approuvées par l'autorité centrale du « Land ».

Autriche (12)

L'orientation professionnelle en Autriche dépend du Ministère de l'Administration sociale. Créée le 1^{er} janvier 1918, l'orientation fait partie avec beaucoup d'autres questions, de la quatrième division placée sous la direction du Docteur Robert Kauer.

(12) Genève. B. I. T. *Etudes et documents, op. cit.*

Thèse A. CENDRIER, *op. cit.*

R. I. T., décembre 1922.

B. I. N. O. P.: *Les journées psychotechniques de Vienne*, J. LAHY.

Au début, on s'occupa surtout de propagande, le Docteur Kauer fit de nombreuses conférences, en même temps on demandait aux municipalités de créer un Office d'orientation professionnelle, mais en émettant le vœu qu'à chaque office soit adjoint un bureau de placement: « Sans ce bureau, disaient les organisateurs, l'orientation reste sans utilité; il ne sert à rien d'orienter un enfant au sortir de l'école, si on n'est pas à même de lui procurer un emploi convenable ».

Un office est ouvert à Vienne en mars 1922, sur l'initiative de la Municipalité et de la Chambre du Travail viennoises. Le 15 mai 1922, l'Office de l'Enseignement promulguait une ordonnance ayant pour but d'assurer à l'orientation la collaboration des écoles et prescrit que des fiches détaillées d'observations seront établies à titre d'expérience par les écoles primaires et secondaires pendant les années 1922, 1923 et 1924.

Après la réforme scolaire de 1926, la collaboration entre l'office et l'école devient beaucoup plus étroite. Dans les écoles viennoises, les enfants apprennent à mieux connaître les différentes branches de l'activité économique. On met à leur disposition des monographies professionnelles. L'organisation des classes est transformée, ce sont de véritables ateliers de travail. Le principe directeur est celui de l'école active. Le maître peut observer ses élèves dans de multiples occupations; de là, le grand intérêt que présente la fiche scolaire établie par les écoles viennoises.

« La division des réformes, au sein des écoles viennoises » a édité une fiche composée de 70 questions, et un guide destiné à renseigner le maître sur la manière dont il faut répondre aux diversés questions. On peut se demander si dans tous les pays, les instituteurs seraient décidés à répondre à ce questionnaire.

C'est en Autriche que l'on vit publier, pour la première fois, une étude sur le rôle du médecin en orientation pro-

fessionnelle : le livre du Docteur Téléký, qui parut à Vienne en 1918. En 1923, le Docteur Lauber fit paraître un ouvrage complet sur la question. C'est à Vienne que le service médical a été le plus rationnellement organisé. L'examen est obligatoire pour tous les sujets. Il a lieu à l'Office d'orientation. Il comprend, en dehors des renseignements anamnestiques, une visite corporelle très complète et un examen minutieux des organes sensoriels. On fait appel à la collaboration des laboratoires et des cliniques de la Ville. Le médecin ne se borne pas à conseiller ou à déconseiller aux candidats telle ou telle profession, il leur donne aussi des conseils d'hygiène, et dirige les malades et les débiles vers les offices de la santé publique. Les observations du médecin sont consignées sur la fiche personnelle du candidat.

Les employeurs qui ont vu la bonne organisation du service médical, ont obligé leurs jeunes ouvriers à passer un examen physique au moment de leur engagement. La loi sur l'admission des apprentis a institué un examen médical obligatoire, qui est fait par le médecin de l'Office d'orientation professionnelle.

L'orientation s'est surtout développée dans un cadre municipal : en haute Autriche, la ville de Linz a une organisation très complète, rattachée à l'Office du Travail, aux corporations professionnelles, et au Comité de Protection de l'Enfance. En 1920, la ville de Gratz a créé un office rattaché au Service de placement de Styrie.

Sur l'initiative et sous la présidence de M. Hachl, docteur de l'Institut de Psychotechnique de Vienne, le I^{er} Congrès des Psychotechniciens de langue allemande s'est tenu à Vienne du 4 au 7 septembre 1935. Le but proposé fut de faire l'union au point de vue méthodologique et pratique, des psychotechniciens des différents pays de l'Europe Centrale où la langue allemande est courante.

Un réel succès a couronné cette tentative. M. Hachl a notamment fait un exposé de l'effort qui avait été fait en

Autriche pour « assurer la coordination entre le psychotechnicien et les différentes sources d'éducation qui existent à l'école et à la maison » (13).

Belgique (14)

Déjà, en 1909, une société privée, « la Société Belge de Pédotechnie » étudiait les questions relatives à l'adaptation des enfants à la vie sociale. C'est de là qu'est parti, en Belgique, le mouvement en faveur de l'orientation professionnelle.

Le grand animateur, en Belgique, fut le Docteur Decroly. Spécialisé dans l'étude de la psychologie de l'enfant, il organisa le premier examen psychologique, et rédigea une fiche spéciale.

En 1911, la Section de Surveillance et de Placement des Apprentis, se transformant en Office d'Orientation professionnelle dont la direction fut confiée à M. Christiaens, n'a cessé d'être à la tête du mouvement dans son pays. En mai 1914, l'institution était transformée en Office intercommunal avec l'approbation des délégués de Bruxelles et des communes limitrophes. L'Office est placé sous l'autorité d'un Conseil d'administration qui comprend : deux délégués des communes, deux délégués de l'Etat, et des provinces. Ce Conseil nomme le personnel et surveille les services de l'institution.

L'Office comprend plusieurs sections : un service médi-

(13) *Les journées psychotechniques de Vienne, op. cit.*

(14) B. I. T. *Etudes et documents, op. cit.*

R. I. T., septembre 1923.

Revue du Travail, Office du travail de Bruxelles, 1930 et suivantes.

Thèses O. SIMON, *op. cit.*; J. CLÉMENT, *op. cit.*

cal, un service de psychologie et un service pour « la recherche des aptitudes techniques ».

L'examen médical doit être très complet. M. Christiaens, dans plusieurs de ses travaux (15), souligne l'importance que doit avoir l'avis du médecin. Très tôt d'ailleurs, en Belgique, on a senti la nécessité de l'intervention médicale.

Le médecin inscrit le résultat de ses constatations sur une fiche qui a été établie par les Docteurs Décroly et Adrien Kyns. Les résultats de cette première fiche très détaillée sont réunis et classés sur une deuxième qui indique d'une façon précise les métiers que le jeune homme ou la jeune fille doit éviter. Le premier examen est complété par un examen de la vue et de l'ouïe.

Le service de psychologie, à l'aide de nombreux tests inaugurés pour la plupart par le Docteur Décroly, procède à l'examen : de la tension, de la mémoire visuelle et auditive, et de l'activité intellectuelle complexe.

Le troisième service recherche les diverses aptitudes du sujet : aptitudes peu perfectibles liées à l'état général du sujet, aptitudes perfectibles qui dépendent de l'habileté plus ou moins grande à réaliser des combinaisons de mouvements simples déjà acquis, en les régularisant à l'aide d'appareils spéciaux construits par les psychologues. Le personnel de l'Office est chargé : 1° de constituer un fond de documentation (bibliothèque, appareils) ; 2° de faire de la propagande ; 3° de former le personnel des offices communaux ; 4° d'indiquer aux offices communaux le matériel dont ils ont besoin ; 5° d'examiner les cas difficiles qui lui sont signalés par les offices communaux ; 6° d'inspecter les offices communaux et de faire un rapport sur leur situation ; 7° de composer des tableaux indiquant les aptitudes indispensables à chaque profession.

(15) CHRISTIAENS : *L'orientation professionnelle des enfants*, Bruxelles, 1914.

L'Office intercommunal s'occupe, en collaboration avec l'Institut des Hautes Etudes, de la formation des orienteurs. Les cours sont obligatoires, les matières dont ils traitent sont spécialement étudiées, au point de vue de leur application à l'orientation professionnelle et groupent des notions éparses dans des ouvrages et des travaux divers. Tous les cours sont gratuits. A la fin de l'année, on délivre un certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller d'orientation.

La Belgique occupe une place à part dans l'orientation professionnelle. Elle a su en faire un organisme, s'appuyant sur les corporations professionnelles, mais qui a conservé son autonomie grâce à l'Office intercommunal de Bruxelles.

Suisse (16)

La Suisse est un pays où l'on s'est occupé beaucoup de l'éducation de la jeunesse. L'orientation professionnelle y est relativement très ancienne et très développée.

L'Institut Jean-Jacques Rousseau a été créé à Genève, en 1912, par le Professeur Ed. Claparède. Il est rapidement devenu un centre de recherches d'informations et de propagande, pour tout ce qui touche à la psychologie de l'enfant, à la pédagogie expérimentale et à la réforme scolaire. En 1916, il a commencé à s'occuper d'orientation professionnelle. Il a été rattaché en 1929 à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève; le Département de l'Instruction publique lui a confié, en 1928, l'organisation

(16) Thèses J. CLÉMENT, *op. cit.*; O. SIMON, *op. cit.*; A. CENDRIER, *op. cit.*

R. I. T., juin 1922.

B. I. T., *Etudes et documents* *op. cit.*

des cours destinés à donner aux futurs instituteurs des écoles primaires et enfantines de Genève, une préparation professionnelle théorique. Depuis 1934, les futurs instituteurs du canton de Genève sont inscrits aux termes d'un nouveau règlement comme élèves réguliers de l'Institut et doivent passer les examens du certificat de pédagogie.

Pour éduquer ces élèves, l'Institut les met en contact avec l'enfant. C'est la devise qu'illustre la vignette de l'Institut (17): « Le maître doit apprendre de l'enfant ». Pour la connaissance de l'enfant par la psychologie expérimentale, les élèves vont s'exercer à l'emploi des tests, les méthodes expérimentales étant complétées par l'observation et l'interrogatoire des enfants. Enfin, on fait faire aux étudiants de nombreuses visites d'écoles et d'institutions « péri-scolaires » (dispensaires, usines, écoles en plein air, etc...), qui mettent l'étudiant en contact avec ce qui est. Les élèves qui se destinent spécialement à l'orientation professionnelle, sont dirigés par un spécialiste. Ils travaillent à l'établissement de monographies de métiers et d'aptitudes professionnelles. De nombreux cours de pédagogie, de didactique et des leçons spéciales sur l'orientation professionnelle, complètent cet enseignement pratique. L'Institut Jean-Jacques Rousseau a pris un très grand développement. En 1925, il a été créé un Bureau International qui a son siège à l'Institut même.

On comprend dès lors que l'orientation professionnelle connaisse, en Suisse, un grand essor et une bonne organisation.

Les Centres d'orientation se sont surtout développés dans le cadre cantonal (18). « L'Association Suisse pour l'Orientation professionnelle » a son siège à Zurich, et

(17) *Institut des Sciences de l'Education*, « Programme général », Genève, 1936.

(18) *Orientation, formation professionnelle*, organe de l'Ass. Suisse pour l'O. P., 1936-1937.

est à la tête des autres cantons pour le nombre des cas d'orientation et pour les sommes dépensées.

L'Office de Zurich existe depuis 1919. Ces dernières années et surtout en 1936 et 1937, il s'est occupé principalement de l'orientation des arriérés et de l'initiation des jeunes chômeurs à d'autres métiers.

Dans le canton de Berne, de sérieux efforts ont été faits pour rendre l'orientation professionnelle obligatoire. L'Office municipal a réussi, ces dernières années, à examiner tous les jeunes gens destinés à entrer dans la vie pratique. Le canton de Lucerne a une organisation de districts. Un grand nombre d'offices ont été créés avec, à leur tête, des instituteurs primaires. En Suisse Romande, le canton de Vaud, a mis actuellement sur pied un système d'organismes de districts particulièrement adaptés aux besoins de sa population agricole; mais, c'est encore dans cette partie de la Suisse que l'orientation est le moins avancée. La ville de Genève possède cependant un centre actif d'orientation professionnelle en relations étroites avec les écoles de la ville. L'organisation actuelle de l'enseignement genevois prévoit d'ailleurs l'orientation comme faisant régulièrement partie du programme scolaire.

En résumé, dans les grands cantons, il existe un office cantonal et des offices de districts, et dans les petits cantons (Unterwald et Uri) un office cantonal seulement. Dans de nombreux cantons, il existe un office spécial pour l'orientation des jeunes filles. Le siège social de l'Office Suisse pour les Professions féminines est à Zurich, il est en rapport étroit avec l'Association pour l'Orientation professionnelle. Il fait paraître des brochures spéciales sur les professions féminines et le travail des femmes.

Les données recueillies par la section statistique de l'Office fédéral de l'Industrie des Arts et Métiers et du Travail, sur l'activité des Offices d'orientation profession-

nelle affiliés à l'association, montrent clairement que l'orientation organisée constitue un facteur important dans l'économie nationale pour le recrutement de la main-d'œuvre. En 1937, 28.787 personnes ont reçu des Offices d'orientation des conseils au sujet du choix de leur profession, soit 43 à 45 % de tous les jeunes gens libérés de l'école dans l'année.

Italie (19)

« Il faut que tous les éléments de la production se perfectionnent grâce à l'amélioration de l'installation, à la réduction au minimum des frictions d'intérêts et du gaspillage des énergies au choix des hommes et à leur préparation, à commencer par les écoles professionnelles et commerciales qui doivent être de plus en plus adaptées aux réalités de notre temps » (20).

On conçoit dès lors qu'avec un tel programme d'activité économique, l'orientation professionnelle qui ne s'était pas beaucoup développée en Italie jusque-là, allait passer avec l'enseignement professionnel, au premier plan des préoccupations fascistes.

Il est assez difficile de savoir quel est son développement actuel. Mais on croit pouvoir dire qu'elle est encore dans une période d'organisation.

La déclaration XXX de la Charte du Travail est ainsi conçue: « L'éducation et l'instruction professionnelle des personnes qu'elles représentent, membres ou non, sont un des devoirs impérieux des associations professionnelles ». La loi du 3 avril 1926 sur l'organisation des rapports collectifs du travail, contient les dispositions suivantes: « Les

(19-20) *L'organisation de l'enseignement professionnel*, R. I. T., 1936, p. 491.

statuts (des associations syndicales), peuvent prévoir l'organisation d'écoles professionnelles, d'institutions, d'assistance économique et d'aide morale et nationale, ainsi que d'institutions ayant pour but de favoriser les progrès et le perfectionnement de la production, de l'instruction et de l'art national ».

La déclaration XXIV s'en occupe d'une manière explicite: « Les associations professionnelles de travailleurs ont le devoir de procéder à une sélection parmi les travailleurs, afin de développer toujours davantage la capacité technique et la valeur morale de ceux-ci ». On reconnaît au syndicat un rôle directeur en matière d'instruction professionnelle.

Le syndicat envisagera surtout l'instruction technique et professionnelle au point de vue des bienfaits qu'elle doit apporter dans l'économie nationale.

Le syndicat s'aidera de la collaboration de l'école qui fournira autant de jeunes travailleurs que ce qu'en demande la profession; il n'y aura pas de pénurie, pas d'excédent.

« L'Institut National d'Instruction professionnelle », créait, en 1922, à Rome, un Office d'Orientation professionnelle. Son premier but fut de faire une analyse détaillée des professions.

A la même époque, la Société Humanitaire de Milan a ouvert un laboratoire de psychotechnique près « la Clinique du travail à l'Université. En 1930, grâce à l'initiative de la Doctoresse Diez, professeur à l'Université Royale de Rome et directrice de l'Institut d'Orientation professionnelle de cette ville, des cours furent organisés pour « renseigner et documenter les membres du corps enseignant sur le but poursuivi, les moyens employés, les indications et les contre-indications que l'on peut tirer des épreuves auxquelles sont soumis les enfants, enfin et surtout, sur ce qui doit attirer l'attention des professeurs,

en cours d'années, pour que ceux-ci puissent utilement collaborer à l'orientation des élèves qu'ils ont été chargés de préparer à la vie ».

C'est à Rome qu'a eu lieu, en 1936, le Congrès International de l'Enseignement technique. Plusieurs personnalités italiennes ont apporté des suggestions intéressantes, notamment le Professeur Pende, qui a émis certaines idées nouvelles sur le rôle du médecin en orientation professionnelle (21).

Conclusion

Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, Autriche, Suisse, Belgique, Italie, ont une organisation complète ou tout au moins en plein essor, de l'orientation professionnelle. Mais l'orientation connaît actuellement un développement mondial. Il convient de signaler la création d'un Conseil central de l'Orientation professionnelle pendant l'année 1930 en U. R. S. S. En Espagne, les Offices de Barcelone et de Madrid avaient été élevés au rang d'institution d'Etat, et centralisaient toutes les affaires de l'orientation. Au Portugal, grâce à l'initiative du Ministère de l'Instruction publique, le Bureau d'Orientation de Lisbonne a été désigné en janvier 1928, comme un Office national auquel incombe l'organisation de l'orientation professionnelle dans le pays tout entier. En Tchécoslovaquie, un Office s'est ouvert à Prague, fondé en 1920 par le Président Mazaryk (22).

En Norvège, le Conseil communal de la ville d'Oslo, a créé, en 1931, auprès de l'Office public du Travail, une section spéciale chargée de l'orientation professionnelle et

(21) Voir II^e Partie, chapitre II, section II: *Rôle du médecin*.

(22) B. I. N. O. P., mai 1929.

du placement des adolescents. Le Ministre de l'Instruction publique de Suède a nommé, en 1931, un Comité d'experts chargé notamment de faire une enquête sur les questions suivantes: Comment faciliter à la jeunesse les moyens d'acquérir une bonne préparation professionnelle; de quelle manière améliorer le placement des adolescents, et cela, notamment dans les districts dans lesquels les offices de placement ne sont pas encore complètement organisés?

On pourrait multiplier les exemples:

En Pologne, on a créé à Varsovie, en 1925, un Institut de psychotechnique dont l'activité est analogue à celle des Offices d'orientation professionnelle. Ce sont les médecins scolaires qui dirigent les élèves de dernière année vers cet institut, après les avoir examinés au point de vue du choix d'un métier. Le résultat du dernier examen fait par le médecin scolaire est consigné dans un rapport annexé à la fiche scolaire. En 1931, on réorganise le placement de la main-d'œuvre juvénile. On donne une grande place à l'orientation professionnelle.

On peut constater que l'orientation professionnelle, malgré les lacunes inhérentes à une jeune institution, donne, dans le monde entier, des preuves incontestables de sa vitalité.

CHAPITRE II

Organisation en France

Dès 1909, un groupe de précurseurs s'était mis à l'œuvre sur l'initiative de M. Chaintreau, alors directeur de la Section d'Arts et Métiers à l'Ecole J.-B. Say. En 1910, le Conseil municipal du 16^e arrondissement, créait un service d'informations professionnelles au profit des élèves des associations et patronages laïques de l'arrondissement. Ce service avait pour but : d'aider les familles à connaître et à développer les aptitudes de leurs enfants, de fournir autant que possible les renseignements sur les professions en vue de faciliter le choix d'un métier en rapport avec les aptitudes, de recueillir les statistiques utiles à consulter pour éviter de rechercher des situations à concurrence. Il fallait, évidemment, s'entourer de collaborateurs compétents. Il fallait avoir des renseignements sur les enfants en s'adressant aux membres de l'enseignement. Les premiers efforts ne furent pas vains et en 1912, un Comité de patronage des apprentis du 16^e arrondissement fut créé et la direction du mouvement fut confiée à M. Chaintreau. Celui-ci demanda à Alfred Binet de rédi-

ger un questionnaire. Ces questionnaires qui, en raison de la personnalité de son auteur, présente encore un intérêt historique, comportait en quelque sorte, un résumé de trois fiches : pédagogique, psychologique et médicale. M. Chaintreau s'adressa ensuite aux chefs d'entreprises et leur fit remplir un questionnaire qu'il avait lui-même établi pour préciser les exigences du métier. A l'aide de ces réponses, il établit des monographies professionnelles qui gardent encore aujourd'hui un certain intérêt.

En 1913, le Ministre du Travail avait signalé aux préfets l'importance de l'adaptation de l'adolescent à la profession qu'il doit exercer. Rien de sérieux n'est fait à ce moment-là, mais tout le grand mouvement actuel de l'Institut d'orientation professionnelle était déjà en germe dans l'œuvre de ses précurseurs (1).

La guerre amena en France, comme à l'étranger, la nécessité de recourir sur une grande échelle aux méthodes d'examen psycho-physiologiques. — A partir de 1916, un cabinet fonctionna au Grand Palais, pour le recrutement des pilotes aviateurs.

A la fin de la guerre, le besoin impérieux de réorganiser la main-d'œuvre, d'adapter les mutilés à une tâche nouvelle, allait donner un grand essor à l'orientation professionnelle. Le 25 juillet 1919, la loi Astier fixe le statut légal de l'apprentissage en France (2). Le 24 juillet, un décret reconnaît d'utilité publique la Chambre des Métiers de

(1) Mme H. PIÉRON: *Les premiers efforts d'organisation de l'O. P. en France*. B. I. N. O. P., avril 1930.

(2) Cette loi confie notamment l'inspection de l'enseignement technique à des inspecteurs nommés par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et à des Comités départementaux et cantonaux de l'Enseignement technique. Inspecteurs et comités jouent un rôle important dans l'orientation professionnelle en France. *

la Gironde et du Sud-Ouest pour favoriser et développer l'apprentissage.

En 1910, les Pouvoirs publics décident de tenter quelques essais au moyen des Offices publics de placement qui sont répandus sur tout le territoire, huit villes furent choisies pour faire des sondages (3).

Par des instructions du 19 juillet 1920, le Ministre de l'Instruction publique demande aux inspecteurs d'Académie d'inviter le personnel enseignant à collaborer avec les Offices publics de placement qui recevaient le concours des services agricoles, de l'inspection médicale, de l'inspection du travail; l'appui des Chambres de Commerce, des groupements professionnels, des œuvres autorisées à patronner l'apprentissage, etc...

Le Directeur de placement de la jeunesse, montre que le caractère essentiel de l'œuvre à accomplir, c'est la nécessité de s'assurer la collaboration médicale (4).

Une Commission est instituée, en avril 1921, au Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique en vue de rechercher les moyens d'organiser l'orientation professionnelle. Cette Commission est composée par moitié des représentants du Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique.

En juin 1921, une circulaire du Ministre du Travail insiste sur la nécessité de la communauté d'action qui doit s'établir entre les services relevant de ces deux départements ministériels. C'était le début d'un essai d'orientation professionnelle proprement dit; il devait donner des résultats appréciables. De nombreuses villes créent des services d'orientation plus ou moins perfectionnés. Ce

(3) Roubaix, Nancy, Lyon, Marseille, Toulouse, Nantes, Rouen, Vierzou.

(4) Rapport de M. ROGER, inspecteur général de l'Instruction publique. *J. O.*, 6 avril 1921.

n'est que le 26 septembre 1922 que paraît la première mesure législative sur l'orientation professionnelle (5).

Le décret prévoit la possibilité de créer des offices, en vue d'aider les Offices publics de placement dans leur tâche et de leur permettre de placer rationnellement les adolescents. Ces Offices sont administrés par les Commissions locales professionnelles ou, à leur défaut, par les Commissions permanentes des Comités départementaux de l'Enseignement technique (6). Ils pourront être subventionnés par les Sous-Secrétariats d'Etat de l'Enseignement technique, auxquels incombent d'ailleurs des opérations ayant trait à l'orientation professionnelle. Dans ce cas, ils sont tenus notamment de soumettre au Sous-Secrétariat d'Etat, des documents et renseignements de même ordre que ceux qui seront exigés des autres institutions s'occupant d'orientation.

Les associations qui auront constitué des offices pourront recevoir des subsides en fournissant leur statut.

Tous les offices sont soumis à l'inspection prévue par la loi Astier.

La participation de l'Etat au fonctionnement des institutions d'orientation professionnelle, est accordée après avis de la Commission instituée auprès du Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique.

Enfin, le décret prévoit que la centralisation des études et des recherches scientifiques concernant l'orientation professionnelle, sera effectuée sous la direction du professeur titulaire de la chaire d'organisation technique du travail humain au Conservatoire National des Arts et Métiers.

Un arrêté du 25 février 1925 précise l'organisation et les conditions de fonctionnement de cette Commission.

(5) *Bull. minist. du Trav.*, juillet-septembre 1921, rapport présenté par M. GAUTIER.

(6) Comités créés par la loi Astier.

Cet arrêté, laisse une grande part à l'initiative des administrations locales. Il n'a pas imposé un système uniforme, basé sur des considérations qui ne pouvaient être encore qu'*a priori*. Les organisateurs régionaux et locaux ont employé des moyens différents, mais plusieurs sortes d'activité se dessinent alors en France.

Il faut signaler la réorganisation complète de l'Office de Strasbourg qui se place au premier plan des offices d'orientation professionnelle. Un service d'orientation existait à Strasbourg depuis 1906, mais il était annexé à l'Office régional et municipal de placement, ce n'était qu'un auxiliaire du placement des apprentis. En février 1921, la Chambre des Métiers d'Alsace-Lorraine le transférait dans un local nouveau, le réorganisait, et nommait un directeur spécial qui le dirigea jusqu'au 1^{er} mai 1923, M. Julien Fontègne, professeur à l'Ecole Nationale technique de Strasbourg, qui avait beaucoup étudié la question pendant sa captivité en Allemagne. Il se mit à l'œuvre et passa aux réalisations, son activité s'étendit bientôt dans tout notre pays, par ses conférences et ses innombrables rapports.

En 1922, mille trente-six enfants recevaient un conseil d'orientation; sur le nombre, six cent vingt-trois étaient passés par l'Office, trois cent quatre-vingt-treize, bien que n'étant pas venus à l'Office, ont pu, grâce aux conseils donnés en classe en présence du médecin scolaire, de l'instituteur et du directeur de l'Office, entrer dans une voie qui leur convenait. Grâce à la propagande active que fit M. Fontègne, plusieurs villes créaient des Offices.

La Chambre des Métiers de Troyes décide la création d'un Office. En 1922, la ville de Moulins institue un centre spécial d'orientation professionnelle, chargé de rechercher les moyens pratiques d'obtenir de prompts résultats.

Un centre actif d'orientation existait à ce moment-là à Bordeaux. M. Mauvezin, ingénieur à l'Ecole centrale, avait

créé dans cette ville, une Chambre de Métiers qui s'occupa bientôt d'orientation. Elle débuta d'une façon très spéciale: une enquête générale sur l'orientation des enfants des écoles primaires de Bordeaux; de cette enquête, elle tira tout de suite des renseignements et des conclusions d'ordre pratique. Elle organisa une série de conférences au cours desquelles les enquêteurs donnaient à leurs jeunes auditeurs des conseils pour choisir un métier.

Un long questionnaire fut remis aux enfants. Un premier courant en faveur de l'orientation professionnelle était ainsi créé. On continue à agir dans le même esprit.

Dans la région parisienne, on crée activement des sections d'orientation, aussi élémentaires soient-elles, pourvu qu'elles entrent immédiatement en action.

A Nantes, dans le cadre de l'Office départemental, on crée une section d'orientation perfectionnée et susceptible d'être prise comme modèle par d'autres départements. L'Office de Nantes, dès sa création, a très bien défini quel devait être le rôle de l'orientation professionnelle: le cabinet d'orientation doit constituer un organe de liaison entre parents et enfants, qui ignorent ou et à qui s'adresser pour l'apprentissage d'un métier; il doit centraliser tous les renseignements scolaires et médicaux sur les enfants, faire connaître les métiers dans la région, remédier au déséquilibre général entre les besoins économiques et les désirs des enfants. Enfin, s'il y a lieu, il doit placer en apprentissage et suivre l'apprenti (7).

A Marseille, on fait du cabinet d'orientation, un centre scientifique, de manière à pouvoir fournir ensuite aux autres offices, tous les renseignements utiles.

Mais, d'une manière générale, les procédés essentiels mis en œuvre, furent analogues.

A partir de 1923, un nouvel essor est donné à l'orienta-

(7) D'après J. CLÉMENT, *op. cit.*

tion professionnelle. M. Touzaa, en 1923, publiait un rapport dans lequel il mentionnait l'existence de quarante-et-un offices. En 1924 et 1925, le nombre des offices subventionnés par l'Etat s'est élevé à soixante-quinze. Dans le rapport présenté au Congrès international de l'Enseignement technique, tenu à Charleroi en 1925, M. Fontégne estimait que, pour l'année 1925-1926, il serait de cent vingt (8).

Ces offices sont (9) :

- 1° autonomes ;
- 2° rattachés à des Offices publics de placement, annexés à des Chambres de Métiers, de Commerce ou d'Apprentissage ;
- 3° Des services créés par des Associations professionnelles (Associations d'anciens élèves, des fédérations, des amicales).

Les uns sont municipaux ou inter-communaux, les autres départementaux avec des sections dans les localités les plus importantes. Il est même certains départements (10) qui ont constitué un réseau de petits centres d'orientation professionnelle rattachés à l'Office départemental.

Un Institut national d'orientation professionnelle est créé à Paris sous la direction de M. Fontégne, inspecteur général de l'Enseignement technique ; de M. Laugier, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, et de M. Piéron, professeur au Collège de France.

Cet Institut a une triple mission :

1. Assurer la formation technique des rienteurs ;
2. Constituer une documentation récente ;

(8) Il s'agit des Offices subventionnés par l'Etat.

(9) R. I. T., mars 1926.

(10) Ardennes.

3. Favoriser les recherches nécessaires au progrès des méthodes et au contrôle des résultats.

L'Institut fait paraître un bulletin mensuel; il possède une bibliothèque très riche et un fichier hors pair. Il a contribué énormément à l'avancement et au progrès de l'orientation professionnelle.

Dès la première année de son activité, il s'est occupé de former des orienteurs; il a établi un règlement et un programme d'enseignement pour l'obtention d'un diplôme spécial. Le programme comporte: 1. de la physiologie; 2. de la pathologie générale et de la psychiâtrie; 3. de la psychologie; 4. de l'économie politique et sociale; 5. la technique des métiers; 6. l'organisation générale et pratique de l'orientation professionnelle; 7. la sélection et l'orientation.

- Les cours sont complétés par de nombreuses causeries sur l'orientation professionnelle, causeries qu'organisent pendant toute l'année les Comités de patronage d'apprentis des différents arrondissements. Les élèves participent aussi aux travaux des Comités scolaires créés dans plusieurs arrondissements. Enfin, des stages sont faits dans les services d'orientation professionnelle des Comités de patronages d'apprentis, dans les Offices d'orientation professionnelle de banlieue, à la direction générale des ateliers, au comité de « L'Ecole à l'Atelier », etc..

L'Institut décerne un diplôme de conseiller d'orientation aux élèves régulièrement inscrits ayant suivi avec assiduité pendant un an les enseignements théoriques et pratiques organisés pour la préparation à ce diplôme; fait un stage dans les offices d'orientation désignés à cet effet et subi avec succès les épreuves de fin d'année.

La session des examens pour obtenir le diplôme a lieu tous les ans et comporte:

1. Trois compositions écrites portant chacune sur: la physiologie et la pathologie; la psychologie; l'organisation de l'orientation et des sciences économiques;

2. Trois épreuves pratiques relatives: à l'examen physiologique; à l'examen psychologique; à la technique de l'orientation;

3. Cinq interrogations orales portant sur: la physiologie et la pathologie générale; la psychologie; l'orientation et les sciences économiques; la pédagogie; la technique des métiers.

La formation des orienteurs, sans être faite d'une manière aussi systématique que dans les autres carrières administratives est tout de même l'objet d'efforts sérieux.

Dans les environs de 1930, le nombre des personnes qui s'adressaient au service d'orientation avait quelque peu diminué. Les emplois recherchés sans doute en raison de la crise économique, étaient ceux qui procuraient un gain immédiat.

Depuis 1932-1933, on assiste à une recrudescence de l'intensité des Offices d'orientation. La reprise de l'activité économique et le délaissement des carrières intellectuelles trop encombrées en sont peut-être la cause. Le nombre des enfants orientés est passé de 387.000 en 1931-1932 à 394.000 en 1932-1933; le nombre des enfants sortant de l'école est monté de 283.000 à 303.000.

Les rapports détaillés publiés par l'Office du Service d'orientation professionnelle de la « Caisse de Compensation de la Région parisienne » montrent, dans le cadre d'un seul office, ce qu'a pu être l'essor de l'orientation professionnelle ces dernières années.

Cet Office a été créé en 1932. Pour l'année 1932-1933, le nombre des enfants orientés a été de 225. Il s'est élevé à 569 en 1934, à 898 en 1935, et enfin à 1282 en 1936.

Mais, ce qui reste toujours un sérieux obstacle à l'acti-

vité de l'orientation, c'est le désir du gain immédiat, le recul des parents et des enfants devant les frais d'un apprentissage, craintes justifiées quelquefois par l'augmentation du prix de l'apprentissage et la situation pécuniaire de la famille. Mais, de plus en plus, dans tous les milieux, on se rend compte de l'incontestable utilité de l'orientation professionnelle.

En 1932 (11), trente-cinq établissements techniques ou artistiques et entreprises particulières ont sollicité les avis de la part des offices d'orientation. En 1933, leur chiffre est passé à quarante-deux.

Evidemment, de nombreux efforts sont à faire en France pour une coordination plus grande des offices d'orientation.

Un projet d'organisation a été présenté par la « Confédération Générale du Travail Français » au Congrès International de l'Enseignement technique de Paris, en 1931 (12). Ce projet définit parfaitement les différentes collaborations que doit faire intervenir l'Office, les méthodes employées pour la connaissance de l'enfant et du marché du travail.

Enfin, le projet prévoit une organisation nationale très complète de l'orientation professionnelle : à la base, un office municipal dirigé par un directeur technique, entouré d'un Conseil d'administration comprenant des représentants de la ville, du corps médical, du personnel enseignant, des syndicats patronaux et ouvriers, et de l'Office de placement.

Les dépenses qu'occasionnera cet Office devront rentrer parmi les dépenses obligatoires des communes. Il étendra son action sur toutes les professions aussi bien manuelles

(11) *Bull. du M. du T.*, 1935, janv. à mars.

(12) Rapport du Congrès Intern. de Paris. B. I. T., 1935. *Etudes et documents*, série J.

qu'intellectuelles. Voici les différentes tâches auxquelles il aura à satisfaire :

1. Au début de l'année, il réunira les instituteurs pour leur communiquer les remarques qu'il a pu faire au cours de l'année précédente et pour s'entendre avec eux sur les modalités de leur action commune ;

2. Dans le courant de l'année scolaire, il organisera une enquête pour connaître le nombre approximatif des enfants qui vont bientôt quitter l'école et qui demandent à entrer en apprentissage ; il demandera au bureau de placement quelles seront les places vacantes à la fin de l'année. Il pourra aussi établir les rapports de l'offre et de la demande, il fera des causeries, des séances cinématographiques, répandra des tracts, des brochures, pour faire connaître aux parents et aux enfants, la situation économique ;

3. Ensuite, seront envoyés dans les écoles, les fiches scolaires d'orientation qui comprendront une partie destinée au médecin ;

4. Les fiches renvoyées à l'Office seront classées en vue d'un examen psycho-professionnel ultérieur.

Un Office départemental coordonnera les efforts des Offices municipaux dont il essaiera de susciter la création dans toutes les villes importantes du département. Il sera administré par un Comité composé de délégués de l'Office départemental de placement et du Comité départemental de l'Enseignement technique. A la tête de toute l'organisation, sera placé l'Office national, dont le rôle sera surtout de rassembler et de mettre à la portée des Offices départementaux et municipaux, les études scientifiques ou les statistiques se rapportant aux différents éléments qui concourent à l'orientation. L'Office national aura à s'assurer

du bon fonctionnement des Offices municipaux et départementaux, à les contrôler et à les conseiller. Il fonctionnera sous l'impulsion d'un Comité mixte composé de représentants du Conseil national de la main-d'œuvre et du Conseil supérieur de l'Enseignement technique; de représentants du Corps enseignant tant de l'enseignement général que de l'enseignement professionnel; de représentants des organisations nationales, patronales et ouvrières. Les dépenses afférentes à son fonctionnement seront inscrites au budget national (13).

On ne peut qu'émettre le vœu qu'un tel projet soit bientôt réalisé.

(13) Voir l'exposé complet du projet: B. I. T., Genève. *Etudes et documents*, op. cit., p. 167.

DEUXIÈME PARTIE

**Les principes
de l'Orientation Professionnelle**

CHAPITRE PREMIER

Les Méthodes d'étude des sujets

L'orientation professionnelle ne peut remplir son rôle qu'en étudiant l'individu dans sa totalité. Elle ne doit rien ignorer de ses capacités, de ses faiblesses physiques ou intellectuelles, de son tempérament, de son milieu, de ses tendances. Il est alors évident que ces méthodes de recherches et d'études doivent être très diverses et très complexes. En simplifiant quelque peu le problème, on peut distinguer deux méthodes essentielles : la première que nous qualifierons d'empirique, avant de porter un jugement sur les aptitudes de l'adolescent et de lui donner un conseil relatif à sa future profession, se contente de réunir le plus grand nombre possible de renseignements concernant le même individu. Ces renseignements constituent une documentation sociale et sont fournis par l'enfant lui-même, la famille, l'école et le médecin. Nous verrons en particulier, le rôle joué par ces deux derniers.

A côté, et beaucoup plus en honneur actuellement, existe la méthode dite scientifique. Elle cherche à établir les aptitudes du sujet par l'emploi de « tests » mentaux. Elle

confronte les aptitudes ainsi constatées avec les exigences des professions, analysées elles aussi par des procédés scientifiques. Comme toute méthode extérieure, l'une et l'autre présentent des avantages et des inconvénients. On assiste, en fait, dans presque tous les Offices, à un emploi simultané des deux méthodes.

I. — La méthode empirique

Les premiers praticiens de l'orientation professionnelle, désireux d'arriver à un résultat rapide, ont basé leurs conseils sur des renseignements recueillis un peu au hasard, tant sur les professions, que sur les sujets et les disponibilités du marché du travail.

Certains promoteurs de l'orientation professionnelle ont fait de l'interrogatoire, la base de leur méthode, le point capital pour conseiller utilement l'individu.

Les cabinets d'orientation annexés à des offices de placement, recherchant surtout un placement effectif, ont pratiqué et pratiquent encore beaucoup, le système de la documentation sociale. On peut ainsi éviter pour l'enfant des erreurs graves tout en arrivant à un résultat assez rapide.

L'orienteur va s'entourer du plus grand nombre possible de renseignements de toute espèce, de valeurs différentes. Il s'agit pour lui de faire un choix entre eux. Dès ce moment, il semble que la séparation s'impose entre les études de réalisation pratique et les études scientifiques.

Mais, M. H. Piéron, professeur de psychologie expérimentale à la Sorbonne, au cours d'une conférence faite au Conservatoire des Arts et Métiers, exprimait parfaitement le bénéfice réciproque que ces deux méthodes pouvaient tirer l'une de l'autre : « Il ne faut pas attendre, dit-il, que la science théorique soit complètement au point

pour commencer à travailler dans le domaine des applications. Si on avait attendu pour faire de l'aviation que les études théoriques sur l'aérodynamique fussent parfaitement cohérentes, nous ne verrions pas encore le ciel sillonné de grands oiseaux. Au contraire, c'est parce que l'aviation a commencé que les études de théorie pure se sont développées » (1).

La méthode empirique utilise les questionnaires et les fiches. Nous verrons dans les chapitres consacrés à la collaboration scolaire et à la collaboration médicale, le rôle joué par ces fiches. A côté d'elles, une place très grande est faite au questionnaire, rempli par l'enfant lui-même et par son entourage.

Aux Etats-Unis, où l'on reste fidèle aux idées initiales, on donne au questionnaire rempli par l'enfant, une valeur importante. D'ailleurs, nous avons déjà signalé que l'éducation américaine cherchait à développer l'esprit d'initiative de l'enfant, pour qu'il ait une personnalité déjà formée au moment où il répondra aux questions qui lui seront posées par l'orienteur.

En France, à l'Office de Bordeaux, les questionnaires jouissent d'une grande faveur. M. Mauvezin, dans « La Rose des Métiers », publie les nombreuses questions qui seront posées à l'enfant (2).

De nombreux Offices complètent le questionnaire écrit par un interrogatoire oral. Cependant, beaucoup d'orienteurs, parmi lesquels M. Fontègne, esquissent une offensive assez violente contre une telle méthode (3). « Elle renseigne beaucoup plus sur les goûts et les intérêts des individus que sur ses aptitudes ». Or, la relation existant entre le goût et l'aptitude, ne pourra être déterminée qu'à

(1) Le placement public et l'orientation à Nantes et dans sa région.

(1) *Rose des Métiers*, Paris, 1922.

(2) D'après J. CLÉMENT, *op. cit.*, p. 40.

la suite d'observations et d'expériences complémentaires. Certains psychologues américains ont soutenu qu'il existait une corrélation profonde entre les goûts et les aptitudes. Les philosophes Hartman et Deshiell étaient arrivés, à la suite de nombreuses expériences, à cette conclusion que vingt-et-un sujets sur trente-et-un présentaient une corrélation positive entre les aptitudes, les intérêts et les goûts. S'il existe certaines correspondances indéniables, la corrélation n'est pas assez sûre pour que l'on puisse s'y fier entièrement (4).

Le questionnaire du sujet est complété par celui de la famille. Il facilite la collaboration tellement souhaitable entre l'Office et les parents.

Mais les attestations des parents seront souvent tendancieuses. Ne répondront-elles pas beaucoup plus à leurs préférences, à la réalisation de leurs vues, qu'aux aptitudes vraies de l'enfant?

Quoi qu'il en soit, tous les offices, de tous les pays, emploient un système de fiches plus ou moins détaillées, qui constituent avec les notes prises par l'orienteur, à la suite de son entretien avec l'enfant, le dossier de ce dernier.

A titre d'exemple, voici la fiche, type synthétique, établie par le Ministère du Travail, qui comprend, outre les parties à remplir par l'élève et par les parents, une partie réservée au médecin et aux maîtres d'école.

(4) D'après CLAPARÉDE, *op. cit.*, page 37.

MODELE D'UNE FICHE SYNTHETIQUE
D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE
ETABLIE PAR L'OFFICE DU TRAVAIL

(à remplir à l'école)

Nom:

Prénoms:

Age: . Né à:

Domicile:

(A remplir par l'élève)

Qu'apprenez-vous le plus facilement?

Qu'apprenez-vous le plus difficilement?

Préférez-vous les jeux où l'on court? Lesquels?

En dehors de ce que vous avez appris à l'école, avez-vous
appris tout seul certaines choses? Lesquelles?

Quels métiers aimeriez-vous?

(A remplir par les parents)

Profession du père:

Profession de la mère:

Profession choisie pour l'élève:

Motifs de ce choix:

A défaut de cette profession, quelles autres seraient pré
férées?

L'élève a-t-il déjà une place assurée?

Fournir quelques renseignements sur le caractère de l'en
fant, sur ses qualités et ses défauts prédominants.

(A remplir par les maîtres)

Instruction générale:

Orthographe:

Dessin linéaire:

Calcul:

Français:

Dessin d'imitation:

II. — La méthode scientifique

Nous aurons, au cours des pages qui vont suivre, à parler quelquefois des méthodes utilisées dans la sélection. C'est, qu'en effet, orientation et sélection, si elles poursuivent des buts quelque peu différents, emploient les mêmes procédés. Toute la partie qui a trait aux mensurations des aptitudes, est commune à ces deux sciences. Les études faites en vue de la sélection professionnelle ont contribué beaucoup aux progrès et à l'emploi de la méthode scientifique en orientation.

La méthode scientifique est née avec l'orientation professionnelle. Elle a été préconisée par les promoteurs de la psychologie expérimentale : Binet, Toulouse, en France ; Rossolino, à Moscou ; De Santis, à Rome ; Catell, en Amérique, et d'autres encore. Ils se sont efforcés de démontrer que l'on pouvait, à l'aide d'épreuves spéciales, nommer « tests mentaux », déterminer, analyser, les diverses particularités psychologiques d'un individu.

Plus près de nous, Parsons, Thomson, Brown, à Londres, ont tenté, en modifiant et perfectionnant les mêmes moyens, de procéder à l'examen d'aptitude.

Le problème de la psychologie appliqué à d'autres sciences, s'était déjà posé ; psychologie appliquée à la médecine (psychothérapie, psychanalyse), à la pédagogie, et aux questions judiciaires (psychologie du témoignage)... On a été amené tout naturellement à vouloir se servir également de ces résultats dans le domaine économique et industriel. C'est ainsi qu'est née la psychotechnique où la méthode scientifique de l'orientation professionnelle (5). Le mouvement a pris naissance en 1910, nous l'avons vu, aux Etats-Unis. Munsterberg étudié en Allemagne, à la

(5) CLAPARÈDE, *op. cit.*, p. 15.

même époque, la sélection psychologique des conducteurs de tramways, des téléphonistes, et en 1911, il professe ses travaux à l'Université de Berlin, dans un cours de psychologie pratique. En 1912, Christiaens crée, à Bruxelles, un Office international d'orientation professionnelle où sont effectués des examens psychologiques de jeunes gens. Le laboratoire de psychologie de Genève s'est préoccupé, dès 1914, d'une étude expérimentale du métier d'horloger.

La guerre allait accélérer le mouvement et en souligner toute l'importance. En 1915, après l'échec d'une sélection médicale, les médecins Canne et Nepper envisagèrent une sélection de nos aviateurs militaires par une méthode à la fois psychométrique et physiologique qui était intéressante pour l'époque. A Bruxelles, à Turin, des expériences analogues ont été faites : il s'agissait de savoir si les individus possédaient un temps de réaction assez rapide. On examinait leur sens de l'équilibre, leur acuité visuelle, etc... (6).

La psychotechnique fut surtout employée pendant la guerre aux Etats-Unis. On avait besoin de constituer rapidement une armée : la présence d'individus inintelligents parmi des intelligents, pouvaient retarder l'instruction technique de ces derniers. On a pu remarquer que dans une école d'officiers dont les élèves n'avaient pas été soumis à l'épreuve des « tests », tous ceux que, postérieurement, les « tests » signalèrent comme inaptes, devaient, peu à peu être éliminés (7).

Après la guerre, puissamment stimulés par les besoins économiques, par la nécessité de la réadaptation des mutilés, les travaux de psychotechnique vont se succéder à une cadence de plus en plus rapide dans tous les pays.

(6) PIÉRON : « L'examen des aviateurs ». *L'Année psychologique*, volume XXI, Paris, 1920.

(7) CLAPARÈDE, *op. cit.*, p. 17.

OBJET ET EMPLOI DE LA PSYCHOTECHNIQUE
EN ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Il s'agit d'appliquer les données de la psychologie pure, ou de la pédagogie, à la vie pratique et professionnelle. On peut dire que c'est la psychologie appliquée au travail humain en général. Si nous voulons conseiller un individu dans le choix du travail qu'il va accomplir, il nous faut d'abord connaître les facteurs qui président à l'exécution de ce travail. Il faut ensuite trouver les méthodes appropriées pour examiner les qualités ou aptitudes correspondant à ces fonctions chez les divers individus. L'analyse du travail professionnel est une tâche difficile, surtout lorsqu'on se trouve en face d'activités très complexes comme le sont les travaux intellectuels.

Les recherches ont été d'abord limitées à des activités réduites à quelques mouvements, ou à de simples automatismes. Elles se sont acheminées vers l'étude de professions de plus en plus complexes, pour arriver à déterminer les aptitudes exigées par des professions comme le commerce, l'industrie, l'administration. Nous examinerons dans un chapitre spécial, l'étude du travail professionnel. Ce qui nous intéresse ici, c'est la connaissance de l'enfant, et par suite, les méthodes de la psychotechnique ayant un caractère nettement scientifique. Un « test », écrit M. Lahy (8) est « une épreuve d'examen psychologique, permettant d'apprécier telle aptitude par la mesure des résultats fournis par le sujet. L'épreuve est constituée par une tâche que le sujet doit accomplir dans des conditions rigoureusement fixées ».

Plusieurs classifications des « tests » ont été proposés. La classification la plus en usage distingue :

(8) M. LAHY: *Psychotechnique*. Cours professé au Centre de préparation aux affaires de la Chambre de Commerce de Paris.

- 1° les tests muets;
- 2° les tests verbaux;
- 3° les tests écrits.

Il faut faire une mention spéciale aux « tests » faits au moyen d'appareil.

Du point de vue qui nous occupe, pour étudier quelques « tests » actuellement employés et les résultats que l'on peut en espérer, nous distinguerons :

- 1° les tests d'intelligence générale;
- 2° les tests d'aptitudes;
- 3° les tests de caractère.

a) *Tests d'intelligence générale*

Lorsqu'il s'agit d'enfants, comme c'est le cas en orientation professionnelle, ce sont les tests qui nous donneront un point de repaire sur l'intelligence de l'enfant, ou plus simplement sur son développement intellectuel qui ont une importance primordiale. Les premiers de ces tests ont été établis par le psychologue Alfred Binet, qui travailla en collaboration avec le Docteur Simon (9). Binet avait été chargé par le Ministère de l'Instruction publique, d'étudier un groupe d'enfants arriérés qui devaient être placés dans des institutions spéciales. Ces tests sont de simples questionnaires qui servaient à déterminer « l'échelle métrique » de l'intelligence.

Le procédé était le suivant : toutes les épreuves qui étaient passées avec succès par 75 % des enfants d'un certain âge, étaient considérées comme caractéristiques de ce niveau d'âge. Si elles étaient passées par plus de 75 % des enfants, c'est qu'elles étaient trop faciles pour cet âge-là et qu'elles correspondaient à un niveau légèrement infé-

(9) BINET et SIMON. *L'étude expérimentale de l'intelligence*.

ricur. Si elles étaient passées par moins de 75 %, c'est qu'elles étaient trop difficiles pour cet âge. De cette manière, un enfant qui répondait d'une façon satisfaisante aux questions sues par 75 % des enfants de 9 ans, par exemple, se trouvait au niveau mental des enfants de cet âge-là. De la comparaison entre l'âge réel et l'âge mental, on avait le nombre d'années de retard.

Par exemple, un enfant de sept ans doit, pour être à « l'échelle » normale :

- 1° Montrer la main droite et l'oreille gauche ;
- 2° Décrire une gravure ;
- 3° Exécuter trois commissions ;
- 4° Compter neuf sous, dont trois doubles ;
- 5° Nommer quatre couleurs.

La méthode Binet-Simon, écrit M. Foucault, professeur de philosophie à la Faculté de Montpellier, « ne permet de faire la mesure du développement intellectuel que jusqu'à l'âge de dix ans. Elle comprend, en effet, un groupe d'épreuves pour l'âge de douze ans, un autre pour celui de quinze ans, et un dernier pour les adultes. Elle ne permet donc de déterminer que deux degrés entre l'âge de dix ans et l'âge adulte. C'est trop peu et la méthode est pratiquement dépourvue d'application au-dessus de l'âge de dix ans » (10). M. Foucault, dans son ouvrage, donne d'ailleurs plusieurs façons de déterminer les diverses sortes de l'intelligence de l'adolescent.

On peut faire à la méthode Binet-Simon un autre grief, c'est qu'à côté des tests qui paraissent faire appel à l'intelligence pure, on trouve : des épreuves de perception, de mémoire immédiate, d'habileté motrice (par exemple, copier un carré ou un losange). C'est que Binet a une conception très large et même assez vague de l'intelligence.

(10) M. FOUCAULT : *La mesure de l'intelligence*, p. 6.

M. Christiaens a utilisé, à Bruxelles, des tests de Binet, mais en faisant parmi eux une sélection; il n'a retenu que ceux qui servent à étudier ce qu'il appelle « l'activité intellectuelle complexe », par exemple: trouver soixante mots en trois minutes, ou encore loger trois mots dans une phrase. Il ajoute à l'emploi des tests d'intelligence générale de Binet, la méthode d'examen fondée sur la boîte mécanique du D^r Décroly. Cette boîte comporte une série de mécanismes à faire jouer pour assurer l'ouverture du couvercle. Grâce à une série de photographies de la boîte, à un exposé des manœuvres, une discussion des possibilités et des erreurs habituelles, on pourra utiliser largement cette épreuve. On ne trouve que 4 % des sujets qui, dans le temps limite (5 minutes), aient réussi à ouvrir la boîte après 5 minutes d'examen. M. Christiaens pense que l'on peut les considérer comme doués d'intelligence supérieure. Il trouve que ce test a une grande valeur, un des meilleurs actuellement en usage, pour fixer le niveau intellectuel des adolescents; toutefois, il semble que l'on pourrait faire une réserve: ce test ne permet pas d'apprécier les formes d'intelligence purement abstraite et pourtant, la pluralité des formes d'intelligence est une notion qui doit rester au premier plan en orientation professionnelle.

Les tests collectifs les plus connus sont les tests de Piéron et celui de Lahy, appelé le « test d'intelligence logique » (12); ce test comprend quatre-vingt questions. En 1934, il avait été appliqué à un millier d'écouliers venant d'écoles communales et de cours complémentaires et à presque autant d'apprentis et d'ouvriers adultes d'une grande entreprise industrielle. Sur cette large base, une étude assez poussée du test a pu être faite, par les

(11) CHRISTIAENS: *La question de l'intelligence en psychotechnique*. « Bulletin de l'Office intercommunal », 1929.

(12) Voir thèse Ch. DIETZ: *Recherches expérimentales sur la sélection des élèves*. Thèse Faculté des Sciences Paris, 1934.

soins de son auteur, et des travailleurs du Laboratoire de psychologie appliquée, de l'Ecole pratique des Hautes Etudes. Quelques corrections ont dû être apportées d'ailleurs: « La mise au point d'un test d'intelligence n'est jamais définitive; l'étude complète en est longue. Il faut des années pour vérifier la valeur pronostique; et quand l'étude a fait apparaître la nécessité de certaines corrections, toutes les vérifications d'homogénéité, de constance, de validité, de valeur pronostique, sont à reprendre. On ne peut pas attendre la fin de ce « travail de Pénélope » et cela, d'autant plus que, dans l'évolution rapide des centres d'intérêts, des préoccupations, et par conséquent, des connaissances usuelles et du vocabulaire des enfants en fonction de l'évolution technique autour de nous, les tests vieillissent rapidement » (13),

b) *Tests d'aptitudes*

On peut, dans cette catégorie, distinguer les tests de connaissances acquises et les tests d'aptitude naturelle. Cette différenciation est peut-être un peu arbitraire, car certaines connaissances, acquises par la mémoire notamment, dépendent des aptitudes vraies.

Les tests de connaissances peuvent porter sur des connaissances acquises à l'école ou acquises par le milieu ambiant. On demande, par exemple, à l'enfant: quelle est la fonction du juge d'instruction? Combien un paquebot met-il de temps pour aller jusqu'en Amérique?

Les tests de connaissance scolaire portent sur l'écriture, l'arithmétique, l'orthographe, etc...

Les tests d'aptitudes naturelles mesurent certaines aptitudes intellectuelles, sensibles, motrices ou encore des tests

(13) Ch. DIEZ, *op. cit.*, p. 39.

Voir aussi J.-M. LAHY: « *Un test d'intelligence logique* », *Le Travail humain* T. I., 1933, p. 7 et suivantes,

d'aptitudes intellectuelles particulières. Certains de ces tests étudient tout un groupe d'aptitudes choisies en vue de l'exercice d'une profession déterminée. Ce sont les tests employés dans les méthodes d'élimination de la sélection professionnelle.

L'examen des fonctions sensorielles sera d'une importance que personne ne peut nier. Pour l'examen des sens, on veut établir: l'acuité et la finesse de la perception, de la vue, de l'ouïe, du goût, de l'odorat, du toucher, ou encore l'aptitude à exécuter divers mouvements (14).

Pour le dépistage des anomalies dans la vision des couleurs, on utilise, aux Etats-Unis, les tests d'un Japonais Ishihara: des chiffres dessinés par des taches plus ou moins foncées, d'une certaine couleur, se trouvent sur un fond constitué de taches analogues irrégulièrement disposées, plus ou moins foncées aussi, mais autrement colorées. La cécité du rouge ou du vert se traduit par l'absence de reconnaissance de certains chiffres, ou par la vision de chiffres différents de ceux que l'on perçoit en vision normale des couleurs.

Ces tests sont très simples, mais malheureusement assez difficiles à se procurer et très coûteux. Des tests analogues sont employés couramment en France, les « tableaux mosaïques » que l'on doit à des médecins d'Alsace-Lorraine, les Docteurs Paul Blum, et Schaaff. Ces tableaux comportent des anneaux brisés du type des anneaux de Landolt, dessinés par des taches polygonales d'une couleur donnée sur un fond de taches autrement coloriées. L'irrégularité de distribution des taches plus ou moins foncées rendant négligeable les différences possibles de clarté entre les couleurs sur lesquelles se fondent exclusivement la vision

(14) Nous ne pouvons entrer dans le détail de tous ces tests, nous nous contenterons d'en citer à titre d'exemple les plus usités.

de formes. On doit faire indiquer la position de l'anneau et le lieu de l'interruption : il y a deux anneaux par tableau et celui-ci peut être présenté en différentes positions. La série des tableaux permet de déceler les anachromatopsies totales du rouge et du vert ainsi que du bleu et du jaune, anomalies assez rares que l'on ne peut pas dépister dans le test d'Ishihara (15).

Des appareils assez compliqués ont été mis à l'étude pour mesurer les intervalles de réaction et la stabilité des sujets, qui fournissent des caractéristiques individuelles très importantes et qui est mise au premier plan dans un grand nombre d'examen, surtout de nos jours où l'homme, devant sa machine, a besoin beaucoup plus d'avoir des réactions rapides que toute autre qualité.

La mesure du temps qui s'écoule entre un signal et une réponse motivée doit se faire d'une façon fort précise. On utilise, en général, des chronoscopes électriques très coûteux.

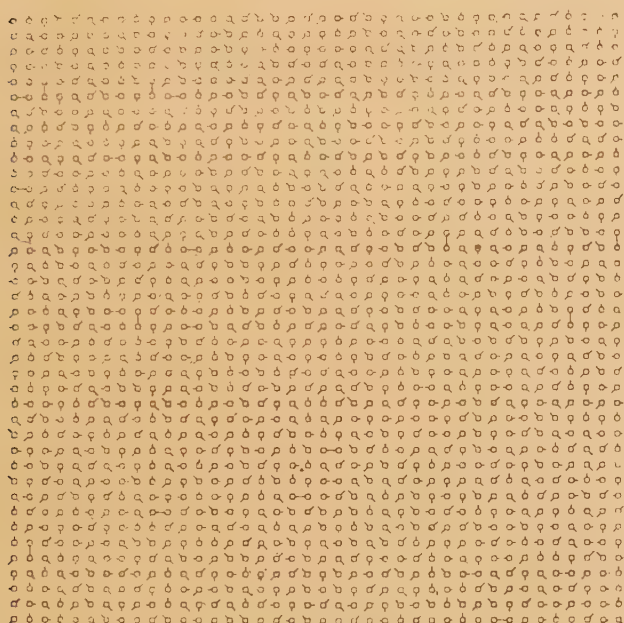
M. Piéron a mis au point certains appareils très simples pour mesurer cette vitesse de réaction (16). Par exemple : on dresse un métier de bois au-dessus d'une table. On fait tomber dans une boîte une balle tenue pincée entre deux doigts à une hauteur variable, en la plaçant devant une division déterminée d'un mètre, et l'on demande au sujet d'empêcher la balle d'entrer dans la boîte en avançant brusquement une planchette au-dessus de celle-ci au moment où il voit que la balle tombe, à l'aide d'un tiroir à glissière faisant couvercle au-dessus de la boîte, et recevant la balle.

Il faut évidemment empêcher le sujet de pousser la planchette avant que la balle tombe et lâcher brusquement celle-ci.

(15) B. I. N. O. P., avril 1930.

(16) M. H. PIÉRON: *Technique simplifiée de laboratoire*. B. I. N. O. P., février 1929.

MM. Toulouse et Piéron (17), ont établi un test d'attention qui a été intégré dans la fiche psychologique collective d'orientation professionnelle et talonnée par le service de recherches de l'Institut. Les auteurs ont établi un tableau de signes de huit sortes, tous composés d'un carré et d'une barre. C'est la place de cette barre qui les différencie. Pour quatre signes, la barre est mise au milieu du côté, pour les



TEST DE TOULOUSE ET PIÉRON RÉDUIT

quatre derniers signes, elle est placée obliquement et part de chaque angle.

Le tableau contient 1.600 signes, 40 signes par côté. Sur chaque horizontale, il y a cinq signes de chaque sorte,

(17) TOULOUSE et PIÉRON: *Technique de psychologie expérimentale*, page 265. B. I. N. O. P.

placés dans un ordre tel que tout en se répétant dans les deux moitiés du test, ils ne puissent être remarqués dans le tableau.

Après avoir expliqué à l'enfant comment étaient faits les huit sortes de signes, on le prévient de suivre signe par signe et ligne par ligne, comme s'il lisait des lettres, et de barrer chaque fois qu'il rencontrait un des deux signes marqués en haut de sa feuille. L'enfant a, pour cette épreuve, un temps déterminé.

La fiche psychologique de Toulouse et Piéron comprend, en outre, des tests de mémoire: épreuves de mémoire de types différents: « elle rend possible l'examen de cette faculté dans le domaine verbal et a deux niveaux d'intellection »: 1° des mots présentés en désordre, sans lien logique entre eux, doivent être reproduits après une demi-heure de rétention; 2° un texte de quelques lignes est à reproduire immédiatement après l'acquisition; 3° Elle comporte trois épreuves de reconnaissance, l'une de forme concrète, l'autre abstraite, de forme géométrique simple, et le troisième des symboles qui figurent dans un Code.

La fiche psychologique de Piéron est employée au Service de psychotechnique de l'Institut national d'Orientation professionnelle (18).

Certains tests étudient tout un groupe d'aptitudes reconnues nécessaires à l'exercice d'une profession. Ce sont les « batteries » de tests employés dans la sélection.

Les entreprises de transports, les réseaux de chemins de fer, se sont mis dans l'obligation, non seulement dans un but strictement économique, mais aussi dans celui de sauvegarder la sécurité publique, de soumettre les candidats à une série d'épreuves. La « Société des Transports en communs de la Région parisienne » possède un labo-

(18) B. I. N. O. P., avril 1936. *La consultation à l'Institut national d'Orientation professionnelle*, par Mlle BISCAY, J. MONIN et D^r BONARDEL.

ratoire de psychotechnique installé d'une façon très moderne (19).

Les candidats aux diverses fonctions subissent sept séries d'épreuves.

1° Mesure de la rapidité et de la régularité des réactions psychomotrices;

2° La suggestibilité motrice qui caractérise l'indépendance des diverses fonctions musculaires utilisée dans les réactions professionnelles du machiniste;

3° Mesure de la fatigabilité motrice;

4° Mesure de l'émotivité;

5° Mesure de l'attention;

6° Mesure de l'appréciation des vitesses et des distances;

7° Mesure du niveau mental par un test d'intelligence.

L'ensemble des valeurs obtenues dans les différentes méthodes, permet de classer les candidats. D'ailleurs, la S. T. C. R. P. ne se contente pas d'examiner les candidats aux diverses fonctions, les agents de la société sont aussi soumis à un contrôle périodique, jusqu'à 45 ans tous les cinq ans, et de 45 à 51 ans, tous les deux ans.

Les machinistes subissent deux épreuves supplémentaires:

1° Un test de réaction, pour dépister l'affaiblissement de leurs réflexes;

2° Un test synthétique.

Le machiniste est placé sur une plateforme de tramway ou d'autobus, munie de tous les organes de conduite et de sécurité. Devant l'autobus, on dispose un écran sur lequel est projeté un film représentant la vie avec tous les acci-

(1) *La sélection psychotechnique. Les méthodes statistiques.*
R. HUSSON.

Bulletin de la Statistique générale, juillet-septembre, 1936.

dents de la circulation. Le déroulement et l'arrêt du film sont commandés par la manœuvre des appareils de conduite. Les organes de mise en marche et de freinage sont reliés avec un cylindre enregistreur sur lequel s'inscrivent d'une part les exications (sonnerie de départ, d'arrêt, incidents d'un film) et d'autre part, les réactions du sujet sur les divers organes de la voiture.

Depuis le fonctionnement de ce laboratoire, le nombre annuel moyen des accidents a décréu, par machiniste, de 80 % en un an. Des tests analogues sont employés à Prague, pour la sélection des employés de tramways.

Lorsque MM. Fontègne et Solari ont étudié le problème des téléphonistes, ils ont considéré que le travail de la téléphoniste imputait :

- 1° la mémoire des nombres ;
- 2° la mémoire des noms ;
- 3° de l'attention ;
- 4° de la rapidité des mouvements.

Ils ont alors imaginé une série de tests pour mesurer chacune de ces aptitudes, et une « batterie » de tests permettant de sélectionner les futures téléphonistes.

Citons, à titre d'exemple, les tests permettant de mesurer la mémoire des nombres :

On établit une série de chiffres :

Nombre à trois chiffres	6-7-3	8-16
Nombre à quatre chiffres	48-13	26-39
Nombre à cinq chiffres .	51-326	34-718
Nombre à six chiffres —	734-628	837-476
Nombre à sept chiffres	1.467-872	6-473-472
Nombre à huit chiffres	36-729-516	28-426-948
Nombre à neuf chiffres .	738-425-236	816-435-164
Nombre à dix chiffres .	2-645-724-789	9.784-725-167

On lit la première des séries par groupe de deux ou trois chiffres. On laisse s'écouler un temps très court au bout duquel le sujet doit reproduire ce nombre par écrit; la deuxième série est donnée après cinq minutes de repos. On peut constater comment les téléphonistes s'adaptent à l'expérience et la puissance de concentration de leur attention.

Un autre test déterminera la vitesse des mouvements: test du tapping. Le sujet donne au moyen du manipulateur Morse le plus grand nombre possible de tapps en 30 secondes. Un autre mesurera la précision des mouvements, etc... Ces quelques tests d'aptitude professionnelle sont employés dans les méthodes sélectives; ils s'écartent par là quelque peu de l'orientation stricte et nous n'en citerons pas davantage. Mais, dans la pratique, et dans le domaine de la psychotechnique, sélection et orientation sont trop liés pour que nous ayons pu laisser de côté les tests d'aptitudes professionnelles.

Tets de caractères

« L'être humain n'est pas une mosaïque et ne peut être traité comme tel. De là, l'erreur fondamentale de toute tentative qui veut donner une image de l'homme par une juxtaposition des résultats obtenus par la méthode des tests; ce qui importe, c'est de savoir que chaque détail ne prend sa vraie signification que lorsqu'on lui assigne sa véritable position dans l'ensemble de la personnalité » (20).

Ce que l'on néglige souvent en psychotechnique, ce sont les épreuves concernant la détermination du caractère, la « mesure de la personnalité tout entière ».

Le mot « caractère » a un sens très large, de multiples définitions en ont été données, mais sans nous préoccuper

(20) W. STERN: *Compte rendu de la IV^e Conférence de la Psychotechnique*, Paris, 1927, p. 40.

d'adopter un sens précis de ce terme, on comprend l'importance que peut avoir en orientation les qualités d'un homme, telles que la sincérité, la bienveillance, la volonté, sans l'énergie décidée à surmonter les obstacles, les dons de l'intelligence ou les aptitudes professionnelles ne servent pas à grand chose.

Dans ce domaine, les tests actuels se révèlent nettement insuffisants.

M. Fontégne (21), préconise les épreuves à deux personnes; il pense, en effet, que c'est dans les relations entre les individus que l'on peut le mieux voir se révéler le caractère d'un sujet. Voici un exemple de ce genre de test (22):

Une grande plaque de bois percée d'une vingtaine de trous, d'où sortent des bouts de rubans que les sujets doivent nouer est confiée à chacun des deux enfants à examiner. Les rubans passent au verso de la plaque, à travers un anneau mobile; les bouts de rubans sont assez courts, afin qu'il soit difficile de les nouer. L'enfant, en tirant les bouts de rubans pour qu'ils soient plus longs, tire aussi l'anneau, celui-ci entraîne les rubans de son camarade qui ne peut plus les nouer. Pour constater les résultats du test, il suffit de vérifier l'anneau au verso de la plaque; on peut voir dans cette épreuve le souci qu'a le sujet de son compagnon, les égards qu'il a pour la tâche de celui-ci. Le philosophe allemand Hemismeir, a publié, en 1913, les « Recherches de psychologie expérimentale sur l'étude du caractère » (23). Mais il a surtout utilisé les méthodes qui s'adressent à l'intelligence morale et non au caractère.

Les unes visent l'étude des concepts moraux; définition des termes, recherche du terme propre d'après un exemple donné: les exemples devant illustrer la signification des

(21) FONTÈGNE: *L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes*, Paris et Neufchâtel, 1921.

(22) B. I. N. O. P., mai 1929.

(23) D'après une analyse de l'année psychologique, 1932.

termes, doivent être pris si possible dans les souvenirs personnels du sujet.

L'examen du sentiment moral comprend l'appréciation de conduites décrites par l'expérimentateur. On étudie enfin les réactions du sujet dans plusieurs situations : Que ferais-tu si?... Pourquoi ne doit-on pas voler?...

Enfin, un seul test de comportement : l'auteur déclarait avec embarras avoir oublié de faire une course et notait si l'enfant offrait ses services spontanément ou après quelque insistance de la part de l'expérimentateur.

Ces tests demandent un expérimentateur patient et exercé, qui sache mettre l'enfant dans l'atmosphère de confiance nécessaire.

Les tests pratiqués actuellement dans ce domaine sont nettement insuffisants ; dans les offices où ils sont employés (24) on les complète par les renseignements obtenus après une conversation orale avec l'enfant et par l'observation qui porte sur le comportement de l'enfant au cours de l'examen.

B) ETALONNAGE. DÉCILAGE DES TESTS PROFILS PSYCHOLOGIQUES

Quand le test a été utilisé avec toutes les précautions que requiert cette opération, il faut apprécier les résultats obtenus, il faut émettre un diagnostic. Il ne suffit pas d'indiquer simplement si le sujet est dans la moyenne, au-dessus ou au-dessous, résultat sans doute assez facile à voir pour un expérimentateur un peu exercé. Mais le bénéfice de la rigueur scientifique de la psychotechnique serait perdu si on ne précisait pas de « combien » le sujet s'écarte de cette moyenne.

(24) Voir *Consultations à l'Office de I. N. O. P.*, par J. MONNIN, Mlle BISCAYE et D^r BONNARDEL, B. I. N. O. P.

Il faut savoir quel est le rang qu'accuse notre individu, c'est par lui qu'on arrive à établir le degré d'une aptitude. On va chercher immédiatement à traduire ce degré; pour cela, on procède à l'étalonnage des tests (25).

On applique le test à un assez grand nombre d'enfants, toujours les mêmes, afin de connaître, pour chaque âge, le pourcentage de réussite du test; on peut ainsi hiérarchiser le test au point de vue de la difficulté qu'il présente. On choisit les tests qui, dans l'ensemble, présentent une difficulté moyenne pour le groupe à étudier; on recommence à les faire exécuter par une autre série d'enfants, et l'on procède au décilage. On classe ensuite les enfants par ordre de réussite, on cherche la note obtenue par celui qui se trouvait: premier, dixième, vingtième, trentième, de dix en dix, jusqu'à cent. Sur cent enfants ayant exécuté le test.

On peut ensuite, lorsqu'on emploie le test, classer facilement le sujet que l'on examine.

Voici, à titre d'exemple, comment on a procédé à l'étalonnage du test d'attention de Toulouse et Piéron dont nous avons déjà parlé.

Cette valeur représente le rendement correct à la minute sur six minutes, en éliminant les deux premières.

On note, ligne par ligne: 1° tous les signes omis; 2° tous les signes barrés à tort. Il y a deux sortes de signes à reconnaître; le nombre des signes est de dix par ligne, on déduit de ce nombre les signes barrés à tort et la moitié des signes omis. Le nombre obtenu est divisé par le nombre de minutes pendant lequel a duré l'examen.

Cette expérience a été pratiquée en 1928 sur 1.091 enfants des écoles de la ville de Paris, 489 filles (dont 331 élèves des écoles communales et 158 sélectionnées par le con-

(25) Mme H. PIÉRON: *Les étalonnages des tests*. B. I. N. O. P. numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 1929.

cours d'entrée aux cours complémentaires) et 602 garçons (85 sélectionnés et 517 non sélectionnés) de 1 à 16 ans, groupés en 5 ans.

On classe, par groupe, en différenciant par âge et par sexe, les sélectionnés et les non-sélectionnés. On donne, dans chaque groupe, le décilage, c'est-à-dire, le résultat obtenu par le premier, le dixième..., le nombre d'enfants de chaque groupe est ramené à cent. Dans ce décilage, ce sont surtout les rangs moyens qui présentent un intérêt appréciable. Les rangs extrêmes marquent des aptitudes supérieures ou au contraire des sujets très déficients, et présente une utilité moindre en orientation professionnelle. Pour obtenir plus de précision, on donnera le rang des vingt-cinquième et soixante-quinzième, on rendra ainsi plus sensible le degré de dispersion de la courbe des résultats.

Il est évident que le décilage d'un test, demande qu'il soit pris sur un très grand nombre d'individus; plus le nombre de sujets expérimentés est grand, plus le barème est exact.

Après avoir appliqué une série de tests à un sujet, on pourra tracer le « profil psychologique » de ce sujet: en abscisse figureraient les principaux tests et, en l'ordonnée, les résultats en percentiles. La courbe obtenue permettra de connaître à première vue les points forts et les points faibles du sujet.

C. — VALEUR DE LA MÉTHODE SCIENTIFIQUE

Très objective, relativement rapide, la méthode des tests permet d'établir les aptitudes d'un individu et donne la possibilité de faire entre les différents sujets, des comparaisons, indépendamment de toute appréciation personnelle.

Mais il ne faut pas se dissimuler les dangers et les incon-

vénients très grands que peut comporter la méthode scientifique; ils sont sûrement plus grands que ceux de la méthode empirique.

Voici un individu qui vient à l'office d'orientation; on le soumet à un ou plusieurs tests; on obtient un résultat. Que vaut ce résultat?... Exprime-t-il réellement les aptitudes du sujet? Le profil psychologique obtenu, nous donnera-t-il une représentation exacte des aptitudes et des facultés de notre sujet? Quelle sera la valeur de notre diagnostic?

Autant de questions que l'orienteur devra se poser.

De nombreuses erreurs sont à signaler dans l'emploi des tests, erreurs provenant de l'examineur, erreurs provenant du sujet lui-même (26).

L'examineur essaiera de les éviter, en étudiant préalablement le test et la mise au point de la technique avant l'examen.

Mais, encore l'examineur doit veiller à ce que sa personnalité n'influence pas le sujet; elle ne doit pas intervenir dans l'application du test. C'est ainsi qu'un critère scolaire ne peut donner lieu à quelques précisions numériques, les appréciations des correcteurs étant partiellement subjectives et variables dans une large mesure, d'une époque à une autre, pour le même correcteur. L'essence d'un test, est d'être objectif et impersonnel (27).

Une deuxième source d'erreur et non la moindre, est due au sujet; un individu ne reste pas toujours semblable à lui-même; ses aptitudes varient d'un moment à l'autre. Tous les psychologues ont signalé que le rendement d'une faculté mentale, présentait des fluctuations d'intensité dans la même période, variations dues à l'influence des facteurs psychiques ou physiques, quelquefois très insi-

(26) R. HUSSON: La Psychotechnique. *Bull. Statis. générale*, *op. cit.*

(27) Ch. DIETZ, *thèse cit.*, p. 14.

gnifiantes. On cite, par exemple : l'absorption d'un verre de rhum ou d'une tasse de café avant l'épreuve ; ou encore, la peur de l'individu devant les appareils. Il est très difficile d'avoir un individu toujours dans le même état, toujours dans des conditions très bonnes et identiques. Ces objections ont été faites dès le début de la psychotechnique, par ses adversaires, qui voyaient là un argument très fort contre la valeur probante des tests.

En réalité, l'expérience montre que ces contingences restent quelquefois sans influence sur les résultats obtenus et si elles font varier les mesures, en général, elles diminuent sensiblement la réussite.

On peut d'ailleurs combattre cette influence en soumettant plusieurs fois les sujets aux mêmes tests. On tâche de découvrir les causes de divergences ; on choisit les résultats obtenus dans les meilleures conditions, ou bien, si ce choix ne peut être fait, on prend la moyenne des divers résultats.

Enfin, on peut éviter ces variations, en prévenant le sujet des précautions à prendre avant de se présenter à l'épreuve et des inconvénients qui pourraient en résulter pour lui en cas d'inobservance de sa part. Si nous obtenons des résultats sensibles entre les diverses épreuves, il sera préférable de représenter l'aptitude, non par un nombre précis, mais par deux nombres représentant les limites de ces oscillations.

Les tests sont employés pour obtenir des résultats précis : la connaissance de l'individu pour lui fournir l'emploi qui lui convient. La validité de la méthode se mesurera dans la capacité professionnelle de l'individu, dans les résultats obtenus par les sujets orientés quelque temps après l'exercice de leur métier. Des expériences précises ont été faites pour des tests d'aptitudes professionnelles. On mesure la capacité professionnelle de l'individu et le résultat de l'examen des aptitudes. Le résultat de la con-

frontation est exprimé par un coefficient de corrélation qui marque la validité du test (28).

Mme Fessard, décrit, dans un article paru au « Bulletin de l'Institut national », comment a été faite une expérience de contrôle de validité des tests d'aptitudes établis pour les apprentis métallurgiques d'une entreprise allemande.

Un certain nombre d'individus ont été soumis à vingt-huit tests. Les résultats obtenus par les sujets dans les différents tests ont permis de les classer, il leur a été attribué :

- 1° Un rang dans chaque test;
- 2° Un rang pour chaque groupe de test supposé mesurer la même fonction ou des fonctions apparentes;
- 3° Un rang pour les activités sensori-motrices d'une part, un rang pour les activités mentales d'autre part;
- 4° Un rang pour les deux combinaisons.

« Le classement psychotechnique final ainsi calculé, rapproché du classement professionnel, a donné le coefficient de corrélation. »

M. Fessard montre la façon d'établir le coefficient et les sources d'erreur dont il faut tenir compte (29).

Sans entrer dans le détail de ces articles, nous pouvons signaler les confusions auxquelles arrive l'auteur: la valeur minimum du coefficient de validité doit être de 0,60 %, c'est-à-dire, d'après la théorie de M. Fessard, que l'on peut compter une proportion d'environ soixante pronostics justes sur cent, au lieu de cinquante sans l'application des tests.

(28) Mme H. PIÉRON, B. I. N. O. P., n. 1-2, 1929.

(29) M. FESSARD: *La validité d'un test d'aptitude professionnelle*. B. I. N. O. P., n. 2, 3, 4, 5, 6, 1929.

Evidemment, un coefficient positif quelconque, même très faible, pourvu qu'il soit établi avec une certaine précision, représente toujours un bénéfice; mais il ne faut pas que l'avantage soit si petit au point de ne pas compenser les dépenses nécessitées. Le coefficient de corrélation devra être d'autant plus élevé que les dépenses mises en œuvre, avec les nouveaux tests, auront été plus grandes.

Le coefficient doit être surtout pris en considération pour tout un groupe de tests, une « batterie » de tests. Avec des tests isolés, il est rare de reconstruire des corrélations qui dépassent 0,40 %.

Mais, pour établir une batterie de tests, on pourra examiner la validité partielle de plusieurs tests; on les groupe et on les choisit ensuite de façon à obtenir la valeur maxima.

Ce test étant pris dans les conditions les meilleures, la validité totale étant connue, l'orienteur peut-il formuler un pronostic assez sûr? Plusieurs obstacles à une prévision parfaite se dressent encore devant lui.

La capacité professionnelle future de l'individu n'est pas entièrement contenue dans l'aptitude: le sujet évolue entre le moment de l'examen et celui où il pratique son métier. Par la pratique du métier, il acquiert une habileté nouvelle dont on ne peut prévoir le taux; d'autant que les individus n'évoluent pas tous de la même manière. Si on examine les mêmes sujets à la fin de leur apprentissage, avec les mêmes tests, on trouve une corrélation intéressante à connaître, qu'on appelle: « le coefficient de constance », et qui est très variable, suivant les individus. Il faudrait pouvoir utiliser des tests capables de renseigner sur la « modifiabilité d'un individu et sur sa plasticité ».

Pour connaître la valeur pronostique des tests, il faudrait connaître la personnalité entière de l'individu, pouvoir l'intégrer dans celle-ci, et connaître encore l'évolution

de cette personnalité. Ce facteur de « l'évolution » du sujet est très troublant en orientation, car on a affaire uniquement à des adolescents, chaque enfant suit dans son développement une trajectoire quelque peu imprévisible.

Un autre problème que la psychotechnique laisse encore irrésolu, c'est celui des rapports de l'intelligence générale et des aptitudes. En présence de ces deux catégories d'épreuves, quelle est celle qui doit prendre la place prépondérante?

L'intelligence générale accroît-elle la valeur des aptitudes possédées, ou peut-elle suppléer aux aptitudes insuffisantes?

Les opinions des psychologues sont très divisées sur ce point. Pour les uns, l'esprit est un assemblage d'aptitudes, pour les autres, les aptitudes ne sont qu'une manifestation de l'intelligence générale. Certains psychologues américains (30) soutiennent qu'il ne faut pas donner une trop grande place à cette épreuve d'intelligence générale qui ne mesure nullement la compétence sociale et « qu'un niveau très bas d'intelligence peut parfaitement coexister avec de réelles capacités sociales ».

D'autres pensent que toutes les aptitudes sont le résultat du concours de deux facteurs : un facteur spécial et un facteur central, l'intelligence générale.

Il est tout de même certain qu'il faille posséder un minimum d'intelligence pour réussir dans toutes les professions ; mais ce rôle sera plus ou moins grand suivant les carrières que le sujet désire embrasser. En orientation, il faudra toujours tenir compte du facteur « intelligence générale », alors que les méthodes sélectives l'ont supprimé. Il y a, en effet, des travaux pour lesquels l'intelligence au bout d'un certain temps d'exercice, finit par ne jouer

(30) D'après CLAPARÈDE, *op. cit.*, p. 53. *Berry and Porteurs « Intelligence and Social Valuation »*.

qu'un rôle très peu considérable, l'accomplissement de la tâche devient un simple automatisme. La psychotechnique n'a pas résolu le problème mais elle a eu tout de même le mérite de le poser.

Enfin, la critique la plus grave que l'on peut formuler contre elle, et qui est apparue déjà au cours de ce bref exposé, c'est que son domaine reste dans les « couches superficielles de l'individu, elle ne peut atteindre les pulsations profondes et secrètes du sujet » (31). Elle demeure dans le domaine de l'automatisme psychologique, elle ne connaît pas les couches inférieures du subconscient.

Elle néglige complètement le milieu dans lequel le sujet a évolué; c'est un numéro qui est examiné par un expérimentateur, elle oublie le cadre dans lequel l'enfant s'est formé.

La psychotechnique n'est qu'une science prélimitée, elle ne doit pas perdre de vue son insuffisance, les orienteurs doivent se rendre compte constamment que malgré tous les progrès qu'elle pourra faire, malgré les perfectionnements de ses appareils, la précision plus grande de ses mesures, la personnalité est trop riche et trop complexe pour pouvoir être décelée entièrement par l'emploi de ces tests.

Malgré ces critiques, la psychotechnique a droit de cité dans tous les pays où on pratique l'orientation professionnelle.

Un tableau publié en 1927 par le Bureau International du Travail (32), donne le nombre total des institutions et laboratoires de psychotechnique en Europe.

(31) A. FOURGEAUD: *L'homme devant le capitalisme*.

(32) Genève, *op. cit.*, p. 101.

PAYS	OFFICES	
	officiels	privés
Allemagne	103	108
Autriche	3	3
Belgique	3	—
Danemark	2	—
Espagne	3	—
Estonie	1	—
Finlande	2	1
France :	5	1
Grande-Bretagne	2	56
Grèce	1	—
Hongrie	5	3
Italie :	5	—
Lettonie	1	—
Lithuanie	—	1
Norvège	1	—
Pays-Bas	2	5
Pologne	6	—
Portugal	1	—
Roumanie	1	—
Suisse	5	1
Tchécoslovaquie	8	3
U. R. S. S.	50	—
Yougoslavie	1	—

A tous les Congrès internationaux de l'Enseignement technique (Paris 1931, Saint-Sébastien, 1933, Bruxelles, en 1932, Rome en 1936), on affirme l'emploi nécessaire des méthodes psychotechniques, mais, emploi rationnel et modéré. Voici les conclusions de M. Fontègne au Congrès de Saint-Sébastien: « Il est désirable que l'observation psychotechnique se généralise et acquière la place qu'elle mérite, qu'elle s'applique à tous les individus à orienter afin de mettre en lumière certains aspects de la personnalité qui, sans elle, se mettraient en évidence difficilement, ce qui pourrait fausser le caractère des conseils à donner » (33).

(33) Rapport Congrès de Saint-Sébastien: *Bull. M. T.*, septembre-octobre 1933.

CHAPITRE II

Les collaborateurs à l'étude du sujet

Nous venons de voir l'insuffisance des tests pour arriver à une connaissance complète de l'enfant. Nous savons que l'orienteur ne pourra pas baser uniquement son conseil sur le résultat de ces épreuves. Pour connaître un sujet, il faut l'avoir vu vivre : le milieu normal du jeune enfant, celui où il apparaît sous ses aspects les plus variés, celui où l'on demande le plus à sa personnalité de se réveiller, est évidemment l'école.

L'orientation intervient au moment où l'adolescent passe de la vie scolaire à la vie professionnelle. Tout naturellement, les offices d'orientation ont été amenés à demander la collaboration du personnel enseignant, non seulement par leur présence dans les comités d'orientation, mais encore en fournissant des renseignements sur le compte de leurs élèves ; les maîtres doivent participer à l'orientation. Depuis quelques années, on leur demande une collaboration nouvelle, non sans importance, la pédagogie moderne insiste sur le rôle éducateur que doit avoir l'enseignement ; l'école doit accentuer son rôle social ; elle

doit se préoccuper de former les hommes à la vie de demain. Ses programmes doivent comprendre un enseignement technique permettant non seulement de fournir des renseignements plus exacts sur les aptitudes professionnelles futures du jeune adolescent, mais encore de donner à celui-ci des aperçus sur les différentes carrières qu'il peut être appelé à exercer. Psychologues, instituteurs ou professeurs collaborent pour que le jeune sujet à orienter, apparaisse avec toutes ses possibilités, toutes les richesses de sa personnalité; mais il est indéniable que pour le choix de la future profession de l'adolescent, son état physiologique doit être connu. Les indications médicales doivent jouer un rôle primordial. Les offices d'orientation demandent le résultat des examens faits par le médecin scolaire, et bien souvent complètent ces examens par une visite médicale qui a lieu à l'office même.

Nous examinerons brièvement dans les deux sections de ce chapitre, comment, dans la pratique, l'orientation professionnelle a essayé de résoudre le problème de l'aide scolaire et de l'aide médicale.

Rôle de l'école

Ce rôle a été compris différemment, suivant les pays :

Aux Etats-Unis, en Allemagne, on a voulu voir, dans chaque instituteur, le seul conseiller d'orientation. L'orientation professionnelle a eu, dès sa naissance, un caractère indubitablement pédagogique.

En France, le système de l'orientation à l'école a été préconisé par certains. En 1928, M. Dieos, député de la Haute-Garonne, écrivait dans un rapport portant fixation du budget général (1) : « L'orientation professionnelle doit être enseignée dès l'âge de sept ans, et être poursuivie jusqu'à l'âge de quinze ans. »

(1) J. O., 1928, pp 1649 et 1667.

être réservée à l'école, c'est le maître, qui, avec les parents, étudie l'intelligence de l'enfant, il la voit se développer, évoluer, d'après les impressions qui lui sont données. Il lui inculque les premières notions des connaissances humaines, il la suit et la surveille dans la marche du progrès.

» Dès lors, qui donc, mieux que lui, est susceptible d'en connaître et d'en vanter le fonds? Substituer à celle du maître, une influence étrangère, serait nuire à la valeur et à la portée de l'orientation professionnelle ».

Aux partisans de cette méthode, s'opposent ceux qui n'hésitent pas à déclarer que cette orientation scolaire ne présente que des dangers et des inconvénients, et qu'il vaut mieux renoncer à la collaboration du corps enseignant dans ce domaine.

L'objectivité des examens post-scolaires sera faussée si l'école donne déjà à l'enfant une formation professionnelle.

Les renseignements fournis par le maître ne pourront être exempts d'une certaine partialité. Enfin, le maître n'est pas au courant de la vie professionnelle et des conditions économiques. Il ne peut avoir qu'une vue assez fermée de l'état du marché du travail.

On s'est rendu compte, même dans les pays où l'orientation a un caractère éminemment scolaire, des dangers de cette méthode. Nous avons vu (2) que de nombreux « landers » ont pris des décrets destinés à limiter le rôle de l'école et à préciser la collaboration de l'école et de l'office.

Il semble que la méthode la plus recommandable soit celle qui doit concilier les deux thèses en présence : office d'orientation d'une part, école d'autre part, et collaboration étroite entre les deux.

Cette collaboration doit être envisagée sous deux aspects

(2) Première Partie, op. en Allemagne.

différents. Le maître d'école devra jouer à la fois le rôle d'éducateur professionnel et d'observateur impartial.

La pré-orientation scolaire

Le but de l'école doit être :

« 1° De placer l'enfant, vers la fin de la scolarité, dans une ambiance professionnelle;

» 2° De susciter en lui une mentalité, un esprit professionnel;

» 3° De créer en lui un idéal professionnel. » (3).

En 1927, le Préfet de la Seine faisait paraître une circulaire précisant le rôle que devait jouer l'école en la matière (4) : « La question de l'orientation professionnelle s'impose à tous les éducateurs. Un rôle des plus importants appartenant dans cette organisation à l'école primaire, le moment semble venu de définir l'action qu'elle peut exercer dans les domaines de l'orientation professionnelle. »

« L'instituteur est conduit tout naturellement à préparer l'orientation professionnelle de ses élèves, d'abord en les habituant dans les petites classes, jusqu'aux plus hautes, à ne pas séparer l'éducation de l'esprit, de l'éducation manuelle; la valeur et la dignité des travaux manuels apparaîtront d'autant mieux que leur enseignement sera davantage incorporé à l'éducation générale. D'une part, l'instituteur qui connaît bien la nature de ses élèves, peut, au cours de la dernière année de scolarité, comme le recommande la Commission nationale d'Orientation profession-

(3) J. FONTÈGNE. Rapport présenté à la Conférence Européenne du Film scolaire, Bâle, avril 1927.

(4) *Bulletin de l'Instruction primaire du département de la Seine*, n° 5, 1927, page 557.

nelle, s'appliquer à observer spécialement leurs goûts et leurs aptitudes à l'égard des diverses professions. Enfin, il a de nombreux moyens pour les amener à réfléchir sur leurs occupations futures : commentaires de monographies professionnelles, visites d'ateliers, d'usines, de chantiers, de bureaux, d'écoles, de musées, etc... »

Pour organiser systématiquement cette action, la circulaire exprime le vœu qu'un Comité composé du docteur d'école, du maître intéressé, des parents d'élèves, du conseiller d'orientation, d'un patron, d'un ouvrier, du médecin-inspecteur, soit chargé de centraliser tout ce qui a trait à l'orientation. Il se réunira au début de l'année, fixera son programme d'action ; à la fin de l'année, il examinera les dossiers des élèves et les besoins de l'apprentissage.

Tout le monde est d'accord sur le principe : donner à l'enfant, dès l'école primaire, une vue suffisante sur sa vie professionnelle future, avoir mesuré déjà ses aptitudes, non seulement en tant qu'écuyer, mais encore en tant qu'homme de demain.

Cette idée a été reprise et approuvée à Bruxelles en 1932, au Congrès international de l'Enseignement technique, à Genève, en 1934, à la Conférence internationale de l'Enseignement technique. La Conférence a émis les vœux suivants qu'il est intéressant de noter, car ils soulignent bien les tendances modernes que doit suivre l'enseignement (5).

La Conférence :

« Souhaite que l'enseignement donné à l'Ecole proprement dite, soit prolongé en un enseignement post-scolaire également obligatoire ;

Que l'enseignement prolongé post-scolaire, consiste essentiellement dans une formation générale qui emprunte ses intérêts et la matière de son enseignement aux intérêts domi-

(5) *Les problèmes de l'O. P.* Genève, *op. cit.*, page 175.

nants de la région, ruraux, industriels, commerciaux, etc... Et pour les jeunes filles, à la préparation ménagère et qui, en accordant une plus large place aux exercices pratiques, vise à éveiller et à développer les aptitudes professionnelles des élèves. »

Sur l'admission aux écoles secondaires:

« La Conférence: estime souhaitable une plus grande coordination entre l'enseignement primaire et les enseignements secondaires de façon à permettre, surtout pendant les premières années d'étude, le passage facile d'une catégorie d'enseignement à une autre;

» Souligne l'importance des écoles dénommées dans certains pays « écoles moyennes », dans d'autres, « écoles primaires supérieures », « école pratique », ou « école d'acheminement professionnel », etc..., qui(n'ayant pas pour but la préparation aux Universités, peuvent assurer à leurs élèves à la fois une culture générale suffisante et une initiation pratique, et les préparer directement soit à l'exercice immédiat d'une profession, soit à certaines écoles professionnelles supérieures. »

Mais il faut passer du domaine des principes à celui des réalisations pratiques. Il faut donner à l'enseignement un programme précis. Il faut une réorganisation des méthodes en vigueur. Des expériences intéressantes ont été faites ces dernières années dans certaines écoles primaires, en vue d'une orientation dans les écoles professionnelles (6).

L'Ecole pratique de Bordeaux avait, chaque année, cinq cents à sept cents candidats, trois ou quatre cents demandaient l'atelier mécanique.

On a essayé une pré-orientation partielle seulement pour les branches que comprend l'école pratique. Il y a quatre ateliers: bois, forges, chaudronneries, mécaniques. Les essais de travaux manuels sont obligatoires et ont lieu pendant le temps de présence des élèves à l'école.

ANNEXE.

(6) Congrès national des Instituteurs. *L'O. P. et les écoles des différents degrés*. Paris, 1935.

Les élèves passent dans tous les ateliers.

Il y a évidemment certains dangers que les directeurs et instituteurs devront chercher à éviter :

1° Ne pas diriger trop précipitamment les enfants vers des travaux manuels sans les orienter vers les sections commerciales ou industrielles ;

2° Les orienter, surtout dans les écoles professionnelles, vers les métiers du bois et du fer. Les enfants, actuellement, ont déjà assez de désirs de s'orienter vers la mécanique, il serait dangereux d'accentuer encore davantage la tendance qu'ils ont presque tous à s'éloigner de la terre. Il faut former des enfants à toutes sortes de professions.

L'enseignement de l'atelier-école vise surtout à débrouiller les enfants en les initiant aux travaux manuels, en leur faisant connaître quelques éléments des professions variées, convenablement choisis, afin de leur permettre de s'orienter vers la plus conforme à leurs goûts et à leurs aptitudes. Afin de fixer son choix, l'enfant est obligé de faire un stage de six semaines dans plusieurs ateliers : menuiserie, ferblanterie, forges, ajustages.

Au cours de chaque stage, il est observé par le médecin, le professeur, le contremaître, et ce n'est qu'au bout de six mois qu'il choisit définitivement le métier qu'il désire apprendre.

Le choix coïncide souvent avec l'examen scientifique. Toutefois, le temps passé à cette recherche n'est pas perdu, il acquiert une habileté manuelle qui lui sera utile quel que soit le choix ultérieur du métier.

Mais, ce n'étaient que des expériences partielles, faites seulement pour un nombre réduit d'enfants et pour quelques branches de l'industrie.

L'orientation professionnelle à l'école allait se faire sentir plus impérieusement ces dernières années. Le nombre d'élèves admis dans les écoles secondaires avec la gra-

tuité de l'enseignement, l'étendue du chômage parmi la jeunesse, le nombre très grand des enfants inaptes à suivre cet enseignement, rendaient impérieuse l'application de ses principes. Il y avait sans doute plusieurs remèdes à ce désordre, mais l'un d'eux était sûrement une meilleure répartition des élèves au départ.

M. Jean Zay, ministre de l'Education nationale, le 31 mai 1937, dans une longue circulaire, donnait des instructions aux recteurs en vue d'organiser en 1937-1938, des classes d'orientation.

« Il s'agit, dit M. Jean Zay (7), de favoriser le juste choix des études, de diminuer les barrières qui séparaient les différents cadres d'enseignement, ce qui conduit naturellement à l'idée d'orientation. »

Ce n'est qu'une expérience qui a été tentée, expérience préparée avec la collaboration des maîtres des lycées et collèges, des écoles primaires supérieures, des écoles pratiques et même des écoles primaires élémentaires. Il convient de signaler aussi le travail énorme qui a été fait par M. Fontègne. Les élèves des classes d'orientation sont ceux qui seraient entrés en 6^e A et B des lycées et collèges, ou dans les cours préparatoires des écoles primaires supérieures, et des écoles techniques, ou dans les cours supérieurs des écoles primaires. Pour cette classe commune, les élèves anciennement destinés à la 6^e, entraient à 10 ans, trop tôt; il serait préférable qu'ils attendissent 11 ans. En compensation, il faudrait que les élèves primitivement destinés aux cours préparatoires des écoles primaires supérieures ou des écoles techniques, entrent dans cette classe d'orientation, un an plus tôt qu'auparavant, pour

(7) *Bull. de l'Institut national.*

(8) *Les classes d'orientation.* Avant-propos Ministère de l'Education nationale, rapport et note n° 23, 1937. — *L'Ecole et la Vie*, 26 juin, 3 juillet, 17 juillet 1937.

que tous les élèves de cette classe aient à peu près le même âge.

L'enfant doit entrer dans la classe d'orientation avec sa fiche individuelle d'observation. Ces observations serviront à l'orientation à l'issue d'un trimestre d'enseignement commun, vers un des trois types pédagogiques prévus par la circulaire du 31 mai 1937 et ensuite, à l'orientation provisoire de l'élève à la fin de la classe dite d'orientation, vers les études classiques, modernes ou techniques.

On se trouve donc au début de la classe, devant un certain nombre d'enfants de 11 à 13 ans, dont chacun a son livret d'observations; il s'agit de répartir ces enfants en groupes de vingt-cinq au maximum, de manière à ce que chaque groupe comprenne des élèves d'origine et de destination différentes.

Quel est le programme imposé à ces groupes? Trois types pédagogiques sont prévus :

Type 1: Langue sans latin;

Type 2: Latin sans langue;

Type 3: Ni latin, ni langue.

Tous les élèves d'un même centre, débutent, en octobre, dans le même type pédagogique. Après une période qui peut durer de trois à cinq mois, le Conseil de classe décide s'il y a lieu de répartir les élèves par options dans les sections classiques, modernes ou techniques, caractérisée chacune, par l'importance donnée au latin, à la langue vivante, au travail manuel.

Les élèves seront ensemble pour toutes les disciplines, sauf pour le travail manuel, le latin et les langues vivantes.

Les options ne constituent pas, bien entendu, un choix définitif. Au bout d'une certaine période, le Conseil de classe, propose la répartition conformément aux observations qu'il aura faites sur le travail, les goûts, les apti-

tudes, les résultats de l'élève. Mais il ne s'agit évidemment que d'une proposition. Il ne s'agit pas d'imposer une option aux familles qui demeurent aussi libres qu'actuellement, de bien ou de mal aiguiller leurs enfants.

Il est nécessaire, pour que les classes d'orientation atteignent le but qu'on leur a fixé, qu'une collaboration étroite existe entre les maîtres, les élèves et les parents d'une part, et entre tous les professeurs de la classe d'autre part, qui doivent travailler dans un esprit d'équipe.

Un contact fréquent est assuré entre les maîtres et les parents, afin que ceux-ci, loin de décider arbitrairement de l'avenir de leurs enfants, n'hésitent pas à prendre les conseils éclairés du personnel enseignant.

L'entreprise du point de vue pédagogique ne manque pas de difficultés. La classe d'orientation doit être à la fois classe d'enseignement et classe où l'observation et les exercices pratiques tiennent une grande place, cette dernière condition étant absolument nécessaire à l'orientation.

M. Monod, inspecteur général de l'Instruction publique, qualifie, dans quelques pages, destinées au personnel enseignant, les caractères de la pédagogie des classes d'orientation :

1° Pédagogie individualisée :

Les maîtres ont un guide précieux dans la fiche pédagogique établie par M. Fontègne, recueil méthodique des préoccupations et des inquiétudes qu'ils doivent avoir.

2° Pédagogie active :

« L'enseignement doit communiquer de la vie à tout ce qui est inerte, éveiller tout ce qui dort.

» Nous devons obtenir de l'enfant, moins de l'action que des réactions ; par conséquent, multiplier les occasions de provoquer celles-ci ; exercices variés faisant appel aux

grandes fonctions mentales, attention, mémoire, imagination ; mais aussi, appel fréquent et imprévu à tous les intérêts, à tous les goûts, ceux qu'il connaît, ceux qu'il ignore. C'est ainsi qu'il passera de la classe à l'atelier, de la salle de musique au musée, de manière à éveiller des échos et des résonances qui n'ont peut-être pas encore été perçues. »

3° Pédagogie concertée :

C'est-à-dire, volontés unanimes de collaboration et de cette coordination doit naître un esprit d'équipe entre les maîtres des classes d'orientation. On ne fait pas de la psychologie expérimentale au sens exact du mot, parce qu'on a un programme d'enseignement et qu'on ne peut pas livrer les enfants qui sont confiés à de libres recherches qui sont le fait des laboratoires, mais non des écoles publiques. A supposer même que, tout en enseignant, on utilise les méthodes psychotechniques, les professeurs doivent être très prudents parce qu'il connaissent mal l'instrument, qu'ils savent mal le manier, et cela peut provoquer des pertes de temps. Ces recommandations ont été faites avec beaucoup de force à l'assemblée destinée à étudier le fonctionnement des classes d'orientation.

Telle est bien sommairement analysée, la pédagogie propre à la classe d'orientation.

On n'oriente évidemment pas, au sens impératif du mot, mais on donnera aux élèves et aux parents, des conseils plus éclairés qu'autrefois. Si l'on considère la mauvaise répartition des richesses dans l'organisme universitaire, la pléthore d'un côté, la pénurie de l'autre, et cela parce que les enfants se dirigent, ou sont dirigés, ça et là, au hasard des rencontres, on peut affirmer que la classe d'orientation peut apporter un remède par les conseils réfléchis qu'elle donne aux familles.

Fiches scolaires

L'établissement de cette fiche est un précieux auxiliaire pour le conseiller d'orientation. Elle indique le fruit d'une longue observation de l'enfant, et contribue à préparer son adaptation à la vie du travail. Cette fiche ne doit pas se borner à relater les notes obtenues par l'enfant dans les différentes matières, mais il est nécessaire que le maître y consigne son opinion sur l'enfant, son caractère, son intelligence, sa sensibilité.

Nous avons vu déjà (10), que la fiche synthétique établie par le Ministère du Travail, contenait une partie qui devait être remplie par le maître d'école. Ces fiches scolaires sont différentes suivant la place et l'importance que l'on donne à l'intervention scolaire. Mais, dans leurs grandes lignes, elles sont tout de même identiques (11).

Les fiches scolaires doivent et devront se modifier avec l'évolution des programmes d'enseignement. C'est ce qui s'est produit en Autriche, par exemple, où la collaboration entre l'école et l'orientation professionnelle s'étant accentuée, les fiches scolaires ont été complétées, et présentent ainsi beaucoup plus d'intérêt.

Le Congrès national de Paris (12) a prévu le remplacement de la fiche scolaire, par un dossier individuel. La critique la plus sérieuse qui a été faite à la fiche, c'est quelle est remplie par le maître au moment où l'enfant quitte l'école, avec plus ou moins de conscience, quelquefois un peu trop rapidement. Un dossier qui suivrait l'enfant pendant sa scolarité, serait bien préférable.

Avec la nouvelle organisation de l'enseignement, il est

(10) II^e Partie, Chapitre premier.

(11) Voir dans la III^e Partie, les modèles de fiches scolaires.

(12) Rapport Congrès national de l'Instruction publique, Paris, 1935.

évident que les fiches scolaires doivent prendre une importance beaucoup plus grande pour les œuvres d'orientation. Elles doivent être, en même temps que le guide du maître, le résultat compréhensible pour l'enfant, les parents et les conseillers d'orientation, de l'observation du maître.

M. Fontègne préconise l'établissement d'un livret d'observations à l'usage des classes d'orientation, livret qui comprendrait huit parties :

- 1° Renseignements d'ordre généraux;
- 2° Renseignements sur la valeur des connaissances acquises au cours de la classe d'orientation;
- 3° Observations faites sur les aptitudes mentales au cours de la classe d'orientation;
- 4° Observations faites sur le caractère et la personnalité au cours de la classe d'orientation;
- 5° Intérêts particuliers et talents;
- 6° Milieu familial;
- 7° Fiche médicale;
- 8° Fiche spéciale d'aptitudes techniques (13).

Il ne s'agit pas de généraliser et de raccourcir les fiches de renseignements scolaires jusqu'au moment où elles ne sont que d'une utilité contestable pour l'orienteur et sans grand intérêt pour le maître, mais d'établir un modèle qui pourrait être uniforme et utilisé par les écoles au cours des années d'étude de l'enfant. Voici un exemple de ce que pourrait être la fiche synthétique d'orientation, fiche qui condenserait les observations détaillées prescrites sur le livret :

(13) Voir le livret en détail. *Les Classes d'orientation*. Rapport et note. Ministère de l'Education nationale, n° 23, 1937, p. 93.

A) Contre-indications

*Contre-indications
d'ordre scolaire*

Mémoire

Attention

Imagination

*Contre-indications
d'ordre mental*

Activité

Expression verbale et écrite

Observation

Jugement

Intelligence

*Contre-indications
d'ordre caractériel*

*Contre-indications
d'ordre médical*

*Contre-indications
d'ordre technique*

B) Indications

Tendances d'esprit

Abstractif, concret

Intuitif, logique

Idéaliste, positif

Superficiel, réfléchi

Esprit de finesse, esprit géométrique

<i>Tendance de caractère</i>	
<i>Tendance d'activité</i>	
<i>Dispositions prédominantes</i>	
<i>Conseil provisoire du Comité scolaire d'orientation .</i>	
<i>Résultats de l'expérimentation en cas de conflit (tests)</i>	

Conseil d'orientation:

L'une des difficultés actuelles de nos Offices d'orientation professionnelle est certainement l'absence d'unité de méthode. Chacun ou presque travaille dans une direction différente. Les uns mettent toute l'importance tantôt sur les renseignements scolaires et médicaux, tantôt sur l'interview de l'enfant et des parents, ou sur l'examen psycho-

logique. D'autres prônent surtout l'orientation professionnelle empirique par le moyen des cours d'apprentissage. Sans doute, chacune de ces directions offre un avantage qui relève surtout des besoins de la localité dans laquelle travaille l'Office d'orientation professionnelle. Mais, il n'est pas encore possible de classer et d'unifier nos différentes méthodes. Ne pourrait-on pas faire un effort pour que les relations des offices d'orientation professionnelle avec les écoles, suivent un plan d'ensemble uniforme?

Une fiche scolaire, établie avec soin, après quelques séances d'études auxquelles participeraient les éducateurs, les psychologues, les orienteurs, pourrait servir de liaison réelle entre les offices d'orientation professionnelle et l'école. Si elle était acceptée par tous les offices d'orientation, elle serait pour eux un premier instrument d'union et de travail.

On se rend compte combien la tâche de l'orienteur serait facilitée si les enfants se rendaient aux offices avec des fiches détaillées, établies d'une façon rationnelle et réfléchie. Cela ne dispenserait pas le psychologue expérimentateur d'intervenir. Il convient, malgré les critiques que nous avons faites aux méthodes psychotechniques, de faire figurer à côté des résultats de l'expérience, ceux de l'observation.

Rôle du médecin

« Comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, le médecin a toujours fait de l'orientation professionnelle lorsqu'il détournait certains malades cardiaques, tubercu-

leux, etc..., des professions susceptibles d'aggraver leur cas » (14).

Néanmoins, il fallut un grand nombre d'années pour que la collaboration du médecin à l'œuvre de l'orientation professionnelle parut indispensable, pour que l'orienteur n'ait plus à prendre mille précautions pour éviter de froisser la susceptibilité des parents et des enfants en proposant cet examen.

Pourtant, on ne peut pas nier l'importance que certaines indications ou contre-indications peuvent prendre pour le choix d'un métier.

Pour le métier manuel par exemple, le Docteur Boris-Noyer cite deux exemples frappants: les maladies cutanées de la main sont incompatibles avec les professions qui exigent le contact de substances alimentaires ou corrosives. Les troubles vaso-moteurs, principalement la transpiration exagérée des mains, contre-indiquent la manipulation des matières premières craignant l'humidité.

Cette fonction du médecin ne peut être réellement efficace que si l'examen, fait au moment où l'on va orienter le jeune adolescent, est complété par deux ou trois examens médicaux faits postérieurement: par exemple, au moment où l'enfant termine la préparation professionnelle.

Nous avons vu (15), que les différents états ont donné à l'intervention médicale un rôle plus ou moins important. Cela dépend beaucoup du caractère de la vie professionnelle et des ressources financières dont disposent les Offices.

En France, le décret du 26 septembre 1922 prévoit l'intervention médicale, mais il ne mentionne pas, d'une ma-

(14) MM. LAUFER, BONCOUR: *L'Orientation professionnelle du point de vue particulièrement scolaire. La pré-adaptation scolaire*, Paris, 1929.

(15) Première Partie (Autriche, Allemagne).

nière directe, le rôle que le médecin doit jouer en orientation professionnelle. C'est tout de même en application de ce décret, que la Commission nationale de l'Orientation professionnelle a été créée, et, dans son sein, une place importante réservée au médecin.

L'examen médical

« Cet examen est pratiqué dans presque tous les Offices français, les hésitations du début ont fait place, dans certains offices, à un enthousiasme du meilleur augure. Si l'inspection médicale obligatoire n'est pas encore introduite, qu'il nous soit permis de relever que, partout où fonctionnent les offices d'orientation professionnelle, la grande majorité des enfants sont soumis à un examen médical sérieux. Si l'on s'en tient encore presque uniquement à l'orientation professionnelle négative, on commence aussi, ça et là, à reconnaître qu'il est deux sortes de contre-indications : celles qui sont absolues et celles qui sont relatives ; ces dernières susceptibles, dans une certaine mesure, d'amélioration, ne serait-ce que par une meilleure organisation de l'éducation physique ou la création de centres de pré-adaptation » (16).

M. Péret, les Docteurs Pierre Mazel et Boris-Noyer, dans leur étude sur l'orientation professionnelle (17), recherchent les données que doit apporter à l'orientation professionnelle l'examen médical :

1° Il doit porter sur les antécédents héréditaires : l'enquête sur ce point nécessite la présence des parents. Cette connaissance de l'hérédité est du plus grand intérêt pour la poursuite de l'examen médical. L'attention du praticien

(16) J. FONTÈGNE, Congrès de Charleroi, 1925.

(17) *L'Orientation professionnelle*. J. PÉRET, Docteur Pierre MAZEL et Boris NOYER, Flammarion, Paris, 1926.

se trouve éveillée sur certains points qu'il devra examiner avec particulièrement d'attention et même si son examen postérieur ne révèle rien d'anormal, elle peut conduire à des contre-indications prudentes.

Par exemple, chez les hérédosyphilitiques, chez les éthyliques héréditaires, on aura l'attention attirée principalement sur le système nerveux. Il sera préférable d'écarter les fils d'éthyliques des professions qui facilitent le surmenage ou l'atteinte du système nerveux.

A l'Office de Bruxelles, on complète cette enquête sur l'hérédité, par une enquête sur la grossesse et l'accouchement. Les fiches de l'Office inter-communal comprennent une partie réservée à l'étude de ces deux derniers points.

2° Cet examen médical doit comporter encore une enquête sur les antécédents personnels, maladies de l'enfant, qui peuvent influer sur la capacité de résistance du sujet.

La grande difficulté est de connaître ces antécédents, l'enfant les ignore, les parents souvent les dissimulent. Un contact direct entre le médecin et la famille est nécessaire, mais les renseignements fournis par le médecin scolaire et même par l'instituteur, seront aussi de précieux auxiliaires.

3° On doit procéder à un examen général qui portera sur le développement physique: mesure de la taille et du poids. Le rapport entre ces deux mesures présente, pour un observateur averti, une corrélation intéressante qu'il importe de noter. L'examen général pourra, en outre, porter sur la musculature, sur le système osseux; là encore le rôle du médecin sera de dépister toute particularité latente, ignorée, susceptible d'un retentissement sur la vie professionnelle.

L'examen général pourra décèler parfois des troubles en rapport avec les glandes à sécrétion interne. Une modi-

fication pathologique dans le volume du corps thyroïde en particulier.

Ces constatations permettent d'expliquer quelquefois les résultats bizarres obtenus par des examens psychiques.

Enfin, on procédera à un examen détaillé des appareils circulatoires, respiratoires, de l'appareil génito-urinaire, et à l'étude approfondie du système nerveux et des organes des sens. Ceux-ci ont une importance de premier plan dans la vie professionnelle (18).

L'examen médical devra être dirigé vers un but pratique. Il s'agit pour chaque sujet, de relever les caractéristiques essentielles, normales ou pathologiques de son état physique.

D'autre part, les conditions pratiques de l'Office veulent que dans un temps très court, des conseils soient fournis sur un très grand nombre de jeunes gens. Aussi, cet examen sera-t-il quelquefois un peu trop rapide.

Il faut, évidemment, faire des réserves sur la valeur de cet examen médical quant à l'avenir.

On examine l'enfant à l'âge de la puberté, un médecin peut seulement à cet âge-là « émettre des arguments de probabilité sur ce que sera l'homme de demain ». Tout de même, après un examen aussi approfondi que celui que nous venons d'envisager, il nous paraît que le praticien, s'il ne peut se prononcer en devin sur le sens de l'évolution physio-pathologique du futur apprenti, peut tout de même émettre un pronostic ayant une certaine valeur. Et plus encore, le rôle du médecin doit dépasser le simple but de l'utilisation professionnelle, il doit s'efforcer de proposer à l'entourage les mesures de prophylaxie nécessaires.

Au Congrès International de l'Enseignement technique,

(18) Voir L. MARCHAND: *De l'épilepsie infantile*. « Presse Médicale, 26 août 1925.

à Bruxelles (19), en septembre 1932, l'importance du rôle du médecin a fait l'objet d'une discussion spéciale. Plusieurs points ont été examinés: le médecin doit-il fournir des indications positives? Ou bien doit-il se contenter d'indiquer les contre-indications, et si l'état du sujet convient au métier choisi?

Ce point a donné lieu à de nombreuses discussions. M. Péret, de Lyon, affirmait: « Qu'il convient de demander au médecin en matière d'orientation professionnelle, non pas qu'il indique la profession à choisir ou la profession à déconseiller, mais qu'il fasse simplement un examen clinique de l'enfant afin que le résultat de cet examen constitue un des éléments d'appréciation, qui, rapproché d'autres éléments, permettra à la personne placée au centre de l'opération d'orientation professionnelle, de concilier l'ensemble des caractères physiques, intellectuels de l'enfant avec sa condition sociale, son degré d'instruction.

Le Professeur Pende, de l'Université de Rome, et de nombreux participants au Congrès, ont insisté sur la nécessité de compléter l'examen fait à l'Office, par un examen d'épreuve du sujet dans l'ambiance même du travail.

« Les recherches faites dans mon Institut, disait le Professeur Pende, sur les apprentis, ont démontré que certaines qualités physiques ou psychiques ne se révèlent pas, ou se révèlent d'une façon douteuse, à un premier examen, et même à une répétition de cet examen psychotechnique, tandis qu'elles s'épanouissent rapidement, par la pratique du travail... »

Le rapporteur général, le Docteur Martigny, a signalé l'unanimité des rapports particuliers sur la nécessité d'exercer une surveillance médicale continue, de ne pas se contenter d'un seul examen médical: l'action médicale doit

s'exercer dès la pré-orientation, puis au moment de l'orientation même, puis pendant l'apprentissage.

Pour faciliter la collaboration entre le médecin et l'orienteur, pour faciliter ce dernier dans « l'aiguillage » de sujets qui dénotent certaines insuffisances physiologiques bien déterminées, les Professeurs H. Laugier et Bornadel ont établi un album de grilles d'orientation et de sélection professionnelles portant sur les aptitudes physiques. Ces grilles, d'un usage bien simple, permettent de relever du même coup, là où les activités dont l'exercice est incompatible avec telle lacune physiologique, ou telles autres qui paraissent contre-indiquées en présence de ces mêmes insuffisances.

L'album Laugier-Bornadel se compose du matériel suivant :

- 1° Une liste de 477 métiers;
- 2° Un tableau de 477 cases numérotées de 1 à 477, chaque métier étant désigné par une case numérotée;
- 3° Un jeu de 32 grilles en celluloid portant chacune l'indication d'une lacune ou d'un défaut physiologique déterminé. Chaque grille doit être superposée au tableau précédent; elle comporte des « caches » pour éliminer les métiers contre-indiqués et laisser apparaître ceux qui sont compatibles avec l'infirmité mentionnée sur ce tableau.

De cette façon, grâce à chaque grille, apparaît l'ensemble des carrières qu'un individu peut choisir, même en étant victime de telle ou telle infirmité physiologique bien déterminée.

Ces grilles, sans éliminer la collaboration médicale ou même sans en diminuer l'importance, peuvent devenir des auxiliaires utiles dans le domaine de la méthodologie de l'orientation professionnelle.

Les fiches médicales

Les résultats de l'examen médical doivent être consignés sur une fiche spéciale.

Si l'examen a seulement lieu à l'école, la fiche médicale est une partie de la fiche scolaire.

Quand les Offices procèdent à un examen médical à l'Office même, ils établissent leurs fiches.

L'Office de Lyon a établi une fiche concentrant les résultats d'un examen médical pratiqué dans les formes que nous avons examinées précédemment.

Voici le modèle de la fiche sur laquelle le médecin résume succinctement les constatations.

FICHE MEDICALE

Nom et prénoms:

Domicile:

Age:

Lieu de naissance:

Date de l'examen:

Antécédents et tares héréditaires:

Antécédents et tares personnelles:

Examen général:

Constitution physique et aspect général:

Système osseux:

Système musculaire:

Système ganglionnaire:

Système endocrinien:

Membres:

Mensurations anthropométriques:

Taille:

Poids:

Envergure:

Examen de l'appareil respiratoire:

Nez, gorge:

Etat et forme de la cage thoracique:

Périmètre thoracique en inspiration forcée:

Périmètre thoracique en expiration forcée:

Poumons:

Examen de l'appareil circulatoire:

Cœur:

Vaisseaux périphériques:

Pouls:

Nombre de pulsations au repos assis:

Nombre de pulsations après le travail:

Durée du retour à l'état d'équilibre:

Tension artérielle: au repos: après le travail:

Examen de l'appareil digestif:

Dentition:

Abdomen:

Parois abdominales: Etat de l'anneau inguinal:

Examen de l'appareil génito-urinaire:

Organes génito-urinaires:

Urines: Analyse rapide: Albumine: Sucre:

L'Institut national d'Orientation professionnelle a établi une fiche analogue; à Paris, les Docteurs René Laufer et Paul Boncour ont expérimenté, dans les écoles d'un arrondissement de la capitale, la collaboration du médecin à l'orientation professionnelle. Les résultats de leur expérience les ont conduit à l'élaboration d'une fiche médicale type.

Fiche médicale d'orientation professionnelle
établie par les Docteurs Laufer et Paul Boncour

Date de l'examen:

Nom et prénoms de l'enfant:

Né le:

Adresse:

A Paris depuis:

Métier désiré:

Antécédents héréditaires:

*Père (nationalité et état de
santé):*

*Mère (nationalité et état de
santé, grossesse, accouchement):*

Antécédents collatéraux:

Antécédents personnels:

Né à terme? Poids à la naissance? Première enfance: a marché à? a parlé à? Affections ou troubles.

Deuxième enfance: affections ou troubles; antécédents de tuberculose (ganglions, suppurations, fistule, pleurésie, hémoptysie).

Hygiène du logement:

Aération et ensoleillement; humidité; encombrement.

Hygiène personnelle:

Alimentation, sommeil; boisson, tabagisme; habitudes de propreté, sports, excès divers; contacts bacillaires anciens, récents ou actuels et durée des contacts.

EXAMEN MÉDICAL

Taille debout:

Taille assise:

Poids:

EXAMENS COMPLÉMENTAIRES

Rapport du poids à la taille.

Habitus: *faciès, esthétique, musculature, obésité ou maigreur, etc...*

Puberté: *Début, notation de l'évolution, pilosité, règles.*

Peau et cuir chevelu: *transpiration mains, transpiration pieds, éruptions ou tendance, sensibilité.*

Ganglions *périph., cervicaux, ang.-max., sous-max., axill., inguin.*

Bouche:

Dents et gencives: *état de la dentition, état des gencives.*

Rhino-pharynx: *corysaz (fréquence); épistaxis (fréquence); perméabilité nasale, complète ou incomplète; état pharyngé, fréquence des pharyngites, amygdales, végétations.*

Larynx: *affections, fragilité.*

Thorax et ceint. scapul.: *configuration; réseau veineux; déformations.*

Poumons, plèvre et hile: *affections, fragilité, insuffisance respiratoire; dyspnée, signes d'adénop. tr. bronch.*

Cœur et péricarde: *affections, palpitations, arythmie.*

Vaisseaux *périph.: poulx, varices ou tendances; troubles circulatoires des extrémités.*

Autres anomalies.

Goût.

Evolution de la dentition; stigmates dentaires.

Odorat; dyspnée d'origine nasale.

Périmètre: apliation (xyphoïdienne); spirométrie.

Nombre de mouvements respiratoires: avant effort, après effort; insuffis. diaphragmatique.

Penser à l'arythmie respiratoire, qui est physiologique chez l'enfant.

Pression artérielle; pulsations après un exercice; durée du retour à l'état d'équilibre; même recherche pour la pression artérielle.

Paroi abdominale: *musculature; abdomen gros, plat, dur; état de l'anneau inguinal; hernie, palper abdominal profond.*

Estomac: *appétit, digestions; troubles d'origine dyspeptique; vertige, céphalées, nonchalance, irritabilité, etc.*

Intestins: *troubles intestin.; hémorroïdes.*

Foie: *Troubles hépatiques.*

Système osseux et articul.: *mauvaises attitudes; déformations; souplesse.*

Colonne vertébrale: *autres affections.*

Membres: *conformation de la main; malformations ou anomalies des membres supérieurs; malformations ou anomalies des membres inférieurs; pied plat ou tendance; articulations: souplesse articulaire.*

Système nerveux: *affections et troubles nerveux divers; élocution facile; troubles de la motilité (paralysie), contracture, atrophie, tremblement, agitation, tics, onychophagie, spasmes; sensibilité (tendance aux névralgies, aux céphalées); autres troubles.*

Troubles psychiques: *émotivité; tr. en rapport avec des altérations organiques; anomalies psychiques et caractérielles.*

Réseau veineux; tuberculose péritonale.

Longueur des bras (acromion-extrémité médius); envergure, hauteur du pubis.

Réflexes pupillaires; autres réflexes; troubles de coordination; sympathicotomie; vagétonie.

Système génito-urinaire: *ectopie testiculaire; incontinence et troubles de la miction; analyses d'urines.*

Varicocèle; hydrocèle, atrophie, kyste du cordon; troubles vésicaux; autres déficiences; albuminurie orthostatique.

Thyroïde et glandes à sécrétion interne: *Hypothyroïdisme; hyperthyroïdisme.*

Autres glandes à sécrétion interne.

Vision séparée de chaque œil et binoculaire: *affections oculaires annexes; acuité et troubles de réfraction, chromatisme, champ visuel.*

Vision binoculaire (stéréoscope, diploscope); sensibilité à la lumière vive; sensibilité à l'application prolongée; acuité à la lumière vive; acuité à la pénombre; acuité dans l'obscurité (héméralopie).

Audition de chaque oreille:
Or. externe, or. moyenne, or. interne.

Acuité:

Sensibilité au bruit: continue, violente.

Autres particularités:

En décembre 1935, l'Assemblée générale de Médecine a étudié la question de l'orientation professionnelle (20).

Les assises provinciales avaient examiné la question et apporté des conclusions.

Il est résulté des rapports avancés à cette assemblée, qu'une ignorance singulière de la question existe chez l'immense majorité des médecins.

Les médecins s'imaginent qu'avec le père et l'instituteur, ils sont en mesure, sans préparation particulière, d'assurer une orientation professionnelle satisfaisante.

Ce fut la proposition de 28 départements.

A titre documentaire, il convient de signaler les conclu-

(20) *Bull. Inst. Nat. O. P.*, janv.-fév., 1936.

sions adoptées par les assises nationales que présidait Georges Duhamel :

« Au début de l'adolescence, entre 12 et 15 ans, l'enfant subit les transformations physiques et psychiques, dont dépendent ses aptitudes d'homme. Une sélection d'avenir, à 10 ans, tel que « l'examen », en réalité, concours pour l'admission en sixième, est donc prématurée.

» L'enfant subit, à l'occasion de la puberté, des troubles bénins ou graves, parfois sous l'influence d'une hérédité, dont le médecin de famille peut posséder seul les éléments et le secret.

» L'orientation intellectuelle et professionnelle de l'enfant pubère doit s'appuyer sur la documentation confrontée des parents, médecins et pédagogues, ces derniers comme conseillers du chef de famille qui doit rester, en définitive, seul maître de la décision. »

CHAPITRE III

L'étude de la profession

Soit pour établir des tests d'aptitude professionnelle, soit pour conseiller utilement l'enfant, ses aptitudes étant déterminées, il faut connaître les exigences de la profession. L'analyse du travail professionnel est absolument nécessaire à l'œuvre d'orientation professionnelle; elle est la contre-partie indispensable de la connaissance de l'enfant. D'autre part, nous avons eu l'occasion de dire déjà, que l'orientation professionnelle manquerait son but, si elle ne se préoccupait pas de l'état du marché du travail, des débouchés que présente la carrière choisie ou le métier qui paraît convenir aux aptitudes. Nous envisagerons dans ce chapitre, comment les œuvres d'orientation essaient de résoudre ces deux problèmes.

Analyse de la profession

A l'origine, on a étudié des professions très simples, demandant seulement la mise en jeu de mouvements élémentaires, pour arriver, de nos jours, à l'étude de professions très complexes, qui exigent des aptitudes variées, des aptitudes psycho-motrices et des aptitudes mentales. M. Lahy distingue cinq sources de renseignements (1) :

- « 1. Des enquêtes auprès des techniciens de la profession;
2. La pratique de la profession;
3. L'étude statistique des accidents professionnels et leurs causes;
4. L'étude des phénomènes tant physiologiques que psychiques, qui se passent dans l'organisme humain, à chaque instant, du travail professionnel;
5. L'analyse graphique des gestes professionnels ».

Souvent le psychologue devra être conduit, soit à observer pendant un certain temps les sujets dans l'exercice de leur profession, soit à la pratiquer lui-même pour effectuer une auto-analyse pendant l'exécution du travail.

La partie scientifique de l'analyse des professions se poursuit dans les laboratoires de psychotechnique et de psychologie industrielle.

L'Américain Taylor, à la fin du xix^e siècle, avait procédé à une analyse scientifique de certains travaux industriels dans le but d'obtenir pour chaque ouvrier le rendement économique maximum. Ses études ont servi de base à la technique moderne, quoique le but poursuivi ne soit plus le même.

(1) *Bull. St. Gén.*, 1936, juillet-septembre, art. cit.

Pour les métiers manuels, on procède à une décomposition des mouvements. Le major américain Gilbreth (2), précurseur de la physiologie du travail, a étudié plusieurs professions dans le but de calculer la fatigue musculaire déployée par l'ouvrier.

Gilbreth, au moyen de prises de vues cinématographiques qu'il projette ensuite au ralenti, enregistre, à l'aide du chronographe, la vitesse, l'envergure, l'amplitude, le sens et la direction des mouvements nécessaires pour l'accomplissement du travail. Mais ce n'est là que de l'observation instrumentale. Une autre forme d'expérimentation consiste à comparer les bons et les mauvais travailleurs : on suppose, par exemple, que la dactylographie demande une bonne mémoire verbale, on cherchera si une épreuve, pour étudier cette aptitude, est réussie de la façon la plus satisfaisante, par la meilleure dactylographe, ou si la plus mauvaise, y échoue. Il faut faire cette expérience sur un grand nombre de sujets. Sur trente bonnes dactylographes, vingt-cinq devront donner des résultats au-dessus de la moyenne, sur trente mauvaises, cinq dépasseront seules cette moyenne (3). On conclut ainsi à une certaine corrélation entre les aptitudes réclamées par l'épreuve de mémoire et la profession ; la mémoire verbale sera inscrite dans la batterie de tests faisant partie des épreuves des candidats pour la dactylographie.

Une méthode d'observation qui donne de précieux résultats, est celle qui consiste à étudier les efforts d'un débutant. On arrive à discerner facilement les facultés qu'il doit mettre en jeu pour obtenir un bon résultat.

Enfin, pour compléter les renseignements d'ordre scientifique, on pourra établir diverses questions posées soit au patron, soit aux employés eux-mêmes.

(2) GILBRETH: *Etude des mouvements*, Paris, 1916.

(3) Voir J. AMAR: *Physiologie de la profession*, Paris, 1917, page 171.

Les résultats de l'analyse scientifique du travail humain sont exprimés, pour être à l'usage courant des centres d'orientation professionnelle, sous des formes diverses : tracts élémentaires, brochures. Mais la traduction la plus précise, est celle des monographies de métiers qui groupent les renseignements d'ordre technique, économique, psychologique, etc..., intéressant la profession.

L'établissement de monographies a été poursuivi partout, notamment aux Etats-Unis où un travail important a été fait à l'Université de Harvard et dans plusieurs Etats.

En France, M. Mauvezin a composé « La Rose des Métiers » qui est un recueil de monographies professionnelles sur les carrières les plus diverses. Mlle Mauvezin a fait paraître, il y a quelques années, une « Rose de Métiers des professions féminines ». Ces monographies, d'abord réservées aux professions manuelles, se sont vite élargies à des carrières beaucoup plus complexes.

« Le Bulletin de l'Institut national d'Orientation professionnelle » a fait paraître, en 1936, une recherche faite en Espagne par Mlle Vincente Molina, toutes les carrières y sont envisagées, même les carrières littéraires, artistiques et scientifiques. « L'American Council of Education » a invité les différentes universités américaines à contribuer à l'établissement d'une fiche individuelle pour chaque étudiant, représentative de son niveau d'efficiencie dans le travail pendant ses années d'université. Parallèlement, on a travaillé à l'établissement de monographies des carrières intellectuelles. Dans le même sens, des profils ont été établis par le Docteur Biegeleisen, de l'Université de Cracovie (4).

Ces monographies sont destinées quelquefois aux adolescents et à leur famille. Dans ce cas, il s'agit avant tout

(4) B. I. T. *Etudes et documents*, op. cit., p. 161.

d'un moyen de propagande pour les idées et les principes essentiels de l'orientation.

Généralement, elles sont divisées en trois parties; aptitudes requises, conditions de la préparation, débouchés et chances d'avenir.

Le Congrès international de l'Enseignement technique de Paris a émis le vœu suivant :

Le Congrès émet le vœu (5) :

.....
que des monographies professionnelles soient établies en se fondant sur la comparaison des conclusions d'orientation professionnelle avec les résultats obtenus par les mêmes sujets après plusieurs années d'exercice de la profession pour recueillir toutes documentations correspondantes, en vue de l'établissement de monographies complètes, périodiques, mises à jour.

L'avis unanime a été que la rédaction de ces monographies devait rester aux offices d'orientation; les milieux professionnels et les organes de placement doivent fournir certains renseignements, mais seuls les centres d'orientation pourront lui conserver « un caractère d'objectivité et une teneur psychologique et éducative ».

L'idéal exprimé par certains, est que les termes de ces monographies deviennent de plus en plus objectifs; quelques mots employés sont encore trop vagues (jugement, énergie...). Dans une méthode scientifique, il faudrait des normes, des points de repaire fixes. Cet idéal est encore loin d'être atteint.

Dans certains laboratoires, on dirige les efforts dans un autre sens. On essaie d'aboutir à une classification de professions d'après les monographies dont on dispose actuellement. La meilleure des classifications, celle qui est généralement admise et qui sert de point de départ à

beaucoup d'autres, fut proposée par le Docteur Prorkowski de Berlin; elle répartit les professions ainsi (6):

1. Les professions non qualifiées, c'est-à-dire celles dont l'exercice n'exige aucune aptitude spéciale et pas d'apprentissage;

2. Les professions qualifiées exigeant des aptitudes spéciales et une formation plus ou moins compliquée. Elles se subdivisent:

a) Les professions spécialisées ou semi-automatiques, qui demandent certaines formes d'attention et mettent en œuvre certaines réactions toujours les mêmes (ouvriers d'usines par exemple);

b) Les professions moyennes, qui exigent une certaine somme d'entraînement ou une certaine combinaison d'aptitudes psychiques, mais qui se déroulent dans un cadre limité. Cette subdivision comprend: la main-d'œuvre manuelle qualifiée.

Certaines exigent un travail mental, telles par exemple, les professions d'instituteurs, de dactylographes, etc...; d'autres surtout un travail manuel, tels les métiers de typographes, électriciens, mécaniciens;

c) Les professions dites supérieures, qui demandent de l'intelligence créatrice et du jugement.

Ces subdivisions sont surtout basées sur les différentes formes d'intelligence.

Ce travail général de classification est un précieux auxiliaire de l'œuvre d'orientation. On peut espérer que, dans un temps assez proche, il sera assez poussé pour pouvoir répartir l'ensemble des professions d'une façon sûre, qui permettra à l'orienteur d'aboutir, d'élimination en élimi-

(6) B. I. T. *Etudes et documents*, op. cit., p. 134.

nation, d'indication en indication, à un choix raisonné et sûr.

Débouchés économiques

Les monographies professionnelles comprennent une partie relative aux conditions économiques dans lesquelles se trouve la profession. Ces conditions sont intimément liées à l'état du marché du travail, à la loi de l'offre et de la demande : métiers encombrés, métiers déficitaires, avenir que présente telle profession.

L'orienteur, en présence des capacités du sujet, se heurte à de réelles difficultés quand il faut aboutir à une proposition concrète. Le marché du travail évolue constamment, la situation économique, nationale ou générale se transforme presque d'un jour à l'autre sous l'influence de causes multiples.

Le marché du travail subit les répercussions du développement du machinisme et de la rationalisation. L'orientation et le placement des travailleurs qualifiés d'une part, des manœuvres d'autre part, doivent en subir le contre-coup.

Des causes diverses peuvent amener une diminution de la main-d'œuvre nationale, dans certains métiers et professions, à un moment donné de l'évolution économique. Depuis quelques années, on assiste à une poussée vers des professions supérieures venant sans doute d'un désir, pour certains individus, de s'élever dans l'échelle sociale, de l'espérance aussi d'arriver à des situations plus stables et d'échapper aux risques de chômage.

La législation industrielle peut avoir une influence importante sur l'offre et la demande de main-d'œuvre : des statistiques faites en Suisse, de 1925 à 1932, ont montré une corrélation exacte entre le nombre total des chômeurs,

la permission d'entrée et l'autorisation des travailleurs étrangers (7). Cette orientation rationnelle des jeunes adolescents dépasse les intérêts individuels; il est de première nécessité pour l'équilibre économique national, qu'à côté de métiers congestionnés, d'autres ne manquent pas de bras. Si on emploie la main-d'œuvre étrangère, c'est que les ressortissants nationaux sont insuffisants. Les œuvres d'orientation doivent fournir des individus adaptables à de telles activités.

Toutes ces constatations n'impliquent pas que l'orientateur doive à lui seul assurer la responsabilité du placement des adolescents qui s'adressent à lui; il ne pourrait pas suivre, jour après jour, les fluctuations du marché du travail.

Mais, sans que l'on ait abouti partout à une formule définitive entre les organes de placement, les offices d'orientation et les demandes de main-d'œuvre, on est à peu près d'accord sur les points suivants (8):

« 1. L'orientation doit garder une vue d'ensemble de la situation du marché du travail et maintenir un contact permanent avec les organes de placement;

» 2. Les organes de placement, à leur tour, doivent collaborer avec les offices d'orientation créés en vue du placement rationnel de la main-d'œuvre juvénile. »

Cette interdépendance entre l'orientation et le placement existe à peu près partout: en Allemagne, en Espagne, en France, en Grande-Bretagne où les Pouvoirs publics se chargent de l'organisation, les offices d'orientation publics sont annexés au bureau de placement ou aux offices de main-d'œuvre.

Les Comités qui entourent certains de ces offices comprennent quelquefois les membres des bureaux de place-

(7) *Journ. Suisse de l'Assoc. Nat. d'Orient. prof.*, n. 4, 1935.

(8) B. I. T. *Etudes et documents*, op. cit., p. 128.

ment. Nous avons vu (9), que le projet d'organisation présenté par la C. G. T. au Congrès de Paris, prévoyait, dans les commissions entourant les offices, des personnalités compétentes sur l'état de la main-d'œuvre et les conditions économiques du marché du travail. Même dans les pays où les offices d'orientation ne sont pas installés aux frais des bureaux de placement, la collaboration est prévue. Cette liaison est devenue le problème capital du recrutement et de la distribution de la main-d'œuvre juvénile; il a retenu longuement l'attention du Congrès de Barcelone qui a adopté le vœu suivant:

Le Congrès,

.....
« considérant que l'on ne saurait admettre que l'orientation professionnelle conduise les enfants à la sortie de l'école primaire dans une impasse où ils ne trouveraient plus aucun soutien, ni pour leur placement, ni pour le contrôle de leur formation professionnelle.

Emet le vœu:

Que par la profession et, avec l'appui des Pouvoirs publics, les organismes soient constitués dans le cadre des lois nationales pour recevoir à la sortie des écoles les enfants qui se destinent aux métiers, les guider dans leur placement et exercer sur eux une tutelle bienveillante pendant toute la durée de l'apprentissage. »

(9) Voir Chap. II, Première Partie.

CHAPITRE IV

Les conseillers d'orientation

Quand un enfant se présente à l'Office, le conseiller doit posséder à son sujet une série de renseignements, familiaux, scolaires et médicaux, renseignements, nous l'avons vu, indispensables, qu'il complétera grâce au questionnaire et aux méthodes de la psychologie expérimentale.

Il connaît, d'autre part, grâce aux monographies professionnelles, les exigences de la profession. L'Office de placement lui a fait connaître les besoins de l'apprentissage. Sa tâche est bien préparée, mais de la façon dont il va utiliser tout ce travail préalable, dépend le succès de l'orientation professionnelle.

On peut devenir conseiller d'orientation sans le savoir, c'est ce qui s'est produit pour les promoteurs de l'orientation professionnelle.

« Par la force des choses, les directeurs des offices de placement et leurs agents ont été amenés à donner des conseils aux parents d'un enfant pour lequel la mise en apprentissage était envisagée. Jamais, au cours de ses entretiens, il n'est apparu que de tels conseils fussent

incompatibles avec leurs attributions ordinaires, et c'est ainsi que leur est venue la préoccupation de s'assurer des aptitudes de l'enfant pour la profession que son entourage tient à lui voir adopter. De là, également, est née la nécessité d'enquêter sur les métiers exercés dans la région, sur leurs perspectives d'avenir, leur degré d'encombrement, etc...

» Peu à peu, cette question devait prendre place dans le cadre ordinaire de leur activité, et, quand de récentes instructions ministérielles sont venues préciser le rôle que devaient jouer ces organismes, elles n'ont fait pour ainsi dire que reconnaître une situation de fait et donner une intuition nouvelle à des efforts consciencieux, mais parfois hésitants » (1).

Mais M. Christiaens, dans un article sur l'orientation professionnelle bruxelloise, faisait remarquer très justement qu'on ne s'improvise pas conseiller de vocation. On peut posséder certaines qualités naturelles qui facilitent la tâche, mais il y a des connaissances indispensables qu'il faut acquérir: « Ce n'est pas une simple profession manuelle: c'est une fonction sociale qui exige une préparation spéciale, car elle ne saurait être exercée par une personne ignorant la psychologie expérimentale, et incapable d'utiliser les renseignements que celle-ci peut fournir » (2).

Il lui faut, d'autre part, de solides notions de pédagogie, d'économie politique et sociale et de sociologie. Il doit connaître le caractère dominant de toutes les professions pour analyser, dans un esprit critique, toutes les données que fournissent la fiche scolaire, l'examen médical, l'examen psychotechnique. De tout cet ensemble, il lui faut dégager la valeur propre de l'individu qu'il examine, afin

(1) TOUZAA. Rapport cité, p. 38.

(2) CHRISTIAENS: *L'orientation professionnelle dans l'agglomération bruxelloise*. R. I. T., sept. 1923.

de pouvoir l'adapter à une profession. Il lui faudra nouer et maintenir des relations avec les milieux et les individus les plus divers : enfants, parents, employeurs, travailleurs, autorités, etc... L'exercice de sa profession exige qu'il puisse parler en public, rédiger des rapports et les monographies professionnelles, qu'il fasse même du journalisme s'il veut servir sa cause par la presse. Enfin, et c'est peut-être le point sur lequel sa tâche s'avère la plus difficile, il doit considérer avec tact et intelligence, l'interrogatoire de l'adolescent et de sa famille. « Psychologue avisé, ami de l'enfance, le conseiller technique fait parler le jeune enfant, il l'interroge sur ses goûts ; si l'enfant ne marque aucune vocation, il l'entretient avec les métiers qui cadrent le mieux avec ce qu'il devine de sa personnalité, il provoque son choix » (3).

M. Fontègne, lorsqu'il était conseiller d'orientation à l'Office de Strasbourg, avait établi une sorte de questionnaire oral à l'effet de guider les orienteurs. « On amènera l'enfant à parler de ce qu'il préfère ; il dira, par exemple, à quel personnage historique, militaire, industriel, fonctionnaire, héros de lecture ou autres, il voudrait ressembler ; il dira ce qui l'intéresse le plus dans un musée, dans une exposition, en ville, à la campagne ; s'il fait partie de sociétés, le rôle qu'il y joue. Il exprimera deux ou trois vœux, racontera à sa façon ce qu'il entreprendrait s'il était riche, il fera connaître pourquoi il a choisi ou n'a pas choisi la profession de son père, etc... » (4).

Il faudra aux conseillers d'orientation beaucoup d'affabilité pour gagner la confiance des enfants, une très grande patience, beaucoup de prudence pour ménager la susceptibilité du sujet et surtout celle de sa famille.

La tâche de l'orienteur n'est pas terminée quand il a

(3) R. I. T., 1926, p. 61.

(4) D'après J. CLÉMENT, *op. cit.*, p. 99.

donné son avis, l'enfant s'en va vers la vie et le travail. La question se pose alors, pour l'office d'orientation, de le « suivre », c'est-à-dire d'apprendre comment il se conduit au cours de son apprentissage et de son travail, les difficultés qu'il y rencontre et qu'on peut lui aider à vaincre. On désire s'assurer que l'enfant orienté reste en bonne santé, que les influences qu'il rencontre sont bonnes, qu'il profite de toutes les chances d'accroissement et de développement qui sont sur son chemin.

On essaie de suivre l'enfant en le priant de revenir périodiquement à l'Office où en envoyant à des époques régulières des lettres de rappel. Mais, malheureusement, et c'est là la constatation de nombreux conseillers d'orientation, les lettres restent souvent sans réponses et l'enfant oublie de revenir à l'Office.

Certains Offices d'orientation ont senti la nécessité, soit pour essayer de connaître le milieu familial de l'enfant, beaucoup mieux que par un simple interrogatoire, soit pour le suivre après son placement, de disposer d'un personnel pouvant se déplacer et visiter la famille chez elle ou visiter l'enfant au travail. Ces fonctions ne peuvent pourtant être confiées au conseiller d'orientation qui a déjà une tâche bien lourde et tout de même, elles doivent être accomplies par un personnel spécialement formé, capable d'agir avec tact dans ses relations avec la famille et les employeurs. Les offices ont alors recours au personnel formé dans les écoles de travail social : aux assistantes sociales.

Cette fonction nouvelle, ce personnel supplémentaire de l'orientation professionnelle, peut remplir un rôle intéressant ; malheureusement, peu d'offices disposent de crédits suffisants pour pouvoir employer de telles collaboratrices.

Le Service de la Caisse de Compensation de la Région

parisienne (5), a quelques assistantes sociales qui collaborent à l'œuvre de l'Office, sans y être directement rattachées, car la région parisienne a des assistantes sociales qui sont partagées en secteurs; toutes travaillent pour le Service d'orientation, en ce qui regarde les enfants relevant de leur secteur.

Les enfants ne sont reçus au Service d'orientation professionnelle que sur rendez-vous. Dès qu'un rendez-vous a été donné, l'assistance sociale reçoit une fiche de convocation semblable à celle de la famille. Cette fiche porte, en dehors du nom et de l'adresse de l'intéressé, les dates et heures de convocation pour l'examen d'orientation professionnelle d'une part, pour la visite médicale d'autre part. L'assistante sociale va se mettre en rapport avec l'enfant et la famille, les voir chez eux et recueillir leurs désirs et s'informer avec tact de leurs possibilités. Elle se met en rapport aussi avec l'école et l'employeur. Enfin, l'assistante sociale va aider l'enfant et la famille à appliquer les conseils donnés, elle les aidera dans les démarches à faire aux écoles ou aux ateliers; elle ira au besoin présenter elle-même l'enfant à l'employeur ou réunira les papiers nécessaires. Si des difficultés imprévues surgissent, qui font obstacle à l'orientation conseillée, l'assistance sociale les rapporte immédiatement à l'Office d'orientation professionnelle qui va chercher une autre solution satisfaisante. Les assistantes suivent, pendant tout le temps de leur apprentissage, les enfants qui sont passés à l'Office d'orientation. Tous les trois ou six mois, elles remettent à l'Office un rapport sur les progrès de l'adaptation de l'enfant et de son développement. Enfin, elle sera un moyen de propagande; elle amènera généralement à l'Office, les enfants plus jeunes ou plus âgés de la même famille qui se trouveront avoir besoin de travail.

(5) Rapport envoyé par l'Office.

Cette organisation adoptée par l'Office de la Caisse de compensation de la Région parisienne, devrait être initiée par de nombreux offices; il faudrait, à côté, une assistante pour un chiffre annuel d'environ 500 ou 600 enfants à orienter et à suivre. Les frais occasionnés par ce genre de personnel seront largement récupérés par la qualité des résultats que sa collaboration permet d'atteindre.

Les connaissances variées des orienteurs, les exigences complexes de leur tâche, rendent difficile la formation de tels collaborateurs.

En 1925, au Congrès de Charleroi, M. Fontègne signalait que les bureaux français d'orientation avaient choisi leurs conseillers parmi :

1. les instituteurs en retraite; 2. les employés des offices publics de placement; 3. les inspecteurs du travail; 4. les médecins; 5. les directeurs d'écoles d'apprentissage (6).

Tous étaient plus ou moins préparés par leurs études et leurs fonctions, à rendre quelques-uns des services demandés aux conseillers d'orientation, mais la formation spéciale qu'ils avaient reçue était incomplète.

Actuellement, les différents pays ont organisé une préparation spéciale. En France, grâce à l'action de l'Institut national d'Orientation professionnelle, on peut disposer aujourd'hui de conseillers de vocation bien préparés à leur tâche. Depuis un certain nombre d'années, les instituts spéciaux, organisés en vue de la formation des orienteurs se sont multipliés, et les programmes d'étude qu'ils adoptent offrent les moyens d'une préparation parfois très complète. Il en résulte qu'au lieu d'exercer au préalable une autre profession, bon nombre de candidats et de candidates à cette nouvelle carrière s'y préparent directement à la fin de leurs études. Le plus souvent toutefois,

(6) J. FONTÈGNE: *L'orientation professionnelle en France*. Rapport au Congrès de Charleroi, 1925, p. 13.

avant ou après l'obtention d'un diplôme spécial leur conférant le titre d'orienteur, ils font un stage pratique dans un office d'orientation professionnelle. On estime que l'exercice antérieur et systématique d'une profession proprement dite, est hautement souhaitable avant qu'une personne se consacre au travail spécial de l'orientation professionnelle.

L'initiation à la vie professionnelle semble donner tout un ensemble d'expériences presque indispensables pour quiconque désire diriger la jeunesse vers cette même vie professionnelle.

Toutefois, la formation des orienteurs ne se présente pas d'une manière aussi nette et aussi systématique que dans les carrières pédagogiques ou sociales par exemple, mais elle est partout l'objet d'efforts sérieux. On peut présumer que dans un proche avenir, cette formation recevra des solutions pratiques encore plus adéquates à la tâche qu'ils sont appelés à remplir. Evidemment, elle gardera toujours un caractère différent d'un pays à un autre, suivant la conception particulière des méthodes de l'orientation professionnelle. Elle pourra aussi varier dans le temps, s'adapter aux besoins du moment. C'est ainsi que l'Association nationale pour l'Orientation professionnelle, aux Etats-Unis d'Amérique, a formulé, à l'usage des orienteurs, un certain nombre de directives inspirées par les difficultés de la crise économique actuelle.

Cependant, malgré ces variantes, le thème principal de cette formation doit demeurer identique: étude de l'individu, de la profession, des possibilités d'emploi (7).

(7) B. I. T. *Etudes et documents*, op. cit., p. 44.

CONCLUSION

LES RESULTATS

L'orientation professionnelle telle que nous la concevons aujourd'hui ne date que d'une trentaine d'années, cette étude, quoique succincte, nous a tout de même permis de voir que ce sont ces dernières années surtout, que la vitalité de cette organisation s'est intensifiée.

On ne pourra juger de la valeur exacte de ses résultats que lorsqu'elle fonctionnera d'une manière systématique, dans tous les pays, lorsqu'elle sera appliquée à un très grand nombre de cas, et que le succès dans la vie professionnelle, des individus qu'elle aura dirigés, fera l'objet d'un contrôle organisé et constant.

De nombreuses lacunes restent à combler : dans l'organisation des offices, ceux qui appliquent des procédés scientifiques de connaissance du sujet sont encore peu nombreux, l'absence de crédits n'est pas un des plus petits obstacles ; le personnel attaché à ces centres n'a pas toujours subi la formation nécessaire. Mais, malgré toutes les difficultés qu'elle rencontre, malgré les insuffisances inhérentes à une jeune institution, l'orientation professionnelle ne cesse de donner des preuves de sa vitalité.

Les Pouvoirs publics ont été amenés à légiférer, et les mouvements de propagande entrepris à son sujet, les obligeront encore à prendre des mesures plus adéquates à ses besoins actuels.

Les laboratoires de recherches scientifiques se multiplient, la création ou la réorganisation de nombreux offices permettent de fonder les plus grands espoirs. Mais, tout de mêmes, les difficultés du problème ne sont pas à méconnaître. Une collaboration étroite est indispensable entre les différents organes qui doivent apporter leur collaboration. Et là encore, on peut affirmer l'intérêt et la sympathie que les différents milieux qui doivent y participer apportent à l'orientation professionnelle.

Personne ne conteste plus son utilité. Les familles n'hésitent plus à prendre les conseils de l'Office; si les parents ne recourent pas à celui-ci, c'est plutôt par négligence qu'en vertu d'une opposition méfiante et systématique. Certains parents deviennent même des collaborateurs convaincus, des orienteurs. En Pologne, par exemple, au printemps 1934, la Fédération des Associations de Parents, organisait, à Varsovie, une série de conférences consacrées à l'orientation professionnelle (1). Les journaux et bulletins des Associations de parents d'élèves font paraître souvent des articles de propagande.

Les collaborateurs qu'on a cherché à intéresser font preuve d'une bonne volonté évidente. Dans tous les pays où l'orientation existe, elle a l'appui du monde patronal et du monde ouvrier; employeurs et travailleurs participent aux différentes commissions préposées à son fonctionnement. Les employeurs voient, dans l'orientation professionnelle, le moyen d'obtenir de meilleurs ouvriers, d'augmenter le rendement, et par conséquent, de diminuer le prix de revient. Les travailleurs, de leur côté, voient en

(1) Genève. *Etudes et documents*, op. cit.

elle la possibilité de travailler tout en développant leurs aptitudes, et d'après les ressources de leur personnalité toute entière. Les délibérations et les vœux de nombreux Congrès internationaux ou nationaux des organisations ouvrières en sont la preuve (2).

Il est inutile d'insister sur le rôle joué par le milieu enseignant. Nous avons eu trop souvent l'occasion d'en parler dans le cours de cet ouvrage.

Enfin, ces dernières années, le milieu médical a paru s'intéresser vivement à l'orientation professionnelle, le Congrès de Bruxelles, en 1932, et plus récemment, l'Assemblée nationale de Médecine générale, qui a discuté de l'orientation professionnelle, témoigne de l'intérêt que le milieu médical accorde à cette question (3).

Les Pouvoirs publics, les producteurs, les consommateurs, les savants, tous s'accordent à dire que l'orientation professionnelle est un moyen d'action pour l'économie moderne, et que, somme toute, dans la pratique, elle devient une « rationalisation de la force humaine ».

Limites et tendances de l'Orientation Professionnelle

Avant de considérer l'évolution probable de l'orientation professionnelle, avant d'émettre quelques hypothèses sur l'avenir, nous croyons qu'il est nécessaire de préciser ce que nous avons eu l'occasion de mentionner bien des fois au cours de cette étude, à savoir que : l'orientation professionnelle doit connaître certaines limites qu'elle ne devra jamais dépasser.

Il est probable que l'orientation proprement dite ne pourra jamais s'appliquer au-delà d'un certain âge, et au-

(2) Voir Première Partie, Chap. II, vœu de la C. B. T.

(3) Voir II^e Partie, Rôle du médecin.

dessous d'un âge minimum, malgré les tendances modernes qui insistent sur l'utilité de lui donner un caractère continu à travers les différentes étapes de la vie scolaire.

Bien qu'elle tende à prendre un caractère universel, bien que ses procédés et ses méthodes tendent à s'unifier, elle devra toujours rester différente suivant le caractère de la production du pays dans lequel elle est pratiquée, par exemple suivant la place que tiendra encore l'artisanat dans la production nationale, suivant que l'on sera dans un pays essentiellement agricole ou au contraire, dans un pays industriel.

Elle devra varier, non seulement d'un pays à l'autre, mais encore dans le temps: la transformation du marché du travail, la transformation de l'organisation de la production, devront influencer rapidement les procédés d'orientation.

Enfin, nous avons vu les réserves qu'il fallait apporter aux méthodes expérimentales. Il semble que tous les pionniers de l'orientation professionnelle aient actuellement bien compris leur rôle; que les savants et les hommes d'action aient bien compris que leur devoir était une collaboration étroite; même si les plus grands espoirs sont permis sur l'avenir de la psychologie expérimentale, les lois qu'elle pourra émettre devront toujours être interprétées avec l'aide du bon sens et de l'expérience. Même avec un travail très uni, expérimentateurs et observateurs devront se garder de vouloir donner à leurs conseils trop de certitude; en raison de la complexité de l'être humain, en raison du caractère quelque peu imprévisible que gardera toujours l'évolution de l'adolescent, ils ne pourront donner à leur diagnostic un caractère absolu. Ils ne pourront jamais émettre que des probabilités, sur l'homme de demain, sur son rendement dans la vie professionnelle.

La crise économique, loin d'être funeste à l'orientation comme à tant d'autres institutions sociales, a affirmé au

contraire aux yeux de tous, l'utilité de l'orientation et a fait apparaître avec netteté les caractères qu'elle doit prendre dans l'avenir. Enfin, les idées générales qui ont été émises dans les récents Congrès d'orientation, les différentes mesures prises pour la prolongation de la scolarité, ont donné à l'orientation, certaines tendances nouvelles qu'il est intéressant de noter en terminant.

La crise a rendu impérative la nécessité de donner un rôle important à l'état du marché du travail. Ses variations incessantes, la rapidité avec laquelle elles se produisent, l'organisation actuelle de la production qui ne demande qu'une minorité relativement restreinte d'ouvriers qualifiés, la majorité étant composée de travailleurs mi-qualifiés, ou de manœuvres que l'on adapte à leur tâche, par une brève initiation, les mutations d'une carrière à l'autre, obligent l'orienteur à examiner le sujet, non seulement du point de vue de telle ou telle aptitude bien caractérisée, mais aussi du point de vue de la diversité même des aptitudes. Les techniques industrielles sont changeantes, chaque jour naissent de nouvelles spécialités, alors que d'autres disparaissent; c'est ce qui a donné lieu au problème nouveau de la rééducation professionnelle. Toutes ces tendances de l'économie moderne n'imposent-elles pas le devoir de donner à l'enfant une formation professionnelle générale? De lui donner une préparation polytechnique permettant une adaptation prompte aux différentes carrières? Cette préparation pourra leur être donnée dans l'école primaire; la prolongation de la scolarité obligatoire facilite la réorganisation de l'enseignement. En 1933, le Président Roosevelt, par la loi sur le redressement industriel, introduisait les « Codes de concurrence loyale » qui fixaient l'âge d'admission des enfants au travail à 16 ans et même à 18 ans, pour les professions dans les établissements insalubres. Cette prolongation de la scolarité était demandée par tous les Congrès nationaux

et internationaux de caractère pédagogique et social; la Conférence internationale de l'Instruction publique de Genève, en 1934, adoptait la résolution suivante (4):

« La Conférence...,

» Estime qu'en principe et pour la majorité des pays, la prolongation de la scolarité même au-delà de 14 ans, offrirait des avantages indiscutables sauf à examiner les dispenses temporaires qui pourraient être accordées dans certains cas ».

Ces vœux ont été presque partout suivis de mesures effectives.

Il paraît indispensable, et le Congrès de Rome de 1936 a insisté sur ce point, d'éclairer d'abord l'adolescent pour le choix qui constitue le point de départ. D'autre part, l'orientation pourra être beaucoup plus efficace si l'observateur apporte le fruit d'une étude approfondie, s'étendant sur une ou même plusieurs années, et si l'enfant a été observé non seulement en tant qu'écopier, mais aussi en tant que futur travailleur, s'il a déjà pris quelque peu contact avec la vie professionnelle qu'il peut être appelé à choisir.

Nous avons vu comment on envisageait en France la réforme de l'enseignement, comment on a entendu résoudre la collaboration entre les différentes personnes qui peuvent connaître l'enfant pour arriver à réduire le plus possible les facteurs inconnus qui demeurent chez l'adolescent. Nous avons vu enfin les vœux des milieux médicaux pour que l'enfant soit soumis à plusieurs examens, à l'école, à l'office, et enfin, plus tard, pendant l'apprentissage. L'orientation professionnelle tend à prendre un caractère de durée; elle sera continue à travers la vie de l'adolescent.

(4) Genève. B. I. T. *Op cit.*, Annexe, page 174.

Pour répondre exactement aux besoins nouveaux du travail, l'orientation professionnelle doit prendre un autre caractère, elle doit éviter d'être trop spécialisée; l'orienteur devra surtout viser à reconnaître des aptitudes, non pas pour des spécialités bien déterminées, mais plutôt, pour des « familles de métier », c'est-à-dire des catégories d'occupations, entre lesquelles on puisse reconnaître des traits communs comme on en reconnaît dans les espèces ou dans les genres des êtres vivants.

L'orientation professionnelle doit discerner les lignes centrales autour desquelles les spécialités se développent.

Si l'on observe la réalité du travail, on peut voir une grande variété de subdivisions successives et de spécialités nettement déterminées qui, toutes, permettent de remonter à une ligne centrale. C'est pourquoi les monographies professionnelles ne doivent être utilisées qu'avec circonspection, tant que ces monographies ne présentent que des métiers bien individualisés, au lieu de tracer les lignes générales des aptitudes nécessaires à l'un de ces « groupes » ou de ces « familles ». C'est entre ces groupes que le choix de l'orienteur de l'enfant et des parents doit se faire. Ce choix n'est pas la désignation de tel ou tel but, mais la préparation vers un but dont on ne sait pas quel sera le point final.

Cette deuxième tendance que prend actuellement l'orientation professionnelle se trouve être en quelque sorte un deuxième aspect de sa continuité: continuité dans la vie scolaire, et dans le début de la vie professionnelle.

Avec les limites qu'elle devra respecter, avec les caractères qu'elle prend aujourd'hui, nous ne voyons plus quelles objections on pourrait lui faire.

Pourquoi ne deviendrait-elle pas obligatoire? Pourquoi les parents ne seraient-ils pas obligés de recourir aux conseils éclairés des offices d'orientation? Evidemment, il

ne s'agirait jamais d'imposer une décision aux familles, mais nous ne voyons pas en quoi l'indépendance et l'autorité de ces familles se trouveraient atteintes, si on les obligeait à prendre l'avis de ceux qui ont vu vivre leurs enfants, qui les ont étudiés avis complété par des examens scientifiques. Si les parents engageaient leurs enfants dans une voie contre-indiquée, ce serait tout au moins en connaissance de cause et les erreurs dues à leur ignorance seraient évitées.

D'ailleurs, si l'on persiste dans les essais de réforme de l'enseignement, on pourra dire que la pré-orientation, tout au moins, s'impose aux enfants.

Les adversaires de l'orientation professionnelle, les partisans de la liberté absolue des familles dans l'éducation des enfants, ne peuvent tout de même nier que cette liberté n'existe pas entièrement. Si on peut éviter l'orientation, la sélection, elle, s'impose à tous. Que sont, en effet, les examens scolaires et les concours, sinon des tests sélectifs ? Si les professions manuelles paraissent ouvertes à tous, si leur accès n'est pas subordonné à des épreuves déterminées, nous savons qu'une sélection implacable va jouer ici ; la sélection naturelle ; nous savons que les ouvriers inaptes feront les premiers chômeurs.

Pourquoi ne pas essayer d'éviter les effets trop brutaux de cette sélection par une orientation préalable ?

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Voir:

CLÉMENT (J.). — *Le mouvement de l'Orientation Professionnelle*, thèse, Aix-en-Provence, 1934.

CENDRIER (A.). — *Organisation de l'orientation professionnelle*, thèse, Paris, 1931.

Bureau International du Travail, études et documents, série J:
Les problèmes de l'orientation professionnelle, 1935.

BIBLIOGRAPHIE PARTICULIÈRE

OUVRAGES

AMAR. — *Organisation physiologique du travail*, Paris, Dunod, 1917.

- *Le rendement de la machine humaine*, Paris, Dunod 1910.

BINET (A.). — *Les idées modernes sur les enfants*. Paris, Flammarion, 1910.

- *La fatigue intellectuelle*, Paris, Schleicher, 1898.

BINET et SIMON. — *L'étude de l'intelligence*, Paris, Schleicher, 1903.

CLAPARÈDE. — *Bureau International du Travail*. « L'Orientation professionnelle, ses problèmes, ses méthodes », octobre 1922.

-- *Comment diagnostiquer les aptitudes chez les écoliers*. Paris, Flammarion, 1927.

- CRISTIAENS. — L'orientation professionnelle des enfants de Bruxelles, Lamertin, 1914.
- DÉCROLY et BUYSE. — La pratique des tests mentaux. Paris, Alcan, 1928, 402 p.
- DIETZ (Ch.). — Recherches expérimentales sur la sélection des élèves de l'enseignement secondaire. Faculté des Sciences, thèse, Paris, 1934.
- FONTÈGNE et SOLARI. — Le travail de téléphonesist. Genève. *Archives de Psychologie*, 1918-1919.
- FONTÈGNE (J.). — L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes, Paris et Neufchatel. Delachaux et Niestle, 1921, 263 p.
- Nouveaux entretiens sur l'orientation professionnelle. Paris, Eyrolles, 1925.
- FOUCAULT (M.). — La mesure de l'intelligence. Montpellier, Delagrave, 1933.
- FOURGEAUD (A.). — L'homme devant le capitalisme. Cours d'économie politique, Bordeaux, 1935.
- GILBRETH. — Etudes et mouvements, Paris, 1917.
- IMBERT (D'). — Principales publications relatives à l'étude expérimentale du travail professionnel. Montpellier. Imprimerie Générale du Midi, 1913.
- LABBÉ. — La pédagogie de l'enseignement technique, Paris, 1927.
- LAHY. — La sélection psycho-physiologique des travailleurs conducteurs de tramways et d'autobus. Paris, Dunod, 1927.
- LAUFER et BONCOUR. — L'orientation professionnelle du point de vue particulièrement scolaire, la pré-adaptation scolaire. Paris, 1924.
- MAUVEZIN. — Rose des Métiers, Bordeaux, 1922.
- Conseils aux enfants sur le choix d'un métier.
- Comment se pose le problème de l'orientation professionnelle, comment il faut le résoudre? Bordeaux, publications de la Chambre des Métiers, 1920.

- MÂUVEZIN (Mlle). — Rose des métiers féminines pour l'orientation professionnelle.
- MONTAIGNE. — L'institution des enfants.
- PERRET (J.), MAZEL (D^r), NOYER (D^r). — L'orientation professionnelle. Paris, Flammarion, 1926, 282 p.
- PIÉRON (M.). — Une expérience d'orientation professionnelle. Paris, Alcan, 1931.
- TOULOUSE et PIÉRON. — Technique de psychologie expérimentale. Paris 1911, Douin.
- SIMON (O.). — L'orientation professionnelle en France et à l'étranger. Thèse de Droit, Paris, Alcan, 1927.
- VÉNARD (S.). — Le rôle de l'école en orientation professionnelle. Thèse de Droit, Paris, 1929.
- WALLON. — Principes de psychologie appliquée. Paris, Arm. Colin, 1930, 224 p.

ARTICLES

- BAZIN (D^r) et LEGENDARME (M.). — Création et fonctionnement d'un Office d'orientation professionnelle dans une petite ville. *B. I. N. O. P.*, avril 1930.
- BISCAYE (Mlle), MONIN (J.) et BONNARDEL (D^r). — La consultation d'orientation professionnelle à l'I. N. O. P. *B. I. N. O. P.*, mars-avril, 1936.
- CHRISTIAENS. — L'orientation professionnelle dans l'agglomération bruxelloise. *R. I. T.*, sept. 1922.
- FESSARD (A.). — La validité des tests d'aptitude professionnelle. *B. I. N. O. P.*, 1929, févr. à juin.
- FESSARD (Mme). — Une expérience de contrôle de la validité des tests professionnels, juin 1929.
- FONTÈGNE (J.). — L'orientation professionnelle à Munich. *B. I. N. O. P.*, mars 1929.
- Une visite aux offices d'orientation professionnelle de Vienne et de Munich. Janvier 1929.
- LAUFER et BONCOUR (D^r). — Sur le contrôle biométrique de l'enfant en vue de l'orientation professionnelle. *Médecine scolaire*, Paris, 1^{er} décembre 1922.

LAUGIER. — La physiologie et la médecine scolaire, 1^{er} décembre 1929. *B. I. N. O. P.*

LAHY. — Les journées psychotechniques de Vienne, janvier-février 1929. *B. I. N. O. P.*

MARCHAND (L.). — De l'épilepsie infantile. *Presse Médicale*, 26 août 1925.

REYNIER (M.). — Comment organiser l'orientation professionnelle dans un centre de moyenne importance. *B. I. N. O. P.*, juillet 1929.

PIÉRON (H.). — L'orientation professionnelle et la docimologie. *B. I. N. O. P.*, juin 1929.

— Technique simplifiée de réaction, le chronoscope. *B. I. N. O. P.*, fév. 1929.

PIÉRON (Mme). — Les étalonnages de tests. *B. I. N. O. P.*, mars-avril, mai-juin, 1929.

— Les premiers efforts d'organisation de l'orientation professionnelle en France. *B. I. N. O. P.*, avril 1930.

— Les tests de sensibilité musculaire, la perception des poids.

WEINBERG. — La détermination du caractère en orientation professionnelle, mai 1929. *B. I. N. O. P.*

PÉRIODIQUES

Année psychologique, vol. 14, 1908; vol. 15, 1920.

Bulletin de l'Institut National d'Orientation professionnelle, années 1929 et suivantes.

Bulletin de l'Office intercommunal de Bruxelles, années 1933 et suivantes.

Bulletin du Ministère du Travail, années 1927 et suivantes.

Bulletin de l'Instruction primaire du département de la Seine, 1927, n° 5.

Bulletin de l'Inspection du Travail, 1910, n° 5.

Bulletin de l'Institut National Jean-Jacques Rousseau, programme général, 1937.

Informations sociales: Bureau International du Travail.

Informations pédagogiques, n° 4, Baillières et fils, Paris, 1937.

Journées industrielles, 10 et 11 mai 1925; 24 et 25 mai; 21 et 22 juin; 13 et 14 sept. 1925.

Journal Officiel, 6 avril 1921; 1928, p. 1649 à 1665.

L'Ecole et la Vie, 26 juin, 3 juillet, 17 juillet 1937.

Organe de l'Association Suisse d'Orientation Professionnelle, Zurich, 1936-1937.

Revue Internationale du Travail, 1922 à 1937.

Revue Pénitentiaire, 1924.

Revue Pédagogique.

The Vocational Guidance Magazine, avril 1934.

Le Travail humain, t. 1, 1933, p. 7 et suivantes.

Quinzaine Universitaire, octobre 1937.

RAPPORTS ET COMPTES RENDUS

Conférences et Congrès internationaux

Congrès International d'Orientation professionnelle appliquée aux Métiers et Carrières, Toulouse, 4-6 septembre 1924.

Congrès International de l'Enseignement technique, Charleroi, 16-18 juin 1925. Rapport de M. Fontègne: « L'orientation professionnelle en France ».

Congrès Internat. de Psychologie appliquée, Paris, 21-27 mars 1929.

Congrès International de l'Enseignement technique, Paris, 1931.

Rapport présenté par la C. G. T., Bruxelles 1932; Barcelone, 1934; Saint-Sébastien, 1933. Rapport de M. Fontègne sur « Les méthodes en orientation professionnelle ».

Conférences Internationales de l'Instruction publique, Genève, juillet 1934.

AUTRES CONGRÈS

Congrès National des Membres de l'Enseignement, Paris, juillet 1935.

Assemblée générale de Médecine, Paris, 1936.

DOCUMENTS DIVERS

Rapports et Statistiques publiés par l'Office du 15^e Arrondissement.

Rapports et Statistiques publiés par le Service d'Orientation professionnelle de la Caisse de Compensation de la Région parisienne.

Fiche d'orientation de l'Office de Lyon.

Rapports, notes et documents, Ministère de l'Education nationale.

Centre National de Documentation pédagogique, n° 23, 1935.

Vu :

Montpellier le 17 mai 1938

Le président de thèse

Rtienne ANTONELLI

Vu :

Montpellier, le 17 mai 1938

Le Doyen,

G. MORIN

Vu et permis d'imprimer

Montpellier, le 17 Mai 1938

Le Recteur,

PARISELLE

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
Définition. Fins	14
PREMIERE PARTIE	
<i>L'organisation de l'orientation professionnelle à l'Etranger et en France</i>	25
CHAPITRE PREMIER	
<i>L'Organisation à l'Etranger</i>	27
Etats-Unis — Angleterre — Allemagne — Autriche — Belgique — Suisse — Italie — Conclusion.	
CHAPITRE II	
<i>L'Organisation en France</i>	56
DEUXIEME PARTIE	
<i>Les principes généraux de l'Orientation professionnelle</i>	69
CHAPITRE PREMIER	
<i>Les méthodes d'étude du sujet</i>	71
Méthode empirique — Méthode scientifique.	
CHAPITRE II	
<i>Les collaborateurs à l'étude du sujet</i>	101
Rôle de l'école — Rôle du médecin.	
CHAPITRE III	
<i>L'étude de la profession Analyse de la profession. Débouchés économiques</i>	130
CHAPITRE IV	
<i>Les conseillers d'orientation</i>	139
CONCLUSION	
<i>Résultats. Limites. Tendances actuelles</i>	146

ADDENDA

Décret du 24 Mai 1938

Notre étude déjà imprimée, un décret paru au *Journal Officiel*, le 25 mai 1938, institue une organisation nouvelle de l'orientation professionnelle. Il nous paraît utile de signaler les principales dispositions de ce décret.

Le Comité National d'Enquête sur la Production a signalé le besoin urgent qu'il y aurait à remédier à la situation de la main-d'œuvre. Il a attiré l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'accroître la production et sur les difficultés que les industries éprouvent, malgré le chômage, à recruter la main-d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin. Le Comité National pense que l'intérêt personnel des travailleurs coïncide sur ce point avec l'intérêt de la Nation, et il insiste sur la nécessité que le problème reçoive une solution rapide. Le décret du 24 mai 1938 satisfait donc à une double nécessité économique et humaine. Ses dispositions en ont été approuvées par le Conseil Supérieur et l'Enseignement Technique et par le Conseil National Economique. « Il précise, élargit, renforce et coordonne les mesures qui résultent d'un effort législatif

de dix-neuf années, aussi bien dans le titre I qui touche à l'orientation professionnelle que dans le titre II relatif à l'éducation professionnelle. »

L'orientation professionnelle va être assurée par des secrétariats départementaux ou inter-départementaux, la création des centres d'orientation professionnelle et la consultation à l'Office sont obligatoires. Il ne s'agit pas évidemment d'imposer un choix aux familles, mais simplement de rendre la consultation indispensable.

Le vœu concernant l'organisation de l'orientation professionnelle que nous avons émis à la fin du chapitre consacré à l'orientation en France, se trouve en partie réalisé. Désormais, notre pays va connaître une organisation uniforme dans le cadre départemental. Enfin, le désir exprimé dans notre conclusion de voir tous les enfants qui vont entrer en apprentissage se rendre à l'Office d'orientation, se trouve satisfait dans les dispositions de ce nouveau décret dont il nous paraît utile de signaler les principaux articles.

ARTICLE PREMIER. — Il sera institué par décret dans chaque département ou groupe de départements, un secrétariat d'orientation professionnelle soumis à l'autorité préfectorale et placé dans les attributions de l'Inspecteur d'Académie du département ou de l'Inspecteur d'Académie du département où est fixé le siège du secrétariat. La création de ces secrétariats sera échelonnée sur une période de trois ans.

Les secrétariats d'orientation professionnelle ont pour mission de coordonner les travaux des centres d'orientation professionnelle, d'en contrôler le fonctionnement et d'assurer avec la collaboration de l'Inspection de l'Enseignement technique, la liaison de ces centres avec les écoles et les offices de placement.

ART. II. — Chaque secrétariat d'orientation professionnelle est assuré par un secrétaire nommé par le Ministre de l'Enseignement technique, et auquel est attribué à la charge de l'Etat, le même traitement qu'aux secrétaires d'inspection d'Académie.

.....

ART. III. — Sous l'autorité de l'inspecteur d'Académie, le secrétaire est assisté d'une commission dont la composition est fixée par décret pris sur proposition du Ministre chargé de l'Enseignement technique, après avis du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique et du Ministre du Travail.

.....

ART. IV. — Un décret pris après avis du Conseil Supérieur de l'Enseignement technique déterminera les conditions de fonctionnement des secrétariats et notamment leurs rapports avec les Offices de placement prévus par les art. 85 et suivants du livre premier du Code du Travail.

ART. V. — Dans chaque département il est créé obligatoirement un centre d'orientation professionnelle au chef-lieu du département ou dans la ville la plus peuplée. Il peut, en outre, être institué facultativement plusieurs centres dans le même département, par décisions de Conseils municipaux ou de groupements professionnels.

.....

ART. VI. — Un décret ultérieur fixera les conditions dans lesquelles seront assurées les dépenses afférentes au fonctionnement des secrétariats et des centres d'orientation professionnelle.

ART. VII. — Un décret pris sur la proposition du Ministre chargé de l'enseignement technique après avis du

Conseil supérieur de l'Enseignement technique déterminera les conditions d'ouverture et de fonctionnement requises, au point de vue de la compétence des centres facultatifs créés par les communes ou par les associations et groupements professionnels. Ce décret déterminera les modalités d'un contrôle permanent des centres facultatifs.

ART. VIII. — Après le délai de 3 ans fixé par l'article premier susvisé, aucun enfant âgé de moins de 17 ans ne pourra être employé dans une des entreprises visées à l'article 9 s'il n'est muni d'un certificat délivré gratuitement par le secrétariat départemental ou inter-départemental d'orientation professionnelle, sur attestation des centres publics ou privés d'orientation professionnelle (1).

Ce certificat devra comporter au moins l'indication du ou des métiers qui ont été reconnus dangereux pour la santé de l'enfant.

(1) Les entreprises prévues à l'article 9 du décret sont les entreprises industrielles ou commerciales publiques ou privées, ainsi que les entreprises concessionnaires de service public ou se livrant à l'exploitation minière, les sociétés coopératives, quel que soit leur objet, les sociétés de crédit maritime mutuel, les concessions de mines, de pétrole et de gaz combustibles.

